

SMI 9405.93	DOW JONES 25670.41
9450	25740
9430	25680
9410	25620
9390	25560
+0.16%	+0.17%

PREMIÈRE ÉTUDE CLINIQUE POUR LA BIOTECH

Polyneuron lève 22,5 millions

PAGE 9

A L'AUNE DES NOUVEAUX ÉCOSYSTÈMES
Bâloise ravive la bancassurance

PAGE 8

LA BANQUE FACE À PLUSIEURS SCANDALES
Départ du CEO de Wells Fargo

PAGE 9

L'ATTRAIT DE GENÈVE ET DE L'ARC LÉMANIQUE
Investis a choisi le bon marché

PAGE 8

L'ANALYSE DE KRISTINA HOOPER
La Fed ravive les inquiétudes

PAGE 16

LA CHRONIQUE D'EMMANUEL FERRY
Ecouter la courbe des taux

PAGE 2

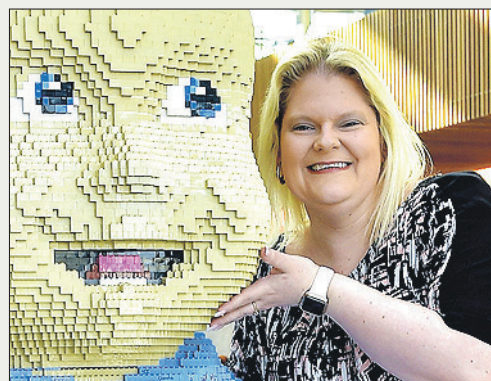
CEO LIMOGÉE FACE À LA PRESSION
Swedbank suspend son titre

PAGE 10

LA CHRONIQUE DE NICK CLAY
Une industrie pas si modeste

PAGE 2

Ferring, des projets contre l'infertilité



LOUISE BROWN. Le premier bébé-épreuve aux côtés du bébé-lego fabriqué par le laboratoire pharmaceutique Ferring pour fêter les 40 ans de la fécondation in vitro (FIV) ainsi que les 500.000 bébés nés chaque année à la procréation médicalement assistée. PAGE 6

L'aérospatial de Ruag est au premier plan

Le groupe est idéalement positionné pour la séparation de Ruag International ainsi que sa cotation souhaitée en Bourse.



Les activités civiles et internationales de Ruag Aviation relèveront de l'entreprise technologique Ruag International.

PHILIPPE REY

Ruag a enregistré en 2018 un chiffre d'affaires et des entrées de commandes record. Son résultat d'exploitation (EBIT) et son bénéfice net ont reculé, du fait de plusieurs défis opérationnels pour la division Aérostructures, qui doit rendre plus efficace son site de fabrication à Eger en Hongrie. Celui-ci passera en 2019 du statut de second atelier à celui de site autonome à part entière. Différentes mesures d'amélioration durable de la rentabilité ont été mises en place. Ruag génère un cash-flow libre substantiel. Il dispose d'une solide structure financière, avec l'absence de dette

financière. La forte hausse des entrées de commandes montre que Ruag est bien préparé pour accomplir la dissociation des activités à venir, avec à moyen terme la privatisation à 100% de Ruag International – dans l'idéal une entrée en Bourse – qui formera un groupe technologique global centré sur l'aérospatial. Principal fournisseur dans le secteur spatial européen, Ruag Space est en pleine croissance aux Etats-Unis. Cette unité d'affaires a réalisé un EBITDA de 52 millions de francs et un EBIT de 38 millions pour un chiffre d'affaires de 377 millions. La navigation spatiale ne cessant de gagner en importance pour la vie sur terre. PAGE 4

Une récompense de plus pour Sophia Genetics

SOPHIE MARENNE

Jeudi soir, lors du congrès Tech Tour Growth Summit, Sophia Genetics a remporté le très prisé Growth Award. Cette récompense met en lumière la jeune entreprise la plus dynamique

d'Europe. La firme vaudoise a été sélectionnée parmi les 50 sociétés du Tech Tour Growth 2019, un classement des super scale-up les plus prometteuses du continent, elles-mêmes choisies dans une longue liste de 312 sociétés.

Jurgi Camblong, CEO de Sophia Genetics, déclare: «C'est une belle reconnaissance de la croissance rapide et de l'impact mondial de notre entreprise. Notre mission est de contribuer à un système de santé global plus durable». PAGE 3



JURGI CAMBLONG. Il a cofondé cette société pionnière en «data-driven medicine».

Merck investit dans son site d'Aubonne

PHARMA. Le géant allemand va construire un nouveau bâtiment pour un montant total de 165 millions de francs.

MATTEO IANNI

Moins de deux ans après l'inauguration de son nouveau bâtiment pour le conditionnement de ses médicaments, le géant allemand Merck annonce un nouvel investissement de 165 millions de francs en faveur de son site de production suisse d'Aubonne.

Une opération qui lui permet d'augmenter sa capacité de production de médicaments biotechnologiques (des médicaments fabriqués à partir de cellules vivantes) destinés à plus de 150 pays. Des médicaments phares comme le traitement des troubles de la fertilité Gonal-f, pour des traitements récemment lancés sur le marché comme le médicament anticancéreux Bavencio, ou pour

de potentiels futurs produits en cours de développement clinique comme le traitement anticancéreux expérimental M7824. Le nouveau bâtiment sera équipé de technologies de pointe dédiées au remplissage aseptique et au contrôle qualité, avec une conception innovante et un modèle de production flexible permettant des gains de productivité. Interrogé sur le recrutement à venir, le directeur n'a pas souhaité s'exprimer. Il a juste précisé que 470 personnes ont été embauchées en quatre ans par le groupe sur Aubonne et Vevey, et que le site d'Aubonne compte aujourd'hui 776 collaborateurs. À savoir que le groupe compte au total 1500 employés sur l'Arc lémanique et 2300 dans toute la Suisse. PAGE 6

Transition énergétique au coeur du FT Summit

NÉGOCE. Les renouvelables occupent tous les esprits mais le gaz liquéfié, transportable par navire, n'est pas en reste.

ELSA FLORET

Lors du Financial Times Commodities Global Summit à Lausanne cette semaine, la problématique de la transition s'est retrouvée au coeur de nombreux débats. En particulier sur les infrastructures, la production de carburants alternatifs, la place des renouvelables ou encore les investissements dans la technologie.

Les producteurs d'énergie se posent la question des nouvelles sources d'énergie à mettre à disposition des consommateurs. En ce sens, les renouvelables occupent tous les esprits, mais le gaz ou le gaz liquéfié transportable par navire a le vent en poupe. Mercuria apporte sa pierre à l'édifice en participant à la restructuration du secteur. Le rachat d'Aegean en est une bonne illustration. PAGE 5

génération digitale,
+ qu'une copie conforme

devillard.ch



GED - COPIEURS - IT

devillard

Genève www.lindegger-optic.ch



9 771421 948004 5 0 0 1 3

ACTEURS

Nos régies fédérales se doivent d'agir de manière cohérente

ALAIN NICOD

Managing Partner VI PARTNERS

J'adore pousser à bout les raisonnements stupides. Un voici un bon exemple cet après-midi en provenance d'une régie fédérale qui nous est chère. Si cette dernière était privatisée, ou prenait des décisions cohérentes avec les objectifs de son actionnaire unique, agirait-elle de manière différente?

Voici 12 ans que je voyage chaque semaine en train et que je combine les trajets longue distance avec mon petit vélo pliable. Quoi de mieux pour diminuer l'empreinte CO2, se faire du bien et arriver à l'heure aux rendez-vous?

Mon vélo pèse 10kg et fait la taille d'une valise «carry on» que de multiples personnes prennent pour leurs voyages en avion. La

seule différence avec une valise est que l'on voit ses roues, son guidon, sa chaîne plutôt qu'une coque de valise en plastique ou en carbone pour les modèles plus évolués. Je note par ailleurs que les valises ont également des roues!

Théoriquement (selon le règlement des CFF), il faut l'emballer pour ne pas payer de billet vélo dans le train. La personne qui a écrit ce règlement n'a probablement pas souvent voyagé en vélo. Pas vraiment pratique d'avoir une housse sur soi en tout temps pour obéir à des sombres lois rédigées par nos édiles.

Pratiquement j'ai dû prendre le train environ 1000 fois au cours des années avec ce vélo et voici pour la deuxième fois un contrôleur zélé qui applique le règlement concocté par des génies à

Berne. Résultat de l'opération: 9 francs à payer pour le vélo en plus du billet dont je m'étais évidemment acquitté pour moi.

Je lui ai demandé de m'expliquer les motivations derrière cette règle. Il fut incapable de me dire autre chose que «c'est le règlement». Je lui ai demandé si c'était à cause de la saleté d'un vélo. Il m'a dit que non. Je pensais qu'en payant 9 francs, j'aurais le droit de salir les sièges ou le compartiment à bagage. Ce n'est pas non plus une question d'encombrement car mon voisin a deux valises, chacune plus grande que le vélo et il n'a rien à payer.

Je lui ai demandé si sa démarche était une bonne manière d'encourager la mobilité verte. Il m'a simplement répondu qu'il pouvait me faire une facture de 60 francs – si je ne payais pas tout de suite

les 9 francs. Un merveilleux dialogue de sourds digne de Raymond Devos, en version suisse alémanique!

Cette petite anecdote amusante illustre la nécessité d'agir de manière cohérente. Les priorités de l'actionnaire (dans ce cas la confédération), devraient être alignés avec la conception et la tarification des services. On ne peut pas prôner une réduction des émissions de CO2, avec de la mobilité douce, et en même temps émettre des règlements et des tarifs incohérents avec cette idée.

Je crois beaucoup à la cohérence des actions et à l'alignement des intérêts de tous toutes les parties. La nécessité d'ouvrir ou pas le porte-monnaie est souvent déterminant dans le comportement des clients. C'est le rôle de la

confédération de s'assurer que les entreprises et Régies sous sa responsabilité agissent de manière cohérente, quelle que soit l'importance des enjeux.

Si nous voulons développer une économie verte, ce à quoi je souscris sans réserve, alors tous les «incentives» doivent pointer dans cette direction. Je n'ai pas fait le travail de fourmi d'examiner toutes les tarifications de sources d'énergie, les déductions fiscales pour des travaux visant une réduction des émissions, les conditions de détention de véhicules



électriques ou peu polluants, etc. et ne peux pas, de ce fait, me prononcer de manière globale sur leur bienfondé. La seule chose que je puisse demander à nos édiles est de s'assurer de la cohérence de toutes leurs décisions par rapport aux objectifs long terme sur lesquels nous sommes d'accord. ■

Ecouter le message de la courbe des taux d'intérêt

EMMANUEL FERRY

Directeur des investissements BANQUE PÂRIS BERTRAND

Aucune des cinq dernières récessions n'a été correctement prévue par les économistes. Or, la courbe des taux a (presque) toujours raison.

L'inversion de la courbe des taux d'intérêt est devenu un sujet central. Le taux d'intérêt à 10 ans du Trésor américain est passé en dessous du taux à 3 mois et ce pour la première fois depuis 2007. Le même jour, le taux du Bund allemand à 10 ans est repassé en territoire négatif et le stock de dette mondiale à taux négatif est repassé au-dessus de 10.000 milliards de dollars. La pente de la courbe des taux d'intérêt donne une très bonne indication sur les attentes concernant le mix croissance / inflation. Depuis 2014, l'aplatissement de la courbe des taux américaine a été essentiellement tirée par la remontée des taux d'intérêt à court terme, reflétant le resserrement monétaire de la Fed. La baisse des taux d'intérêt à long terme a pris récemment le relais de la hausse des taux courts, traduisant une dégradation des perspectives économiques. Nous sommes désormais dans la situation où la courbe commence à s'inverser, signalant que le resserrement monétaire passé est allé trop loin. En d'autres termes, le passage des taux long sous les taux courts signifie tout simplement que le marché obligataire s'attend désormais à une baisse des taux directeurs de la Fed. Le processus d'inversion est déjà bien avancé. 56% de la courbe des taux aux Etats-Unis est inversé,

trois pays ont des taux d'intérêt négatifs de zéro à 10 ans (Suisse, Allemagne, Japon) et le marché obligataire anticipe déjà une détente de 25pb des taux directeurs de la Fed à horizon 2020. La Fed de New-York déduit de la forme actuelle de la courbe des taux une probabilité de récession de 29% à horizon 12 mois. Dans le passé, dans cinq cas sur sept, cela s'est concrétisé par une récession effective. Sachant qu'aucune des cinq dernières récessions n'a été correctement prévue par les économistes, il est hasardeux de ne pas écouter le message envoyé par la courbe des taux. Le délai moyen observé entre l'inversion de la courbe et l'entrée en récession est de 16 mois. Dix des douze derniers cycles de hausse des taux de la Fed ont débouché sur une récession. Les deux exceptions sont les *soft landings* de 1966 et 1995.

«This time is different»

La plupart des commentaires n'hésitent pas à prononcer la phrase la plus coûteuse de l'histoire, «*This time is different*»: l'inversion de la courbe des taux aurait pour cause le QE des banques centrales et l'absence de normalisation monétaire en dehors des Etats-Unis. Son message serait donc erroné. Il faut se souvenir que des facteurs techniques avait déjà été avancés lors des deux précédents épisodes d'inversion de la courbe des taux (avril 2000, janvier 2006) et la récession avait débuté respectivement en mars 2001 et décembre 2007.



Le changement radical d'orientation de la Fed (arrêt du *Quantitative Tightening*, prévisions économiques en baisse, nouvelle *forward guidance*) signale un nouveau cycle d'assouplissement mondial. Si cela se confirme, la courbe des taux devrait connaître une repentification, mouvement activé par une baisse effective des taux d'intérêt à court terme. La Fed a réalisé que son resserrement monétaire cumulé (+225pb de relèvement des Fed Funds et l'équivalent de +300pb provenant de l'inversion du QE) est allé bien au-delà de la neutralité monétaire. La question porte désormais sur la capacité de la Fed à piloter un *soft landing*. La longueur exceptionnelle du cycle d'expansion des Etats-Unis (117 mois, à trois mois du record de 120 mois), le point bas du chômage et l'inversion des indicateurs avancés (écarts entre composantes futures et actuelles des différentes enquêtes) plaident pour une capacité limitée à prolonger le cycle actuel, sauf si la Fed réduit ses taux directeurs d'au moins 50pb. ■

NICK CLAY

Gérant actions internationales NEWTON IM

Le monde de la mode a connu deux importants développements le mois dernier. D'une part, la disparition d'une légende de la mode, le directeur artistique de la maison Chanel, Karl Lagerfeld, et de l'autre, le Comité d'audit environnemental du gouvernement britannique qui soumettait le rapport final de son enquête sur la durabilité de l'industrie de la mode.

La haute couture et les vêtements des vendeurs «fast-fashion» en ligne se trouvent dans un secteur qui exige un nouveau modèle économique, annonce le Comité d'audit environnemental britannique dans son rapport final. Ce rapport présente cinq raisons pour lesquelles l'industrie de la mode nuit à l'environnement: travail forcé et autres pratiques de travail illégal; particules de matière plastique émettant des fibres synthétiques; utilisation excessive d'eau dans la production de vêtements; croissance de la consommation et de la demande pour une mode plus nouvelle et plus rapide; et déchets de vêtements à grande échelle

La principale recommandation proposée serait la taxe de 1 centime sur chaque vêtement produit. Le Comité estime que cela pourrait rapporter 35 millions de livres sterling pour investir dans le développement du recyclage des vêtements au Royaume-Uni. D'autres recommandations clés sont aussi avancées.

Les solutions potentielles proposées sont révélatrices: l'impact durable des vêtements va bien au-delà du simple manque de recyclage et de la pollution par les fibres synthétiques. Selon McKinsey, une fois que les consommateurs quittent le magasin avec des vêtements neufs, le lavage et le séchage d'1 kg de vêtements tout au long de leur cycle de vie, en utilisant des méthodes classiques, créent 11 kg de gaz à effet de serre.

Combustibles fossiles

McKinsey estime que la culture du coton, qui représente environ 30% de la consommation totale de fibres textiles, utilise beaucoup d'eau, de pesticides et d'engrais.

LA PLUPART DES PAYS FABRICANTS DE VÊTEMENTS DÉPENDENT PRINCIPALEMENT DES COMBUSTIBLES FOSSILES POUR FOURNIR LEUR ÉNERGIE.

Par ailleurs, la plupart des pays fabricants de vêtements dépendent principalement des combustibles fossiles pour fournir leur énergie, 1 kg de tissu peut générer 23 kg de gaz à effet de serre en moyenne.

Un détaillant nordique se démarque par ses progrès actifs en matière de développement durable. L'entreprise de vêtements a utilisé 96% d'électricité renouvelable dans l'ensemble de ses activités en 2017, tandis que 59%



du coton qu'elle a utilisé provenait de sources durables, et son objectif est de 100% d'ici l'an prochain.

De plus, l'entreprise gère un promettant programme de recyclage qui encourage les clients à donner des vêtements non désirés – de n'importe quelle marque – en échange d'un chèque-cadeau.

Besoin d'échelle

Les programmes de recyclage commencent à devenir de plus en plus courants, mais le problème est que la demande de vêtements recyclés n'existe pas encore. La plupart des entreprises n'ont donc toujours pas les incitations nécessaires pour mettre en œuvre ces programmes et ainsi réaliser des économies d'échelle.

Bien que le coût initial de l'amélioration de la durabilité pour les entreprises puisse être élevé, ces coûts sont nécessaires, car, à long terme, le marché ou la réglementation finiront de toute façon par forcer la main aux fabricants de vêtements. ■

Une industrie de la mode pas si modèle

POINT FORT

La société la plus dynamique d'Europe est suisse

SOPHIA GENETICS. La firme vaudoise, pionnière en médecine basée sur les données, est devenue la première entreprise helvétique à recevoir la récompense Tech Tour Growth Award.

SOPHIE MARENNE

Et une statuette de plus à mettre sur l'étagère à trophées, déjà bien remplie, de Sophia Genetics! Le Tech Tour Growth Award a été remis, hier soir, à la société vaudoise. Il s'ajoute au titre d'Entrepreneur de l'année dans la catégorie "Emerging Entrepreneur" remis par EY à Jurgi Camblong en octobre 2017; au prix "Excellence in HealthTech Award" accordé par Salus Partners en septembre 2018; et à la récompense "Prix spécial du jury" reçue en novembre 2018 dans le cadre du Prix Vaudois des Entreprises Internationales.

Cette distinction a été remise lors d'une cérémonie au Beau-Rivage Palace de Lausanne, la 13e édition du Tech Tour Growth & Innovation Awards. Organisée par le réseau transfrontalier de soutien aux entreprises technologiques en quête d'investissements Tech Tour, cette soirée se tenait dans le cadre du Tech Tour Growth Summit, un congrès qui rassemble, durant deux jours, plus d'une cinquantaine de directeurs et d'investisseurs européens dont les activités sont axées autour de l'innovation.

Honoré de recevoir ce prix, Jurgi Camblong, cofondateur et CEO de Sophia Genetics, déclare que c'est une belle reconnaissance de la croissance rapide et de l'impact mondial de son entreprise sur le terrain. «Notre mission est de contribuer à un système de santé global plus durable, dans lequel



JURGI CAMBLONG. «C'est une belle reconnaissance de notre croissance rapide», dit le CEO de la biotech de Saint-Sulpice.

les données utilisées pour aider un patient aujourd'hui, bénéficieront à ceux de demain. Au quotidien, nous visons à faire croître notre envergure. Si nous signons avec de plus en plus d'hôpitaux, ils pourront, au fur et à mesure, bénéficier d'une intelligence collective plus solide qui les aidera à améliorer les diagnostics et les traitements de leurs patients», dit-il.

Des ambitions actuelles nord-américaines

La société basée à Saint-Sulpice n'enchaîne pas les récompenses par hasard. Fondée en 2011, à l'EPFL Innovation Park, elle avait, dès ses premiers pas, la démocratisation de l'accès à la "data-driven medicine" en ligne

de mire. Désormais, sa plateforme d'aide au diagnostic de maladies héréditaires ou de cancers est utilisée par un réseau de plus de 920 hôpitaux, dans 77 pays. Près de 350.000 patients ont déjà pu bénéficier de ce nouvel outil de diagnostic intelligent. Son effectif s'établit autour des 250 employés dont la moitié en Suisse. «Nous recrutons environ dix collaborateurs par mois», souligne le dirigeant originaire de Bayonne.

Au niveau de son expansion internationale, l'année 2018 a surtout été consacrée à l'exploration du marché américain. «La marque Sophia Genetics est très réputée en Europe et en Amérique du Sud, où notre présence est forte. Nous ne sommes pas

aussi connus aux Etats-Unis. Cette année, nous axons nos efforts pour nous y implanter.»

La firme helvétique dénombre déjà 100 clients sur le territoire américain, parmi les plus grands hôpitaux universitaires du pays. Elle a débuté 2019 avec quatre collaborateurs sur place. Ils sont maintenant 25 à occuper le bureau de Boston. «Dans trois mois, ils devraient être une petite cinquantaine.»

L'étape suivante sera l'Asie et en particulier la Chine. «Mais chaque chose en son temps», tempère le CEO.

L'Europe des licornes

Sur la ligne de départ, 312 entreprises européennes avaient préalablement été sélectionnées par un premier jury. Ensuite, les noms de 50 d'entre elles uniquement avaient été gardés, formant le Tech Tour Growth 50. Révélée en février, cette liste annuelle répertorie les futures licornes européennes, les sociétés qui offrent le plus de promesses d'un impact mondial. Au sein de l'inventaire de l'année 2019, neuf firmes helvétiques: Acronis, Ava, Beqom, Chronex, Cople, Flyability, Nextthink, Scandit et, évidemment, Sophia Genetics.

En se penchant sur le Tech Tour Growth 50, le comité de sélection n'a affiché que très peu d'hésitations quant au choix final. «Sophia Genetics figure dans ce classement depuis trois années consécutives. C'est la preuve de sa ca-

pacité de croissance constante», indique Falk Müller-Veerse, associé chez Bryan, Garnier & Co et président du comité de sélection. Autour de lui, les vingt membres du jury étaient d'importants ges-

«SOPHIA GENETICS FIGURE DANS CE CLASSEMENT DEPUIS TROIS ANNÉES CONSÉCUTIVES. C'EST LA PREUVE DE SA CAPACITÉ DE CROISSANCE CONSTANTE.»

tionnaires de fonds de capital-risque et de croissance, issus de tout le continent. «Lors du vote, Sophia Genetics s'est rapidement démarquée comme gagnante. Il y a eu très peu de discussion ensuite», raconte-t-il.

L'allemand Cloud & Heat primé

L'autre entreprise mise en lumière hier soir est allemande. Cloud & Heat a développé une solution durable et sécurisée destinée au marché du cloud. Sa technologie permet non seulement de refroidir les data centers, de façon écologique, mais aussi de récupérer la chaleur qu'ils émettent pour chauffer les bâtiments, voire alimenter les réseaux de chauffage locaux. «Cette entreprise affiche à la fois un impact positif sur l'environnement et une croissance impressionnante et très rapide», explique Falk Müller-Veerse.

La société fondée en 2011 et située à Dresde a remporté le Tech Tour Innovation Award, dans les pas de compagnies comme Algomi, Calstone, Movidius, Shazam, Soundcloud et Tobii Technology. Elle se déploie rapidement sur un marché en pleine expansion, grâce à son système efficace au niveau des coûts et de la consommation énergétique. Son CEO, Nicolas Röhrs, se réjouit: «Cette récompense confirme non seulement la force d'innovation de notre société, encore jeune, mais également la pertinence technologique et économique que nous avons déjà acquise dans le secteur des centres de données». ■

l'employeur
le plus attractif
de suisse



découvrez ici
qui a gagné.
www.randstad.ch/gagnant

a été élu.

ENTREPRISES

Julius Bär répercute les taux négatifs

BANQUE. Les clients sont ponctionnés à partir d'un dépôt de 500.000 francs

Le gestionnaire de fortune zurichois ne veut pas supporter le fardeau des taux négatifs pour l'ensemble de ses clients. La banque répercute les coûts induits à certains d'entre eux, a indiqué hier une porte-parole, confirmant des informations publiées par le blog financier *Inside Paradeplatz*. Du côté de Julius Bär, on rappelle cependant que cette pratique n'est pas nouvelle. La banque zurichoise cotée au SMI répercute les taux négatifs depuis l'introduction de cet instrument de politique monétaire. Les clients sont ponctionnés à partir d'un dépôt de 500.000 francs. En outre, les chargés de relation avec la clientèle proposent des solutions d'investissement afin de réduire les montants déposés sur les comptes.

La politique des banques se durcit

De plus en plus de banques durcissent leur politique liée aux taux négatifs afin d'éviter d'être submergés de dépôts. Certains investisseurs, notamment les institutionnels qui disposent d'importantes liquidités, comparent les conditions offertes par les établissements afin de choisir les plus avantageux.

Côté romand, la Banque cantonale de Genève a une nouvelle fois serré la vis en début d'année, ramenant le seuil d'exonération à 3 millions de francs de dépôts, contre 5 millions auparavant. L'homologue grisonne a fait de même, passant à 3 millions de 10 millions. Les avoirs à vue sont taxés à hauteur de 0,75% par la Banque nationale suisse. — (awp)

PARTNERS GROUP: part majoritaire dans un projet immobilier à Pékin

Le gestionnaire de fortune Partners Group s'est emparé, pour le compte de ses clients, d'une part majoritaire dans un projet immobilier de bureaux et commerces à Pékin. La firme zougnoise précise que le montant total de l'opération s'est élevé à 1,34 milliard de dollars. — (awp)

AKARA FUNDS: augmentation de capital

Akara Funds, spécialisée dans le développement et la gestion de fonds immobiliers ainsi que la gestion de fortune, prépare sa prochaine levée de fonds pour la filiale Akara Swiss Diverity Property Fund PK. La libération doit intervenir fin juin. L'opération, dont la période de souscription est prévue d'avril à mai, constitue la quatrième augmentation de capital. Elle porte sur un volume d'émission de 130 à 170 millions de francs. — (awp)

Ruag se modernise à une cadence déjà élevée tout en ayant une base solide

AÉROSPATIAL. La séparation à venir et la cotation vraisemblable en Bourse (IPO) de Ruag International sont parfaitement rationnelles.

PHILIPPE REY

La forte hausse des entrées de commandes du groupe Ruag montre que celui-ci est bien préparé pour accomplir la dissociation de ses activités à venir et à effectuer une entrée en bourse ou ouverture au public (IPO) de Ruag International pour autant que les conditions du marché boursier ne soient pas défavorables. La stratégie sera précisée en 2019 suite aux décisions du Conseil fédéral concernant la planification détaillée.

Ruag International sera un groupe technologique comprenant les unités d'affaires aérospatial, aérostructures, Ammotec, MRO International et cyber-sécurité, et employant près de 6500 personnes. Avec des sites en Suisse et à l'étranger.

L'activité Ammotec sera vendue à moyen terme dès lors qu'il s'agit en grande partie de produits de consommation (munitions, éléments pyrotechniques et composants), indique Urs Breitmeyer, CEO. Ce désinvestissement permettra de libérer des moyens supplémentaires de financement de la croissance au plan global de Ruag International. Ammotec est une excellente entreprise avec une position de numéro un en Europe et parmi les leaders au plan mondial, d'après Urs Breitmeyer.



URS BREITMEYER. Le CEO du groupe accomplit une profonde transformation et peut faire valoir de fortes positions.

meier. Son résultat brut d'exploitation (EBITDA) a atteint 38 millions de francs en 2018, son résultat d'exploitation (EBIT) 20 millions pour un chiffre d'affaires de 421 millions de francs.

Structure de holding déjà en place

L'autre unité séparée, Ruag MRO Suisse, continuera à assumer en tant que société en mains publiques centrée sur le marché suisse les besoins des systèmes d'armes et, ce faisant, l'approvisionnement de l'Armée suisse. La structure de Ruag Holding sé-

pare déjà juridiquement les différentes entités du groupe, avec une allocation claire au plan des actifs et passifs. Seule une partie de ceux-ci (au niveau du siège) devront encore être répartis, selon Urs Kiener, CFO. Ruag, qui a financé sa croissance et sa diversification avec ses propres moyens, possède aujourd'hui une solide base pour poursuivre son évolution positive.

L'accent sera mis en 2019 sur une progression de la rentabilité et la séparation de Ruag International et Ruag MRO Suisse. Un groupe technologique comme Ruag In-

ternational devrait pour le moins être valorisé à une fois le chiffre d'affaires, soit près de 1,5 milliard de francs.

Ruag, qui est dénué de dettes financières, prévoit pour cette année une évolution stable, avec une croissance attendue dans le segment aéro-structures (construction de composants de structures d'avions pour des clients militaires et civils) et dans les affaires de munitions pour les forces armées et forces de l'ordre. Le groupe bernois a enregistré en 2018 un chiffre d'affaires et des entrées de commandes record de respectivement 1,998 milliard de francs (+2%) et 2,221 milliards (+13,3%).

Certes, le bénéfice d'exploitation (EBIT) a reculé de 10,8% à 106 millions de francs, ce qui correspond à une marge de 5,3% (6,1%). Ce recul est dû à des défis opérationnels que doit relever la division Aerostructures, c'est-à-dire à la fois l'augmentation générale de ses capacités et le développement du site hongrois à Eger, qui a reçu sa certification et pourra livrer directement aux clients.

Cette unité d'affaires compte comme clients Airbus, Boeing, Bombardier, GE Aviation, Pilatus Aircraft et Saab. Afin de garantir la rentabilité à long terme de cette division, d'amples me-

asures en faveur d'une baisse des coûts et d'une hausse de la productivité ont été mises en œuvre sur les trois sites d'Aerostructures: Emmen, Oberpfaffenhofen (Allemagne) et Eger (Hongrie).

Le cash-flow disponible (free cash-flow) du groupe Ruag est passé, d'une année à l'autre, de -59 millions à 94 millions de francs. La position financière nette s'est aussi améliorée, passant de 77 à 134 millions de francs. Le conseil d'administration de Ruag Holding propose le versement à la Confédération d'un dividende de 30 millions (40 millions au titre de 2017), ce qui reste conforme à un taux de distribution de l'ordre de 40%.

Hauts investissements de R&D

Ruag investit à haut niveau dans la recherche et développement (R&D), soit 9% du chiffre d'affaires (179 millions de francs en 2018). De 2014 à 2016, Ruag a généré un free cash-flow d'environ 60 millions de francs en moyenne. La part des fonds propres au total du bilan s'élevait à 51,2% à fin 2018. Il s'est toujours situé entre 50% et 60% lors des dernières années. Le rendement des fonds propres (ROE) a atteint 7,3% en 2018, (8,9% en 2017, 11,9% en 2016, 12,7% en 2015 et 9,8% en 2014). ■

Recul du bénéfice de la banque WIR

Les dépôts de la clientèle ont rétréci en 2018, en raison notamment des taux négatifs.

La banque coopérative WIR a vu son résultat net fondre en 2018 sous le coup des conditions de marché difficiles. Les dépôts de la clientèle ont rétréci, en raison notamment des taux négatifs. Le reversement aux actionnaires reste stable à 10,25 francs par action. Le bénéfice net a reculé de 11,3% à 13,5 millions de francs. Cette forte baisse s'explique par une activité mitigée.

Alors que les opérations d'intérêt ont enregistré un résultat net en hausse de 3,9% à 59,7 millions de francs, portées par une croissance des prêts hypothécaires de 2,7% à 3,87 milliards, le résultat tiré des opérations de commissions et services a chuté de 22,5% à 24,4 millions, a détaillé hier la banque, qui dispose de sa propre monnaie, le Wir, indexée sur le cours du franc.

Pour Bruno Stiegeler, qui va reprendre fin mai la direction de la banque, le résultat en baisse des activités de commissions et services «n'est pas satisfaisant». Le repli a été encore plus marqué dans les activités de négoce, qui ont affiché un résultat négatif de 16,8 millions de francs, après un bénéfice de 16,5 millions en



BRUNO STIEGELER. Il va reprendre la direction de la banque fin mai.

2017. La banque explique cette chute par les conditions de marché difficiles qui prévalaient l'an dernier. Les dépôts de la clientèle ont reculé de 4,6% à 3,7 milliards de francs. Alors que les dépôts destinés à l'épargne et le placement ont légèrement augmenté, les autres avoirs se sont contractés en raison des taux négatifs. En matière de coûts, les dépenses ont reculé de 17,2% à 60,6 millions, mais les correctifs de valeur

ont augmenté de 5,2% à 5,3 millions. Cette hausse est imputable aux investissements consentis dans la transformation numérique. En matière de numérisation, la filiale Viac, spécialisée dans les placements de prévoyance sur sa plateforme électronique, a enregistré un vif succès. Lancée fin 2017, la start-up a gagné plus de 10.000 clients et affichait fin 2018 des avoirs sous gestion d'environ 90 millions. — (awp)

Credit Suisse a été dénoncée à la Finma

Le Ministère public genevois a pris cette mesure suite à une affaire immobilière qui a mal tourné.

Credit Suisse est dans le viseur du Ministère public genevois suite à une affaire immobilière ayant mal tourné. Le Parquet a dénoncé la grande banque au gendarme financier Finma, a rapporté hier la *Tribune de Genève*. Sollicités par le quotidien, la banque et la Finma ne commentent pas.

Credit Suisse aurait manqué à son devoir de diligence au moment d'octroyer des crédits de construction à une entreprise générale travaillant sur mandat de deux promoteurs.

L'affaire avait éclaté il y a six ans. Le projet immobilier sur la commune genevoise de Chancy a fait 300 victimes, rappelle l'article. Plus de 200 clients des deux promoteurs ont perdu leur argent sans entrer en possession de leur maison.

Dans la majorité des cas, Credit Suisse a consenti à des emprunts en «ignorant» son devoir de contrôle, au mépris des directives de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers, se-

lon les informations recueillies par la *Tribune de Genève*.

Pour le Ministère public, l'établissement a même «violé» ses règles internes à plusieurs reprises. L'entreprise générale a continué à s'endetter, ce qui l'a menée à sa perte. Au moment de mettre la clé sous le paillason, en 2014, la société affichait une ardoise de 22 millions de francs.

Trois ans plus tôt, Credit Suisse avait augmenté de 50 millions de francs la limite de crédit de construction «sans aucun contrôle de garantie» et en dépit de la «réalisation de trois critères d'alarmes», argumente le Ministère public dans sa dénonciation, reproduite par le quotidien.

La procureure, qui pointe du doigt un «laisser-aller» de la banque, a adressé ses griefs à la Finma en octobre dernier. «Nous ne pouvons pas rien communiquer aux tiers sur des cas individuels dans le cadre de notre travail de surveillance», a indiqué un porte-parole de l'autorité de surveillance à la *Tribune de Genève*. — (awp)

FT Summit: axé sur la transition énergétique

NÉGOCE. Présent au rendez-vous, Mercuria a obtenu un feu vert important pour son acquisition d'Aegean qui lui permettra de participer activement à l'évolution du secteur.

ELSA FLORET

Alors qu'il participait à la huitième édition du Financial Times Commodities Global Summit à Lausanne cette semaine, le groupe mondial de négoce d'énergie Mercuria a obtenu en parallèle le feu vert du tribunal américain des faillites pour le district sud de New York, en vue de son acquisition du géant en faillite Aegean Marine Petroleum, le spécialiste des huiles de soute. Aegean, cotée à New York avait entamé la procédure de faillite en novembre dernier.

Dans l'attente de la confirmation des autorités anti-trust, Mercuria estime que cette acquisition lui permettra de participer activement à la mise en œuvre des nouvelles règles relatives au transport de carburant par l'Organisation maritime internationale (OMI), qui entrera en vigueur l'année prochaine. Imposant aux affrèteurs de ne plus utiliser de carburant contenant plus de 0,5% de soufre.

Marco Dunand évoque avec l'Agefi, la transition énergétique et son impact sur le marché du négoce, à la fin du sommet annuel du *Financial Times* sur les matières premières à Lausanne.

Mercuria, est un des sponsors historiques du FT Summit, quel bilan tirez-vous de votre participation à cette édition 2019?

Le succès de ce forum ne se dément pas. C'est toujours encourageant de constater que les acteurs de l'industrie se rencontrent et dialoguent avec l'ensemble des autres partenaires. Mercuria est membre fondateur de ce forum, qui se voulait dès l'origine une initiative de transparence dans un secteur resté longtemps dans l'ombre, mais qui représente pourtant une part significative de l'économie suisse et une contribution fondamentale à l'équilibre des marchés de matières premières dans le monde.



MARCO DUNAND. «La problématique de la transition énergétique s'est retrouvée au cœur de nombreux débats, lors de ce forum.»

Les thèmes abordés comme la transition énergétique vous semblent-ils pris avec effet immédiat par l'industrie?

La problématique de la transition s'est retrouvée au cœur de nombreux débats. Infrastructure, production de carburants alternatifs, place des renouvelables, investissements dans la technologie, etc. De nombreux domaines sont concernés et les interactions sont complexes. Par définition, la transition fait référence à une période et non un instant. Cela prendra du temps pour atteindre les objectifs mais tout le monde a pris la route, c'est certain.

Quels sont les exemples les plus prometteurs où l'industrie prend le leadership, à votre avis?

Tous les acteurs ne jouent pas le même rôle. Les producteurs d'énergie se posent la question de nouvelles sources d'énergie à mettre à disposition des consommateurs. En ce sens, les renouvelables occupent tous les esprits, mais le gaz ou le gaz liquéfié transportable par navire a le vent en poupe. De l'autre côté de la chaîne, les utilisateurs développent les transports alternatifs (véhicule électrique) ou l'utilisation plus élargie du gaz par exemple. Comme on l'a vu auparavant, les

normes environnementales évoluent ce qui poussent les utilisateurs industriels à faire des choix (huile de soute). Entre les deux, les négociants jouent leur rôle de facilitateur pour amoindrir les inévitables dysfonctionnements, qui accompagnent les périodes de transition. Besoin de financement, gestion des risques, arbitrages, etc.

Les initiatives sont-elles plus individuelles? Les traders ne devraient-ils pas se mettre ensemble et agir collectivement?

La phase de transition s'accompagne d'une inévitable consolidation liée à une plus grande optimisation des systèmes en place, qui engendre des pressions sur les coûts et donc sur les marges. Mercuria apporte sa pierre à l'édifice en participant à la restructuration du secteur. Le rachat d'Aegean en est une bonne illustration. La diffusion des nouvelles normes de carburant sera d'autant plus rapide que les acteurs en charge seront efficaces, solides et bien organisés. De même, pour réduire les coûts globaux, Mercuria participe, ou même est à l'origine, de plusieurs initiatives, qui mettent en œuvre les nouvelles technologies telles que la blockchain. Ces projets re-

groupent de nombreux participants, qui agissent collectivement pour améliorer la sécurité et la rapidité des transactions. C'est un grand pas en avant et un exemple frappant de collaboration.

Vous venez d'obtenir l'approbation du tribunal pour votre acquisition dans Aegean. Dans l'attente des lois anti-trust, quel sera l'impact sur le business model de Mercuria en termes de millions de tonnes transportées?

Cette activité s'intégrera dans notre activité existante de bunkering (soute), Minerva. L'objectif est bien évidemment d'augmenter les volumes de vente, mais pas seulement. Ce secteur est en pleine consolidation et il doit faire face à de nombreux défis. Les types de fuel vont changer ce qui implique des besoins énormes de financements pour de nouvelles infrastructures. Par ailleurs, la gestion des risques va prendre une place beaucoup plus importante qu'aujourd'hui. Les clients

demandent des formules de prix plus adaptées à leurs besoins. Toutes ces activités font d'ores et déjà partie de l'expertise déployée par Mercuria. Cette acquisition s'inscrit donc dans la logique de Mercuria d'apporter des solutions adaptées à des problèmes complexes.

Dès 2020, les affrèteurs pourraient continuer à utiliser du carburant à haute teneur en soufre s'ils installent un filtre à soufre, appelé épurateur. Allez-vous équiper la flotte d'Aegean?

Comme tous les utilisateurs de carburants marins, Aegean a élaboré sa stratégie pour se conformer aux normes à venir. Les solutions sont variées et dépendent par exemple de la logistique existante dans les ports, de la disponibilité du nouveau carburant ou encore des contraintes technologiques des bateaux.

L'impact de l'OMI sur l'industrie se ressentira notamment

sur la demande de diesel et de mazout à faible teneur en soufre. Comment Mercuria prendra-t-il l'avantage de cette situation avec Aegean?

Les effets attendus de cette nouvelle réglementation sont multiples. Que ce soit sur l'industrie du raffinage, la construction de nouveaux bateaux, le prix du fret et sa répercussion sur les clients ou encore sur les infrastructures et la logistique, les impacts sont difficiles à mesurer et ils évolueront dans le temps. Cette transition ne se fera pas sans difficultés et il est certain que de nombreux goulets d'étranglements vont apparaître. C'est typiquement le cœur de métier de Mercuria de déployer ses moyens humains et financiers pour résoudre ce genre de situations.

Selon quelle échelle de temps se fera cette intégration?

Il est encore trop tôt pour donner des indications précises. L'intégration ne pourra commencer que lorsque les derniers feux verts réglementaires seront obtenus. ■

Avis financier infopub@agefi.com

Vetropack Holding S.A.

vetropack

CONVOCAATION

Assemblée générale ordinaire des actionnaires

Mercredi, 24 avril 2019, 11.15 heures (ouverture des portes à 10.15 heures)
c/o Vetropack SA, Salle de la Paix, 1162 Saint-Prex

Ordre du jour

1. Rapport de gestion, comptes annuels et comptes du groupe 2018
2. Décharge aux organes responsables
3. Affectation du bénéfice
4. Rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction
 - 4.1. Vote consultatif sur le rapport de rémunération 2018
 - 4.2. Montant global de la rémunération des membres du conseil d'administration de l'Assemblée générale 2019 jusqu'à l'Assemblée générale 2020
 - 4.3. Augmentation du montant global de la rémunération des membres de la direction pour l'exercice comptable 2019
 - 4.4. Montant global de la rémunération des membres de la direction pour l'exercice comptable 2020
5. Élections
 - 5.1. Élection du président et des membres du conseil d'administration
 - 5.2. Élection des membres du comité de rémunération
 - 5.3. Élection du représentant indépendant
 - 5.4. Élection de l'organe de révision pour l'exercice comptable 2019

Documentation

Le rapport de gestion 2018 et le rapport des réviseurs seront à disposition des actionnaires dès le 4 avril 2019 au siège de la société à St-Prex. Les documents seront envoyés à ceux qui en font la demande. Dès le 19 mars 2019, ces documents sont également disponibles sur notre site internet www.vetropack.com.

Cartes d'admission

Détenteurs d'actions nominatives. Les cartes d'admission et les bulletins de vote seront envoyés sur demande entre le 4 avril 2019 et le 17 avril 2019. Les actions qui donnent droit au vote sont celles inscrites au registre des actions de Vetropack Holding SA à la date du 24 mars 2019. Aucun transfert d'actions nominatives ne sera enregistré au registre des actions du 25 mars au 1 mai 2019 compris.

Les détenteurs d'actions au porteur désirant participer à l'Assemblée ou s'y faire représenter peuvent retirer leur carte d'admission avec les bulletins de vote auprès de leur banque de dépôt jusqu'au 17 avril 2019, auprès du siège de la société contre dépôt des titres ou d'un certificat de blocage ainsi qu'auprès des banques suivantes en Suisse: Banque Cantonale Vaudoise, Credit Suisse, UBS et Banque Cantonale de Zürich.

Représentation

Les actionnaires désirant se faire représenter sont priés de transmettre à leur mandataire la carte d'admission avec la procuration dûment remplie et signée, accompagnée des bulletins de vote. Selon l'art. 12 des statuts de la société, les actionnaires propriétaires d'actions nominatives ne peuvent être représentés que par des actionnaires détenteurs d'actions nominatives. Si vous désirez faire usage de ce droit, veuillez remplir et signer la carte d'admission avec le pouvoir au verso et la transmettre avec les bulletins de vote à votre mandataire.

Les actionnaires désirant mandater le représentant indépendant, au sens de l'art. 689c CO, sont priés d'envoyer la procuration dûment remplie et signée ainsi que les instructions correspondantes à le représentant indépendant, Me Gilles Guignard, ACTA Notaires Associés, Rue Beau-Séjour 10, Case postale 5731, CH-1002 Lausanne, qui nous avons désigné à cet effet. A défaut d'instruction écrite, le représentant indépendant s'abstiendra lors des votes.

Les actionnaires peuvent instruire et donner procuration au représentant indépendant par voie électronique. Dans ce cas, veuillez envoyer l'inscription signée à Vetropack Holding SA, Registre des actions, Schützenmattstrasse 48, 8180 Bülach. Vous recevrez alors votre code d'accès personnel pour l'inscription par voie électronique au représentant indépendant.

Inscription

Nous prions les actionnaires qui participeront à l'assemblée ou qui s'y feront représenter, de retourner au bureau des actionnaires leur inscription au moyen de l'enveloppe annexée le plus vite possible, mais au plus tard jusqu'au **17 avril 2018**.

Le texte intégral de la convocation au sens de l'art. 700 CO sera publié dans le *Feuille Officielle Suisse du Commerce* du 1 avril 2019.

1162 St-Prex, le 25 mars 2019

Au nom du conseil d'administration
Claude R. Cornaz, Président

Faible corrélation avec le cycle des commodities

Mercuria – un des plus grands négociants en énergie du monde – a connu une nouvelle année positive en 2018, avec 355 millions de tonnes métriques équivalent pétrole vendues et un chiffre d'affaires mondial de 122 milliards de dollars. La performance financière montre une faible corrélation avec le cycle des matières premières. Malgré les récents événements macro-économiques et les turbulences géopolitiques, le modèle commercial continue de prouver son efficacité. Le groupe aligne les profits chaque trimestre depuis sa création en 2004.

Mercuria a diversifié ses activités pour traiter un large éventail de produits de base. Le groupe emploie plus de 1000 personnes et reste la propriété de ses actionnaires fondateurs, d'une partie des employés et de

ChemChina, qui a pris une participation minoritaire en 2016. «Notre business model prouve une nouvelle fois sa résilience dans des environnements, qui restent difficiles. La stratégie de diversification de nos activités vers des services à plus forte ajoutée que les simples flux de marchandises, donne de très bons résultats. Par ailleurs, le volume des ventes a encore progressé et le profit brut dépasse le milliard de dollars en 2018», explique Marco Dunand.

Plus que la course aux volumes, le groupe cherche à progresser dans les secteurs, qui présentent un profil de risques de meilleure qualité comme le gaz. Les résultats sont peu corrélés aux prix des commodities. Ils combinent désormais les activités de flux avec les financements structurés et la gestion des risques. ■

Le personnel de Lonza y prendra ses quartiers au 3e trimestre 2020, selon un communiqué publié jeudi. En tout, SPS investira 190 millions de francs sur le site.

D'ici 2023, comme déjà annoncé, les surfaces de bureaux et de laboratoires disponibles sur cet immense complexe seront doublées pour atteindre plus de 60.000 carrés. A terme, 7000 à 8000 personnes du secteur – dont Novartis – travailleront dans ce parc. – (awp)

SPS: location de nouveaux espaces pour 250 places de travail à Lonza

La société immobilière SPS étend son exploitation sur son site du Stückli Park, à Bâle. Ce dernier est consacré aux entreprises des industries pharmaceutiques et des sciences de la vie. Le chimiste et sous-traitant de l'industrie pharma Lonza s'y est engagé pour la location de 8000 m² supplémentaires, offrant 250 places de travail, dans un des quatre nouveaux bâtiments en construction.

Fertilité: un secteur majeur pour Ferring

La moitié du chiffre d'affaires du groupe vient du segment «médecine de la reproduction et santé de la femme».

CLÉMENCE LAMIRAND

En 1978 naissait en Angleterre le premier «bébé-éprouvette». Hier, Louise Brown découvrait les locaux suisses de Ferring. «Le laboratoire pharmaceutique m'a invitée pour que je partage mon histoire, et surtout celle de mes parents, introduit Louise Brown, je tiens à témoigner et à rappeler qu'une fécondation in-vitro (FIV) donne plus qu'un bébé. Elle permet de créer une famille.» Le laboratoire installé dans le canton de Vaud et Louise Brown partagent les mêmes engagements autour de la procréation médicale assistée (PMA).

«Nous avons des perspectives différentes bien sûr mais son histoire est très intéressante, souligne le Dr Edith Roset Bahmanyar, responsable médicale de la médecine reproductive et santé de la femme chez Ferring, les couples qui ont des soucis pour concevoir un enfant rencontrent trop souvent malheureusement les mêmes problèmes qu'il y a quarante ans.» Des difficultés d'accès aux soins, des problèmes financiers... de nombreuses barrières viennent se dresser devant celles et ceux qui souhaitent fonder une famille.

Une nouvelle hormone disponible depuis 2018

En Suisse, environ 6000 femmes ont recours à une procréation médicale assistée tous les ans. Et chaque année, 2000 bébés naissent grâce à une fécondation in-vitro. Le nombre de 6000 traitements annuels est stable depuis 2011. Il avait augmenté à partir des années 1990. Dans le monde, c'est un couple hétérosexuel sur six qui rencontre des difficultés pour concevoir un enfant. Pour les aider, Ferring mise bien sûr sur la mise à disposition de médicaments. Dans son portefeuille infertilité/obstétrique figurent une dizaine de produits. Dont deux sortent du lot: Menopur® et Rekovelle®. Ces hormones assurent la stimulation ovarienne. Le premier, fabriqué à partir d'urine féminine, existe depuis vingt ans et est commercialisé dans 120 pays. Le second, plus récent, est fabriqué en laboratoire. Issu de cellules humaines, il a été conçu pour limiter les risques d'effets secondaires. «Nous avons eu l'autorisation de mise sur le marché suisse en 2017, se souvient Edith Roset Bahmanyar. L'avantage de cette hormone FSH est que son dosage est personnalisable. Le mé-

decin peut donner la bonne dose à sa patiente.» Ce nouveau traitement est sur le marché depuis début 2018. «Sa prescription nécessite un changement de la pratique clinique et, comme tout changement, il prend du temps, explique Edith Roset Bahmanyar. Les retours des médecins qui l'utilisent déjà est positif.» Rekovelle® est actuellement fabriqué en Israël mais une partie sa production devrait se faire en Suisse, à Saint-Prex, dans les prochaines années.

«Rester leader sur ce marché»

Avec la moitié de son chiffre d'affaires qui provient de sa section fertilité / santé de la femme, Ferring a fait de la médecine reproductive sa spécialité et espère rester un des leaders dans ce domaine.

Pour y parvenir, la pharma a lancé plusieurs projets, notamment dans le secteur de la recherche. Désormais, Ferring ne se focalise plus uniquement sur la fécondation in vitro et cherche plus largement autour de la procréation médicale assistée. «Nous explorons aussi les causes de l'infertilité, explique Edith Roset Bahmanyar, ainsi, en essayant de mieux comprendre l'endométrie ou d'autres maladies responsables d'infertilité, nous pourrions proposer de nouveaux traitements. Nous nous investissons aussi dans la compréhension de l'infertilité masculine. Peu d'industriels sont sur ce secteur. Nous, nous commençons à nous y intéresser de près.» Un marché qui pourrait se révéler porteur puisque l'infertilité d'un couple est liée dans un tiers des cas uniquement à l'homme.

Ferring travaille aussi sur le lien possible entre microbiome, c'est-à-dire l'ensemble des bactéries présentes dans l'organisme, et l'infertilité. Désormais, le laboratoire vaudois qui emploie près de 7000 personnes à travers le monde et environ 700 à Saint-Prex, espère pouvoir proposer aux couples qui souhaitent fonder une famille des solutions personnalisées avant et pendant la grossesse. «La fertilité est un domaine essentiel pour notre laboratoire mais nous travaillons aussi beaucoup en gynécologie et notamment sur les problèmes liés à la grossesse, rappelle la gynécologue. Se concentrer sur la fertilité n'est pas suffisant. Nous devons pouvoir proposer des solutions adaptées à chaque patiente, de la conception de son bébé à la naissance.» ■

SANTHERA: une demande d'homologation conditionnelle en Europe prévue pour le Puldysa

Le laboratoire prévoit de déposer dans le courant du prochain trimestre une demande d'homologation conditionnelle sur le marché européen pour le Puldysa (idebenone) contre les dysfonctions respiratoires liées à la myopathie de Duchenne (DMD). Il assure avoir largement étoffé son dossier, par rapport à la version rejetée par le Comité des médicaments à usage humain début 2018. Conformément aux requêtes du régulateur, des données cliniques, de nouvelles analyses de données ont été ajoutées. Santhera vise dans un premier temps une indication pour les patients ne prenant pas de glucocorticoïdes. — (awp)

Merck va renforcer son site de production à Aubonne

PHARMA. Le géant allemand va construire un nouveau bâtiment. Une opération qui s'élève à 165 millions de francs.

MATTEO IANNI

Moins de deux ans après l'inauguration de son nouveau bâtiment pour le conditionnement de ses médicaments, le géant allemand Merck annonce un nouvel investissement de 165 millions de francs en faveur de son site de production suisse à Aubonne.

Une opération qui lui permet d'augmenter sa capacité de production de médicaments biotechnologiques (des médicaments fabriqués à partir de cellules vivantes) destinés à plus de 150 pays. Des médicaments phares comme le traitement des troubles de la fertilité Gonal-f, pour des traitements récemment lancés sur le marché comme le médicament anticancéreux Bavencio, ou pour de potentiels futurs produits en cours de développement clinique comme le traitement anticancéreux expérimental M7824.

Un bâtiment entièrement opérationnel en 2023

Le nouveau bâtiment sera équipé de technologies de pointe dédiées au remplissage aseptique et au contrôle qualité, avec une conception innovante et un modèle de production flexible permettant des gains de productivité. «Les nouvelles lignes de remplissage aseptique des médicaments biotechnologiques seront pourvues d'isolateurs, une technologie représentant la meilleure pratique en matière de remplissage aseptique afin d'as-



CÉRÉMONIE DE LA POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE. Dirigeants de Merck et représentant du canton de Vaud étaient présents.

surer la sécurité des médicaments injectables, commente Thibaud Stoll, directeur des sites de production biotechnologique de Merck. Une ligne sera dédiée aux formules lyophilisées et l'autre aux formules liquides. Ces deux nouvelles lignes ainsi que les nouveaux laboratoires de contrôle qualité remplaceront des installations existantes, assurant ainsi une amélioration technologique et une augmentation de capacité permettant de produire jusqu'à 27 millions de flacons par année.»

Interrogé sur le recrutement à venir, le directeur n'a pas souhaité s'exprimer. Il a juste précisé que 470 personnes ont été embauchées en quatre ans par le groupe sur Aubonne et Vevey, et que le site d'Aubonne compte au-

jourd'hui 776 collaborateurs. À savoir que le groupe compte au total 1500 employés sur l'Arc lémanique et 2300 dans toute la Suisse.

La construction du nouveau bâtiment devrait être terminée en 2020, les nouveaux laboratoires de contrôle qualité devraient être opérationnels en 2021 et les nouvelles lignes de remplissage aseptique en 2023, après leur validation par les autorités réglementaires. Tout sera conçu pour répondre aux plus hauts standards internationaux en matière de qualité, d'environnement, de santé et de sécurité.

La Suisse, un hub de la biotechnologie

Merck possède deux sites de production en Suisse pour le health-

care, à Aubonne et Vevey. Si le géant songe à agrandir son site de Corsier-sur-Vevey, il a déjà entrepris des mesures à Aubonne.

Pour rappel, en juin 2017, Merck avait en effet inauguré les locaux dédiés à l'inspection, au conditionnement et à l'expédition de médicaments, et qui représentaient un investissement de 27 millions de francs.

«Avec le site d'Aubonne et le site avoisinant de Vevey, la Suisse joue un rôle de premier plan pour la production des médicaments biotechnologiques de Merck, ajoute Thibaud Stoll. L'entreprise a investi plus d'un milliard de francs (800 millions d'euros) en Suisse ces dix dernières années, ce qui reflète l'importance stratégique du pays, où la société emploie 2300 personnes réparties sur 11 sites.» Les sites d'Aubonne et de Vevey font partie d'un réseau mondial de 18 sites dédiés à la production des médicaments biotechnologiques et pharmaceutiques de Merck, servant chaque jour 70 millions de patients dans le monde.

«Avec ce dernier investissement, Merck renforce encore le positionnement fort du canton de Vaud en tant que Health Valley, qui accueille déjà 360 entreprises et 400 laboratoires représentant 20000 emplois», s'est exprimé aussi Philippe Leuba, conseiller d'État du canton de Vaud. «La présence de Merck dans le canton de Vaud est hautement appréciée et ce nouvel investissement aura un impact positif durable sur la région.» ■

La biotech bâloise Polyneuron prend un nouveau tournant

La jeune pousse lève 22,5 millions de francs. Elle va pouvoir mener sa première étude clinique avec son premier produit.

MATTEO IANNI

Polyneuron Pharmaceuticals, développeur d'une nouvelle classe de glycopolymères biodégradables pour le traitement des maladies auto-immunes, a annoncé aujourd'hui la clôture d'un financement de série A sursouscrit de 22,5 millions de francs. Le cycle était dirigé par Sofinnova Partners et codirigé par New Enterprise Associates (NEA), avec la participation d'investisseurs existants. La société bâloise avait déjà levé 3,1 millions de francs en mai dernier auprès de la Banque cantonale de Zurich, d'EVA Basel, et d'investisseurs privés.

Entretien avec Ruben Herrendorff, CEO de Polyneuron.

Qu'est-ce que cette campagne de levée de fonds va vous permettre de réaliser?

Ce financement nous permettra, avec notre produit principal, le PN-1007, de mener la première étude clinique chez l'homme

dans la prise en charge d'une maladie appelée neuropathie anti-MAG. Il s'agit d'un trouble chronique invalidant du système nerveux périphérique caractérisé par une démyélinisation progressive et des lésions axonales des nerfs sensitifs. Nous prévoyons de débiter des études cliniques avec le PN-1007 en 2020.

Sofinnova a largement contribué à l'augmentation de capital, comment êtes-vous rentrés en contact?

Après avoir lancé l'an dernier notre processus de levée de fonds, nous avons rencontré plusieurs représentants de Sofinnova Partners lors d'une conférence investisseurs.

Sofinnova Partners a déjà collaboré avec l'une de nos équipes de management ce qui a facilité les relations.

Nous pensons que Sofinnova Partners et New Enterprise, les investisseurs principaux du tour

ont été convaincus par notre approche unique, notre expertise scientifique dans un domaine émergent mais aussi par l'opportunité de prendre en charge des maladies qui ne le sont pas aujourd'hui. De plus, il a été déterminant que nous ayons déjà une vision claire de notre stratégie de développement clinique.

Quand est-ce que vos produits seront commercialisés?

Nos produits sont tous à un stade de développement précoce. Ils doivent réussir les différentes étapes des études cliniques et obtenir toutes les autorisations réglementaires. Cela va prendre plusieurs années pour y parvenir.

Qui sont vos clients?

Si, à terme notre candidat médicament est un succès et approuvé, nos clients seront des médecins qui traitent des troubles neurologiques.

Quels marchés ciblez-vous?

Notre objectif est de commercialiser nos produits dans le monde entier.

Êtes-vous déjà en relation avec d'éventuels partenaires?

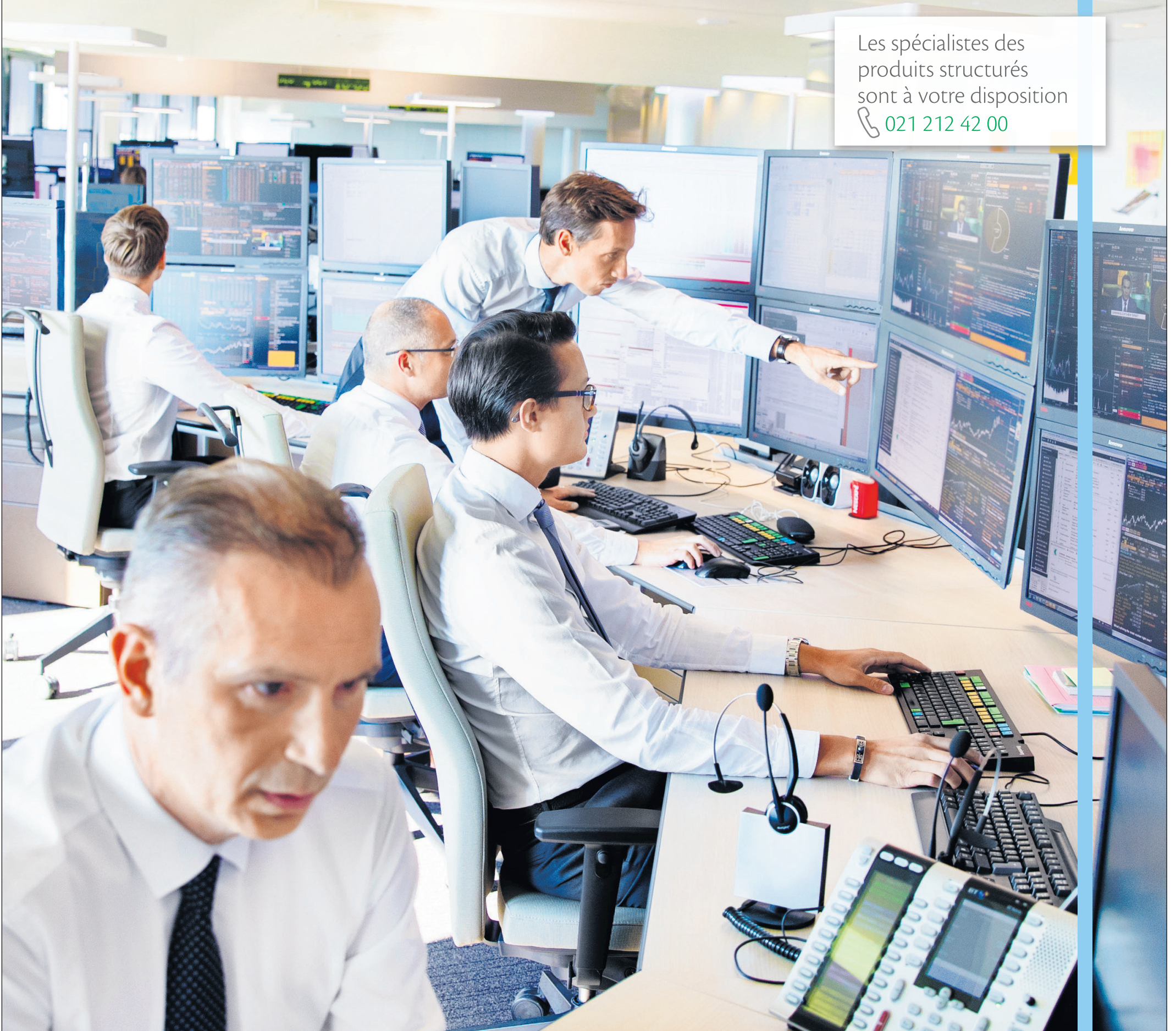
Nous sommes une petite structure, nous devrons à l'avenir construire des relations avec de plus grandes entreprises afin de nous développer et de commercialiser nos produits. Nous sommes déjà en contact avec de potentiels partenaires. ■

Deux nouveaux membres au conseil d'administration

Parallèlement au financement, Polyneuron a élargi son conseil d'administration pour inclure deux nouveaux membres, Graziano Seghezzi de Sofinnova Partners et David Mott de NEA. Polyneuron a été créée en tant que département des sciences pharmaceutiques de l'Université de Bâle. La société bâloise a son siège au parc Stückli. ■

Produits structurés: diversifiez votre portefeuille avec nous.

Les spécialistes des
produits structurés
sont à votre disposition
☎ 021 212 42 00



www.bcv.ch/emission

20 ANS
Produits structurés

BCV
Ça crée des liens

Investis a choisi un marché qui résiste bien

IMMOBILIER. La demande à Genève et dans tout l'Arc lémanique contraste toujours avec une activité de construction inférieure aux besoins car bridée par la réglementation.

CHRISTIAN AFFOLTER

L'évolution récente sur le marché immobilier suisse met encore mieux en évidence le positionnement de la société Investis au niveau de son portefeuille résidentiel. Elle privilégie des régions marquées par une demande supérieure à l'offre depuis des années, voire des décennies. Genève y correspond particulièrement bien, en raison de la présence d'un flux migratoire alimenté tant par l'étranger que par les citoyens suisses, auquel font face des réglementations limitant l'activité au niveau de la construction, problème auquel s'ajoute la faible disponibilité de terrains constructibles.

Investis mentionne même la part modeste d'investisseurs institutionnels construisant de nouveaux appartements locatifs parmi les raisons, ainsi qu'une part plus importante de locataires comparée aux propriétaires. «En 2018, le canton de Genève a passé le seuil du demi-million d'habitants. Il a fallu 22 ans pour croître de 0,1 million, correspondant à une hausse annuelle de 1,02%», note Investis. Finalement, il y a un élément démographique et sociétal qui soutient aussi la demande: les ménages à une seule personne représenteront la moitié de la croissance du nombre de ménages attendue (entre 26.000 et 43.000 selon les scénarios de l'Office cantonal de la statistique) d'ici 2040. Selon les estimations de Wüest Partner, c'est à Genève que la pénurie d'appartements est la plus aiguë en Suisse, et ce manque s'est



STÉPHANE BONVIN. Le CEO d'Investis a mené plusieurs réorientations au cours d'une année 2018 qu'il qualifie d'excellente.

même accentué l'année dernière. Ces tendances-là sont également positives pour les sociétés immobilières, d'autant plus qu'elles relèvent les barrières d'entrée pour d'autres investisseurs. Cependant, Investis n'échappe pas totalement aux conditions difficiles à la réalisation de projets de développement à Genève.

à la promotion, qui devrait être finalisé cette année.

Investis privilégie les rénovations à Genève

A Genève, l'activité d'Investis se concentre sur les rénovations. Si le groupe n'offre plus ses compétences dans le domaine à des tiers, il continue bel et bien l'exploita-

tion des compétences accumulées pour son propre portefeuille. Comme le montre l'exemple de la Rue du Nant 30 à Genève, ces travaux permettent à la fois d'accroître la valeur de l'immeuble lui-même et d'augmenter les re-

La charge fiscale pèse lourdement

Investis souligne l'excellence du résultat 2018 par le bond d'un tiers du bénéfice net hors effets de réévaluation à 35,6 millions de francs. Le bénéfice net incluant ces effets, ainsi que les cessions, a néanmoins légèrement reculé par rapport à l'année précédente, de 57,6 millions à 54,4 millions. Les gains de revalorisation ont légèrement diminué, passant de 25 millions à 24,2 millions. «Grâce à la vente de certains immeubles, des gains de cession d'un montant de 12,8 millions ont été enregistrés (2017: 0,7 million)», note le communiqué. De surcroît, Investis a réussi à réduire les coûts de financement de 0,2 millions à 3,9 millions, «malgré un niveau de dette financière plus élevé». Les taux d'intérêt moyens ont pu être ramenés à 0,5% (0,7% en 2017). Les revenus locatifs ont quant à eux progressé de 16% grâce à des acquisitions notamment (base comparable: +1,7%), à 55,0 millions.

L'une des explications de ce léger recul tient à des investissements nettement plus importants que l'année précédente (242 millions, contre 131 millions). L'EBIT après revalorisation a pourtant bondi de 23% lui aussi, à 74,6 millions. C'est en fait la charge fiscale qui est la principale responsable du recul du bénéfice net malgré cette amélioration de l'EBIT. Alors qu'une petite bonification

de 0,2 million avait été comptabilisée en 2017, les taxes sur le revenu de l'année dernière se sont élevées à 16,4 millions. Le CFO René Häsler a exprimé en conférence l'espoir que l'exercice passé était le dernier où Investis a été frappé d'un taux supérieur à 20% (23,1% plus précisément). En plus de pouvoir certainement bénéficier de la réduction de taux

grâce à la RIE III vaudoise, le fait que Genève devrait réduire à son tour son taux d'imposition ordinaire (que la RFFA fédérale soit acceptée le 19 mai prochain ou non) si le canton ne veut pas risquer des déménagements à quelques kilomètres de ses frontières pourrait apporter un nouvel allègement, encore plus important. ■

La restructuration dans les services arrive à son terme

L'activité dans les services immobiliers représente également une particularité d'Investis au sein des sociétés immobilières cotées sur SIX. Le groupe a beaucoup travaillé sur le repositionnement dans ce domaine l'année passée. Si tous les autres objectifs fixés dans le cadre de l'IPO en juin 2016 ont déjà été atteints, avant l'échéance initialement fixée, celui de générer une marge Ebit à un pourcentage à un chiffre élevé dans le domaine des services est en bon chemin lui aussi.

L'année dernière, le groupe n'y est pas encore arrivé, mais l'amélioration de 2,9% en 2016 à 5,2% est substantielle. D'autant plus que les restructurations entreprises ont engendré des coûts supplémentaires. Cela vaut tout particulièrement pour les Facility Services (conciergerie, entretien, nettoyage), réunis sous une seule marque (Hauswartprofis/Conciergerpro). Cela a aussi impacté le développement de ces services. «Les coûts dus à la fusion des marques se sont répercutés sur la marge Ebit», note Investis, tout en soulignant que cette période est terminée. En revanche, du côté du Property Management (gérance), le volume de location a grimpé, de 1,68 milliard à 1,74 milliard, «grâce à la conclusion de nouveaux contrats de mandat». Le CFO a réaffirmé sa confiance de pouvoir atteindre l'objectif au vu des premiers chiffres pour l'exercice en cours.

En tout, le chiffre d'affaires du segment a atteint 147,8 millions (+0,2 million), tandis que l'Ebit est resté quasi stable à 7,7 millions. Sur le chiffre d'affaires, le Property Management a représenté 54%, contre 46% pour les Facility Services. En revanche, la gestion de chantiers pour de tiers, qui a historiquement représenté plus de 10%, a été complètement arrêtée. Investis note également que le domaine des services évolue très vite, nécessitant dès lors de la flexibilité sous tous les aspects. Il conserve néanmoins toute son attractivité. Pour la suite, Investis a déjà pris des participations au sein de start-up innovantes pour contribuer au développement de solutions numériques. ■

LES CHARGES FISCALES QU'INVESTIS ESPÈRE POUR LA DERNIÈRE FOIS SUPÉRIEURES À UN TAUX DE 20% ONT REPRÉSENTÉ 16,4 MILLIONS L'ANNÉE DERNIÈRE ET GÉNÉRÉ UNE DIFFÉRENCE IMPORTANTE PAR RAPPORT À 2017.

Aucun des 13 projets mentionnés dans le rapport 2018 ne se situe sur le territoire de ce canton. Les projets se concentrent au contraire sur le Valais et le canton de Vaud, complétés par un projet à Saanen (Berne), destiné

à la promotion, qui devrait être finalisé cette année.

La bancassurance ravivée par les écosystèmes

L'unité suisse du groupe Bâloise indique que la clientèle de l'assureur a contribué à 80% de l'essor des mandats de gestion de Bâloise Banque SoBa et à la moitié des afflux de fonds.

PIOTR KACZOR

C'est dans le cadre du déploiement du concept en vogue d'écosystèmes ou d'écosystèmes numériques que l'unité suisse du groupe Bâloise Assurances confère une nouvelle dimension au modèle de «banque-assurance» ou bancassurance. Ce modèle est tombé en désuétude en Suisse et dans bien d'autres pays, dès lors que la combinaison d'une banque et d'une compagnie d'assurances n'a guère porté les fruits initialement attendus. Dans cette perspective, Bâloise Suisse, qui a acquis la Banque Soba (l'ancienne Banque Cantonale de Soleure) en 2000 (aujourd'hui Bâloise Banque Soba) souligne à juste titre se positionner par un modèle d'affaires unique en combinant les deux métiers.

Rétention de clientèle

«Nous parvenons à retenir au sein du groupe plus de 30% des montants (ndlr : des assurances vie) qui arrivent à échéance. C'est une part élevée qui illustre le bon fonctionnement du modèle. Autrefois, c'est une part de seulement 15% voire inférieure qui pouvait être conservée» a indiqué



MICHAEL MÜLLER. Le CEO de Bâloise Suisse indique que ses clients bénéficient déjà d'amples prestations financières et d'assurances.

jeudi à cet égard Michael Müller, le CEO des activités suisses de la Bâloise, lors d'une conférence téléphonique liée à la publication des résultats 2018 de Bâloise Banque Soba, présente en Suisse romande depuis sa succursale de Lausanne. Et le CEO de Bâloise Suisse d'ajouter : «Dans un premier temps, une partie du capital est parquée pour une durée provisoire pour être ensuite investie en fonction des besoins des

clients dans une assurance de branche, dans un mandat de gestion auprès de la banque ou dans d'autres placements». La banque a clôturé l'exercice 2018 par un bénéfice net de 23,7 millions de francs (+1,3%).

CEO de Bâloise Banque SoBa, Jürg Ritz précise de son côté que sur les 217 millions de francs d'afflux de fonds enregistrés sur les dépôts de la banque l'an dernier, près de la moitié, soit 99

millions, sont à mettre sur le compte des clients de Bâloise Assurances, alors que le montant qui revient aux succursales de la banque s'est élevé à 84 millions. Jürg Ritz indique en outre que la croissance de 38% enregistrée l'an dernier par la banque dans les mandats de gestion de fortune et de conseils s'explique à hauteur de 80% par les clients de l'assurance.

A l'instar de ses concurrents, le groupe Bâloise développe une stratégie, «Simply Safe», qui vise à dépasser la vente de produits et prestations d'assurances en développant des services connexes, articulés en principe autour de ses lignes d'assurances, soit les fameux «écosystèmes» d'affaires ou numériques constitués autour des thèmes de la Mobilité, de l'Habitat (Home), de la Prévoyance et de la santé ou d'autres services susceptibles de générer des revenus additionnels ou récurrents.

Helvetia a pris de l'avance dans les écosystèmes

Le groupe d'assurances saint-gallois Helvetia semble cependant avoir pris une petite longueur d'avance dans cette approche par

écosystèmes, favorisée par l'essor des plateformes numériques, même si les revenus additionnels peinent encore à être mesurés de manière significative.

Michael Müller l'admet d'ailleurs sans ambages: «nous ne disposons pas encore d'un écosystème exhaustif et je ne le vois pas non plus sur le marché aujourd'hui. Mais les possibilités sont immenses. Nous avons commencé très tôt avec une approche orientée sur les comportements dans le conseil à la clientèle, il y a bien des années».

Vaudoise se cherche

C'est un peu le même constat que présentait la veille, mercredi à Zurich, Philippe Hebeisen, le CEO du groupe Vaudoise Assurances, où la branche Véhicules à moteurs est la plus importante en termes de volumes. A propos de l'écosystème Mobilité, le CEO indiquait, lors de la présentation des résultats de l'exercice 2018 : «je ne suis pas forcément d'avis que la Vaudoise peut jouer un rôle central dans l'écosystème de la mobilité, mais nous pourrions malgré tout jouer un rôle». Aussi, le groupe basé à Lausanne examine-t-il parallèlement le déve-

loppement d'autres écosystèmes, par exemple pour les propriétaires d'animaux domestiques, depuis qu'il a acquis en 2017 Animalia, l'assurance en ligne maladie et accidents pour chiens et chats.

Bâloise Suisse semble ainsi prendre la mesure du fait que son modèle de banque-assurance constitue un écosystème avant la lettre dont il convient de valoriser le potentiel. Ainsi que le souligne Jürg Ritz (Bâloise Bank SoBa): «cette approche par écosystèmes va certainement à l'avenir gagner en importance. Une chose est sûre: nous n'abordons pas le thème de la fortune ou de du patrimoine de manière isolée, mais en lien avec la prévoyance. Je parlerais dès lors de mini-écosystème. Sous l'angle de la clientèle, c'est cette perspective globale qui est privilégiée. Nous pouvons en effet inclure simultanément le thème des hypothèques. Ce qui permet de prendre en compte les trois ou quatre composantes majeures de la fortune des clients privés. Même dans son acception étroite, ce concept est donc prometteur. Même si les écosystèmes au sens large vont plus loin». ■

SUISSE

LOGITECH: départ à la direction générale

Logitech perd son responsable pour la région Europe, Moyen-Orient et Afrique, Marcel Stolk. Ayant rejoint une deuxième fois le fabricant valdo-californien d'accessoires informatiques en 2011, il quittera la direction générale fin mars. Dans son communiqué jeudi, Logitech ne délivre aucune indication quant au motif du départ de M. Stolk et à son éventuelle succession. Le responsable dirige également le groupe en charge de l'innovation et des modèles commerciaux.

M. Stolk était entré au service de Logitech une première fois en 1991, occupant diverses fonctions au sein de l'entreprise, en particulier dans le domaine des ventes et du marketing, et cela jusqu'en 2005. Avant son retour en 2011, M. Stolk a oeuvré en tant que directeur général de septembre 2010 à mars 2011 de Sourcetag, une société informatique néerlandaise spécialisée dans l'étiquetage unique des données cloud.

Avant de rejoindre Logitech en 1991, Marcel Stolk a occupé divers postes dans le domaine des ventes et du marketing chez Aashima Technology, un fournisseur de composants et d'accessoires pour PC basé aux Pays-Bas. — (awp)

RIVELLA: proche des 140 millions de chiffre d'affaires

Rivella a augmenté de 2,3% à 139 millions de francs son chiffre d'affaires en 2018. Cette augmentation résulte de ventes record sur le marché néerlandais et du succès de la gamme allégée en sucre «Refresh», annonce jeudi dans un communiqué le producteur de boissons argovien. Au total, 107 millions de litres de boissons rafraîchissantes et de jus de fruits ont été écoulés l'année dernière. L'étranger (+13,8%) a porté la croissance du chiffre d'affaires, en particulier les Pays-Bas. Les ventes en Suisse ont progressé de 1,2%, grâce au «Refresh» mais aussi à la présence des produits de la marque sur les étals de Aldi et Lidl depuis l'an dernier.

Rivella a investi plus de 10 millions de francs dans des installations de production. Dans le cadre de la dernière étape de construction, soit le remplacement des machines d'emballage, le plan sur cinq ans visant le renouvellement complet de l'usine a pu être achevé. — (awp)

ORASCOM: revenus et bénéfices en hausse pour la filiale égyptienne

La filiale égyptienne du groupe immobilier et hôtelier Orascom Development Holding (ODH), Orascom Development Egypt (ODE), a bouclé 2018 en hausse, tant au niveau des recettes que des bénéfices. La maison-mère uranaise cotée sur SIX publiera comme prévu ses chiffres annuels détaillés le 5 avril.

Le chiffre d'affaires d'ODE s'est envolé de près d'un tiers (+29%) à 3,3 milliards de livres égyptiennes (environ 190 millions de francs), une performance portée par l'ensemble des unités d'affaires, précise ODE jeudi dans un communiqué. L'excédent brut d'exploitation (Ebitda) ajusté a bondi de 34% à 1,4 milliards de livres, pour une marge correspondante de 41%. Le bénéfice net est ressorti à un demi-milliard de livres (près de 29 millions de francs), soit 28% de mieux que lors de l'exercice précédent. Dans le segment immobilier, la filiale d'Orascom a réalisé un chiffre d'affaires record. — (awp)

SWISSCOM: réduction des tarifs d'itinérance pour les données

Swisscom étend la réduction de ses frais d'itinérance (roaming) pour les données à de nouvelles zones géographiques. La plus forte concerne la zone «Monde 1», qui comprend 61 destinations, parmi lesquelles les États-Unis, le Canada, l'Australie, ainsi que plusieurs pays d'Amérique du Sud, d'Europe de l'Est et d'Asie. Dans cette zone, la baisse des tarifs atteint 38%, indique l'opérateur historique jeudi dans un communiqué. Un pack 10 gigabytes (Go) est disponible pour l'ensemble des clients au bénéfice d'un abonnement «inOne mobile go» et «inOne mobile premium». «Rapporté à 1 Go, c'est 70% moins cher que le prix le plus bas à ce jour», assure Swisscom.

Dans la zone «Monde 2», qui regroupe 89 pays – Vietnam, Tanzanie, République dominicaine, Maurice et une grande partie de l'Afrique, entre autres – les packs de données sont désormais proposés à partir de 6,90 francs, soit 30% de moins qu'auparavant. — (awp)

APG/SGA: appel d'offres des transports publics zurichois remporté

Le groupe publicitaire APG/SGA a décroché dans le cadre d'un appel d'offres des transports publics de la ville de Zurich (VBZ) le marché pour l'exploitation de neuf points d'affichage numériques à des abris de tram. Ce nouveau contrat porte à plus de 140 les ePanels et eBoards exploités sur les bords de la Limmat.

Situés à des emplacements hautement fréquentés – Bürkliplatz, Central, Löwenplatz, Opernhaus et Albisriederplatz – les nouveaux écrans seront intégrés à partir du 13 mai dans les abris de tram existants, a précisé la société d'affichage genevoise jeudi dans un communiqué. — (awp)

GIVAUDAN: les actionnaires ont accepté toutes les propositions du conseil

L'assemblée générale des actionnaires de Givaudan a accepté jeudi toutes les propositions du conseil d'administration. La 18^e augmentation de dividende d'affiliée, à 60 francs par action, a passé la rampe, a précisé le groupe genevois des parfums et arômes dans un communiqué.

Les comptes annuels, la décharge au conseil d'administration et (à titre consultatif) le rapport de rémunération de l'organe de surveillance ont aussi été acceptés à de fortes majorités. Les actionnaires ont aussi voté la rémunération de la direction. Les administrateurs en place ont été reconduits pour un an et Calvin Grieder confirmé dans son poste de président. — (awp)

Boeing a assez profité des aides américaines

AÉRONAUTIQUE. L'OMC reproche aux Etats-Unis le maintien des exemptions fiscales accordées à l'avionneur, une affaire non réglée qui remonte à 2011.

L'OMC a confirmé jeudi que les Etats-Unis ne s'étaient pas pleinement conformés à une décision de 2012 du gendarme du commerce mondial visant à mettre fin aux aides illégales à Boeing, Washington comme Bruxelles revendiquant cette décision comme une «victoire majeure». Dans un rapport publié jeudi, un organe d'appel de l'OMC appelle les Etats-Unis à se conformer «à leurs obligations» relatives à l'Accord SMC (Accord sur les subventions et les mesures compensatoires).

Cette affaire remonte à plusieurs années. En mars 2011, l'Organisation mondiale du commerce avait indiqué que certaines aides américaines à Boeing étaient contraires aux règles du commerce international. Cette décision avait été confirmée en appel début 2012.

En septembre de la même année, les Etats-Unis avaient affirmé avoir mis leurs subventions à Boeing en conformité avec la demande de l'OMC, mais l'Union européenne avait estimé que ce n'était pas le cas et avait lancé une procédure auprès de l'OMC. En juin 2017, un groupe spécial de l'organisation internationale avait rejeté 28 des 29 critiques formulées par Bruxelles et estimé que, suite au verdict de 2012, la quasi-totalité des aides américaines à Boeing étaient désormais conformes aux règles de l'OMC. Ils avaient toutefois établi que le constructeur aéronautique américain avait bénéficié d'exemptions fiscales de la part de l'Etat



Boeing et Airbus s'affrontent depuis 2004 devant l'OMC à propos de leur subventions réciproques.

de Washington entre 2013 et 2015, un soutien jugé illégal par l'OMC.

Washington et Bruxelles avaient fait appel de cette décision. Dans le rapport publié jeudi, l'organe d'appel de l'OMC a confirmé la conclusion du groupe spécial de 2017 selon laquelle les Etats-Unis ont continué à accorder des subventions à Boeing après 2012 sous la forme d'allègements fiscaux de l'Etat de Washington. L'organe d'appel a en revanche infirmé plusieurs des conclusions du groupe spécial. Il a estimé que d'autres aides américaines à Boeing étaient conformes au verdict de 2012 mais a indiqué ne pas être en mesure de déterminer si ces programmes de subventions ou de soutien avaient un impact sur les ventes d'Airbus.

Comme souvent dans ce genre d'affaires compliquées, tant Bruxelles que Washington ont crié victoire.

Airbus a estimé dans un communiqué qu'il s'agit d'une victoire majeure contre les Etats-Unis avec une base solide de contre-mesures de plusieurs milliards». De son côté, Washington a décrit la décision de l'OMC comme «une victoire majeure pour les Etats-Unis», tandis que Bruxelles a jugé que l'UE avait remporté une «victoire finale».

Boeing et Airbus s'affrontent depuis 2004 devant l'OMC à propos de leur subventions réciproques. Ce conflit commercial, dont l'enjeu s'élève à des milliards d'euros ou de dollars, est le plus long et aussi le plus compliqué traité par l'OMC. — (awp)

Wells Fargo: départ annoncé de son CEO

BANQUE. Tim Sloan quitte sa position avec effet immédiat pour prendre sa retraite en juin.

Le CEO de Wells Fargo, la grande banque californienne qui se débat depuis des mois dans des scandales de pratiques commerciales douteuses, a annoncé son départ immédiat jeudi.

Tim Sloan, 64 ans, qui a passé 31 ans chez Wells Fargo, était son CEO depuis octobre 2016. Il dit s'être consacré ces dernières années à tenter de régler «les problèmes du passé et restaurer la confiance».

«Nous avons fait beaucoup de progrès mais étant donné qu'il reste fort à faire (...), pour aller de l'avant, Wells Fargo pourrait bénéficier d'un nouveau dirigeant avec de nouvelles perspectives», a-t-il écrit dans un communiqué. M. Sloan, qui quitte sa position avec effet immédiat pour prendre sa retraite en juin, est remplacé de façon provisoire par Allen Parker, directeur juridique du groupe bancaire.

Wells Fargo est empêtré depuis 2016 dans des scandales à répétition et a annoncé en septembre la suppression de plus de 25.000 emplois sur trois ans, soit près de 10% de ses effectifs.

La banque a aussi fermé 93 agences au dernier trimestre et 300 sur l'année.

En décembre dernier, le groupe bancaire a accepté de payer 575 millions de dollars pour solder les poursuites engagées par les Etats américains en raison de ses pratiques peu éthiques.

L'établissement a notamment été accusé d'avoir ouvert des millions de comptes au nom de ses clients à leur insu. — (afp)

AGEFI Partenaire

rouge TV

À DÉCOUVRIR DÈS LE 1^{ER} AVRIL

LES NOUVEAUX PROGRAMMES DE ROUGE TV

+ DE MUSIQUE SUISSE
+ DE FILMS
+ DE SÉRIES INÉDITES EN SUISSE

contact@rougetv.ch

www.rouge.com



LIMITLESS

Pour Daimler, l'avenir de Smart est en Chine

AUTOMOBILE. Le constructeur allemand s'est allié à Geely pour y développer sa marque. Il abandonnera la production des petites citadines dans leur berceau français.

La coentreprise «à part égales» avec le constructeur chinois doit ouvrir «un nouveau chapitre dans l'histoire de Smart», a commenté Dieter Zetsche, patron de Daimler, dans un texte publié sur LinkedIn. «Nos plus petites voitures ont un énorme potentiel, en Chine et ailleurs.»

Cette alliance avec le propriétaire de Volvo pour la production en Chine dès 2022 entraîne le départ de ces petites citadines du site français de Hambach, mais sans impact sur l'emploi, a promis M. Zetsche.

«Tous les emplois seront pérennisés à travers notre nouveau projet industriel qui consistera à créer une nouvelle ligne d'assemblage pour la construction d'un SUV électrique de la marque Mercedes à Hambach», a indiqué mercredi au quotidien *Le République Lorrain* le PDG de Smart France, Serge Siebert.

Smart serait déficitaire

En 2018, la Chine représentait 28% des ventes de Mercedes-Benz Cars, la division du groupe Daimler qui comprend Mercedes et Smart. Et le marché chinois est de loin celui où le groupe a vu le plus de progression: +10% sur un an, contre un recul de 3% en Europe et aux Etats-Unis.

En parallèle, seules 130.000 des 2,4 millions de voitures vendues par le groupe dans le monde étaient des Smart l'année passée.

Et si le constructeur allemand ne détaille pas les performances financières des différentes marques, Smart serait déficitaire d'après le quotidien allemand *Handelsblatt*, contrairement aux très rentables berlines et SUV de Mercedes-Benz.

«Bonsai-Benz»

Parfois surnommées «Bonsai-Benz», ces citadines sont à la traîne par rapport à BMW, les Mini, écoulées à 360.000 exemplaires l'an dernier.

L'urgence était donc de trouver un nouveau destin pour Smart, qui a fêté l'année dernière son 20^e anniversaire et doit devenir 100% électrique d'ici 2020.

«Pour Daimler, cette coopération pourrait être très réussie» et ouvre l'accès à une «deuxième grande infrastructure de vente», a commenté l'expert en automobile Ferdinand Dudenhöffer.

Avec 1,52 million de véhicules vendus, Geely contrôle environ 6% du marché chinois des voitures individuelles, en troisième position derrière les marques associant General Motors et Volkswagen à leurs partenaires locaux. Les constructeurs chinois, face à l'essoufflement du marché, misent sur le développement de petites citadines pour séduire les habitants des grands métropoles déjà saturées, tout en confortant leur stratégie de montée de gamme. — (afp)

WOW Air jette l'éponge: milliers de passagers bloqués

La compagnie islandaise en manque de liquidités a cessé hier ses opérations et annulé tous ses vols.

Dernière victime en date de la bataille de l'Atlantique, WOW Air, qui transporte plus d'un tiers des voyageurs en Islande, n'avait plus aucun investisseur pour espérer un redressement depuis que sa compatriote Icelandair s'était retirée des négociations en vue d'une reprise. «WOW Air a cessé ses opérations. Tous les vols WOW Air sont annulés», a annoncé le transporteur.

La concurrence toujours forte des low-cost sur les routes transatlantiques et le regain des cours du carburant ont miné les performances de WOW Air.

La compagnie a invité les passagers lésés par l'annulation des liaisons aériennes à «vérifier les vols disponibles avec d'autres compagnies aériennes».

4000 voyageurs en rade

Des dizaines de passagers se sont rapidement retrouvés bloqués jeudi matin à l'aéroport de Reykjavik, où une trentaine de vols WOW Air ont été annulés, notamment en provenance ou à destination de Paris, New York et Montréal.

Le gouvernement estime à 4000 le nombre de voyageurs bloqués dont 1300 en transit.

En 2018, WOW Air, qui emploie un millier de personnes, a trans-



SKULI MOGENSEN. Le CEO et fondateur s'est adressé dans une lettre au personnel de sa compagnie.

porté 3,5 millions de passagers vers 27 destinations en Amérique du Nord, en Europe et en Israël. Mais le transporteur, déficitaire, a réduit la voilure ces derniers mois, en vendant des avions et en supprimant des dizaines d'emplois.

Pas reprenneur

Sur les neuf premiers mois de 2018, la compagnie a affiché une perte avant impôts de près de 42 millions de dollars (37 millions d'euros).

Après le premier retrait d'Icelandair dans la course au rachat de WOW Air fin 2018, le fonds d'investissement spécialisé dans le transport aérien Indigo Partners avait signé un accord de principe pour entrer au capital de WOW Air à hauteur de 49%.

Le 21 mars, la société américaine d'investissement a toutefois renoncé à son offre de reprise tandis qu'Icelandair annonçait reprendre les négociations pour le rachat de sa compatriote... avant son retrait définitif annoncé dimanche. La compagnie low cost avait depuis lancé des discussions avec

ses créanciers afin de trouver un accord de restructuration - dont la conversion de la dette actuelle en capital.

Lundi, ses créanciers avaient approuvé la conversion de leurs obligations en capital à hauteur de 49% de la dette de la compagnie, mais celle-ci devait cependant encore trouver des acquéreurs pour les 51% restants afin d'éviter la faillite.

Prévisions alarmistes

«Je ne me pardonnerai jamais de ne pas avoir agi plus tôt car il est évident que WOW est une compagnie aérienne incroyable et que nous étions sur la bonne voie pour faire à nouveau de grandes choses», a écrit le PDG et fondateur de la compagnie, Skuli Mogensen, dans une lettre adressée au personnel.

La faillite du transporteur, fondé en 2011, entraînerait une contraction du PIB de 3%, la chute de la couronne et une hausse de l'inflation, selon le gouvernement. Certains analystes jugent toutefois ces prévisions alarmistes.

Le ministre islandais des Transports a annoncé à la presse le lancement d'un plan d'urgence à destination des voyageurs bloqués dans les aéroports, sans donner davantage de détails. — (afp)

AUTOMOBILE

ZF: l'allemand deviendra le troisième équipementier mondial

L'équipementier ZF Friedrichshafen va déboursier «près de 7 milliards de dollars» (6,2 milliards d'euros) pour avaler l'américano-belge Wabco et devenir le numéro trois mondial du secteur, derrière ses compatriotes Bosch et Continental, en pariant sur la conduite autonome. Le directeur de Wabco, spécialisé dans les freins pour poids lourds, a «donné son accord» à cette offre de rachat amicale pour 136,50 dollars par action, qui doit être bouclée en 2020, sous réserve du feu vert des autorités de la concurrence. Avec un chiffre d'affaires combiné de 40 milliards de dollars, le rachat devrait permettre à ZF de se hisser au rang de 3^e équipementier automobile mondial, éjectant le japonais Denso d'un podium désormais 100% allemand. — (afp)

PSA: rachat de Longstar, distributeur chinois de pièces automobiles de rechange

Le constructeur automobile français PSA a annoncé jeudi une prise de participation majoritaire dans l'entreprise chinoise Longstar, grossiste en pièces de rechange basé dans la province du Fujian, afin «d'élargir son maillage et son activité sur le marché automobile chinois». Les détails financiers de la transaction n'ont pas été révélés. — (afp)

VOLKSWAGEN: pas intéressé par un rachat de Fiat Chrysler

Le constructeur allemand n'est pas intéressé par un rachat de son homologue italo-américain Fiat Chrysler ou de l'une de ses marques de luxe, a affirmé son PDG Herbert Diess dans un entretien au quotidien *Il Sole 24 Ore*, publié jeudi. «Nous ne sommes pas intéressés par FCA. Notre priorité désormais est toute autre», a expliqué M. Diess. «Ces opérations (de rachat) requièrent trop d'énergie. Et désormais, nos énergies sont toutes tournées vers l'intérieur», a-t-il précisé. — (afp)

VOITURES AUTONOMES: Honda rejoint l'alliance Toyota-SoftBank

Le constructeur automobile Honda a annoncé jeudi rejoindre une coentreprise récemment formée par son compatriote Toyota et le géant des télécommunications SoftBank Corp, initiative qui vise à combler le retard du Japon dans les nouveaux services de mobilité. Honda prévoit d'investir près de 250 millions de yens (2 millions d'euros) dans cette compagnie baptisée Monet Technologies. Hino, filiale de poids lourds de Toyota, se rallie aussi au projet avec le même apport. — (afp)

Swedbank limoge sa CEO et suspend son titre à Stockholm

BANQUE. Face à la pression, le conseil a démis Birgitte Bonnesen de ses fonctions.

«Les événements de ces derniers jours ont créé une pression énorme sur la banque. De ce fait, le conseil d'administration a décidé de démettre Birgitte Bonnesen de ses fonctions», a annoncé le président du conseil d'administration du groupe Lars Idermark, avant l'ouverture ce jeudi à Stockholm de l'assemblée générale annuelle du groupe.

«C'est une matinée dramatique. En tant que président (du CA) de Swedbank, je le regrette profondément», a-t-il déclaré aux actionnaires.

Le directeur financier assurera l'intérim

Le directeur financier de Swedbank Anders Karlsson assurera l'intérim.

Parallèlement, le titre Swedbank a été provisoirement retiré de la cote à Stockholm après avoir perdu le quart de sa valeur depuis le 18 février, veille des premières révélations sur les soupçons de blanchiment pesant sur le groupe financier.

Il a été gelé à 148,5 couronnes (14,2 euros), en chute de 30% par rapport à son niveau mi-janvier, son cours le plus élevé en 2019. Selon le quotidien *Aftonbladet*, Mme Bonnesen, dont la position était devenue intenable avec l'effondrement du cours boursier,

partira avec un parachute de 21,5 millions de couronnes (deux millions d'euros).

L'annonce de son limogeage survient au lendemain d'une perquisition du siège de Swedbank à Sundbyberg, près de Stockholm, par des enquêteurs du Bureau des crimes économiques (EBM), le parquet financier suédois.

La banque est soupçonnée d'avoir favorisé ses 15 plus importants actionnaires en les alertant sur des révélations de la télévision publique SVT deux jours avant la diffusion fin février de son émission d'investigation la mettant en cause.

Des milliards transitent par les pays baltes

La chaîne avait révélé l'existence de documents montrant qu'au moins 40 milliards de couronnes (3,8 milliards d'euros), provenant de cinquante clients de Swedbank «à risque», auraient transité par les Etats baltes depuis des comptes Swedbank.

Selon SVT, un grand nombre de transactions jugées suspectes ont eu lieu entre 2007 et 2015, dont une partie aurait transité entre Swedbank et Danske Bank. Cette dernière est prise dans un scandale de blanchiment retenant et qui fait depuis l'objet de plusieurs enquêtes au Danemark

mais aussi au Royaume-Uni. Le parquet financier a ouvert une enquête pour délit d'initié et escroquerie mais continue d'éplucher les documents à sa disposition pour ouvrir une procédure sur le fond de l'affaire, à savoir le blanchiment d'argent.

Mercredi, SVT a indiqué que Swedbank n'aurait pas fourni toutes les informations nécessaires aux autorités américaines dans le cadre du scandale des «Panama Papers».

Dissimulation de clients aux Etats-Unis

Après le scandale révélé en 2016, le régulateur des services financiers de l'Etat de New York avait demandé à des dizaines de banques dans le monde de déclarer les clients de leurs succursales américaines soupçonnés d'avoir des liens avec le cabinet d'avocats panaméens Mossack Fonseca. En avril 2016, il a envoyé une première lettre en ce sens au bureau de Swedbank à New York. SVT a pu consulter la correspondance entre le DFS et Swedbank. Or cette dernière, selon les journalistes, a «trompé» la DFS en dissimulant l'existence de clients douteux alors que plus de «100 entreprises liées à Mossack Fonseca ont réalisé des transactions via Swedbank». — (afp)

Le patron emblématique de Sony part

JAPON. Kazuo Hirai a annoncé son départ pour juin. Ces dernières années il avait remis sur pied le groupe où il a fait toute sa carrière.

«Je suis certain désormais que tous les salariés de Sony sont pleinement sur la ligne de mon successeur, (Kenichiro) Yoshida, et prêts à donner à Sony un avenir radieux. De ce fait, j'ai décidé de partir de Sony qui a fait partie de ma vie pendant 35 ans», a commenté l'intéressé, actuellement président du conseil d'administration.

Arrivé en 1984

Entré en 1984 dans la filiale de musique de Sony, il avait gravi les échelons et fini par devenir patron après avoir dynamisé l'activité des jeux vidéo et avoir bien repris en main celle des produits numériques grand public. Celui que l'on surnomme «Kaz» laisse ainsi derrière lui une entreprise en bien meilleure forme qu'il ne l'a trouvée quand il en a pris la direction au mois d'avril 2012.

Le groupe nippon, qui a depuis renoué avec les bénéfices, était alors au plus mal, ne parvenant pas à se remettre de la crise financière internationale de 2008/2009 et des conséquences de la tragédie du 11 mars 2011 au Japon. — (afp)

POLITIQUE

Les comptes 2018 de l'Etat de Genève bouclent sur un excédent inattendu

BUDGET. Le bénéfice s'est établi à 222 millions de francs grâce à des recettes fiscales plus importantes alors qu'un déficit de 187 millions était budgété.

Les comptes 2018 de l'Etat de Genève présentent un bénéfice inattendu de 222 millions de francs alors qu'un déficit de 187 millions était budgété. Ce résultat est dû à une forte progression des recettes fiscales.

«Cet excédent est le plus élevé depuis 2010», a relevé jeudi devant la presse le président du Conseil d'Etat genevois Antonio Hodgers. Ces 222 millions permettent de voir venir positivement les grandes réformes qui se profilent, dont celles de la fiscalité des entreprises et de la caisse de pension de l'Etat, a souligné la grande argentière Nathalie Fontanet.

L'économie a cartonné

La croissance économique plus importante que prévue explique en partie ce bon résultat. «L'économie genevoise a cartonné en 2018, en particulier sur le premier semestre», a souligné Pierre Maudet, chef du Département

du développement économique. Le commerce extérieur a connu des niveaux historiques, l'emploi est demeuré à la hausse et le taux de chômage est resté stable.

Vigilance de mise

Conséquence de cette bonne santé économique: les revenus fiscaux ont globalement grimpé de 7,7% par rapport au budget 2018. A noter la hausse considérable de 14% des rentrées d'impôts des personnes morales. Les impôts immobiliers ont aussi pris l'ascenseur (+15,6%) en raison d'un excédent sur les droits de mutation.

Selon Mme Fontanet, l'augmentation des revenus fiscaux est aussi imputable à la correction à la hausse des impôts des périodes précédentes. Elle évoque également l'effet des dénonciations spontanées des contribuables. Bien que satisfait du résultat 2018, le Conseil d'Etat a appelé à la vigilance en raison des signes

d'essoufflement économique apparu au deuxième semestre.

Des provisions

Les charges sont en progression de 155 millions par rapport au budget (+1,9%). En cause, principalement une provision de 157 millions liée à un litige portant sur l'annuité 2016 qui n'avait pas été versée aux fonctionnaires. Saisi par le Conseil d'Etat, le Tribunal fédéral devra trancher. Sans ces éléments extraordinaires, les charges de personnel sont inférieures de 22 millions (-0,9%) par rapport au budget. «Le Conseil d'Etat reste ainsi dans les clous», selon Mauro Poggia, chef du Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé.

Le gouvernement n'a par ailleurs pas pu provisionner de montant pour la recapitalisation de la Caisse de pensions de l'Etat de Genève (CPEG) tant les incertitudes autour de ce dossier sont grandes. Les Genevois doivent se

prononcer sur le sujet le 19 mai. Trois options aux conséquences très variées sont sur la table.

Investissements en baisse

Pour la quatrième année consécutive, les investissements sont entièrement autofinancés. Le taux de réalisation atteint 68%, soit le plus bas de ces dix dernières années, a souligné Serge Dal Busco, chef du Département des infrastructures.

Il ne faut pas y voir une volonté politique du Conseil d'Etat, a insisté ce dernier. Certains projets ont notamment été retardés par des recours. La mobilité se taille toujours la part du lion avec 188 millions sur les 520 millions dépensés en 2018.

Recul de la dette

Quant à la dette, elle baisse de 562 millions pour s'établir à 11,8 milliards à fin 2018, ce qui correspond à 23.500 francs par habitant. L'activation du frein à

l'endettement s'éloigne, s'est joué M.Hodgers.

Réformes exigées

Le PLR salue le désendettement du canton. Il est temps de demander à nouveau à l'Etat de diminuer son train de vie, estime le PLR. Le PDC se dit globalement satisfait des comptes, tout en regrettant la nette progression des charges de l'administration.

L'UDC relève qu'une fois de plus les comptes de l'Etat ont été sauvés par des recettes supérieures aux estimations. Le parti déplore l'absence de réforme structurelle. Le MCG estime pour sa part qu'il a bien fait de voter le budget, quand d'autres partis peignaient le diable sur la muraille.

Selon les socialistes, ces recettes fiscales qui flambent doivent permettre de financer l'augmentation des subsides d'assurance maladie. Le PS regrette le très faible taux de réalisation des investissements. – (ats)

Bâle-Ville également excédentaire

BUDGET. Les comptes 2018 bouclent avec un excédent de 283 millions de francs, soit 150 millions de plus que prévu.

Les recettes totales se sont élevées à 3,98 milliards de francs. Les entrées fiscales ont atteint 2,85 milliards de francs, soit 83 millions de plus que ce que prévoyait le budget, a indiqué jeudi le gouvernement de Bâle-Ville.

Les investissements nets ont atteint 306 millions de francs contre 404 millions prévus au budget. Le degré d'autofinancement s'inscrit à 161,3% contre 112,9% l'année précédente.

Le gouvernement profite de ce bon résultat 2018 pour réduire la dette de 188 millions de francs. Elle s'inscrit désormais à 1,726 milliard de francs.

A l'exception de l'année 2016, déficitaire en raison de la réforme de la caisse de pension, les comptes de Bâle-Ville sont dans le noir depuis 2005. Le budget 2019 prévoit un excédent de recettes de 117 millions de francs. – (ats)

L'économie choisit la voie de la raison

LOI SUR LES ARMES.

Les milieux économiques soutiennent cette révision afin d'éviter de prétexter entreprises et tourisme.

«Cela ne ressemble pas à un problème économique à première vue, mais cette votation aura un impact direct sur les conditions cadres des entreprises suisses», a déclaré jeudi Monika Rühl, présidente de la direction d'économie suisse.

Si le peuple suisse vote non en mai, l'adhésion de la Suisse à Schengen expirera automatiquement après six mois. Une décision du comité mixte Suisse-UE dans un délai de 90 jours pourrait empêcher cette expiration. Mais ce scénario n'est pas réaliste pour les milieux économiques.

Impact sur le PIB

La fin de Schengen sonnerait la fin du visa uniforme pour les touristes voyageant en Suisse. «L'exclusion de la Suisse de ce dispositif engendrerait de graves désavantages financiers pour le tourisme suisse et une perte d'image tout aussi grave», a souligné Andreas Züllig, président d'hotelleriesuisse. Cette perte pourrait se monter à 530 millions de francs en 2030.

Pour l'économie suisse dans son ensemble, cela représenterait une baisse du produit intérieur brut, selon une étude du Conseil fédéral. En 2030, il serait inférieur à 3,7%. Et les exportations pourraient chuter jusqu'à 5,6%. – (ats)

RFFA: les opposants défendent leur position

VOTATIONS. La réforme fiscale et le financement de l'AVS (RFFA) ne permet de résoudre aucun problème, dénonce l'alliance référendaire «RIE III, RFFA: Non, c'est NON!».

Ce projet «ne permet en aucun cas de sortir de l'impasse», a insisté jeudi devant les médias à Berne la présidente des Verts, Regula Rytz. Et de préciser que ce comité, qui réunit des forces syndicales et de gauche, s'oppose au volet fiscal du projet.

«Notre référendum a récolté plus de 55.000 signatures», relève Mme Rytz. Celui du second comité qui s'oppose au volet social a échoué avec 5000 paraphes, a-t-elle rappelé. L'enjeu de la votation du 19 mai est donc clairement la réforme de l'imposition des entreprises, conclut-elle. Et sur ce point, le projet proposé présente de nombreuses lacunes.

Coups dans les services publics

Il coûterait aux communes et aux cantons 1,415 milliard de francs. Si on ajoute les pertes prévues pour la Confédération, la facture passe à 2,1 milliard. Les communes se verront obliger de couper dans les services publics, par exemple dans les soins ou la prise en charge des personnes âgées, a expliqué Mme Rytz.

Ce n'est pas une solution durable de baisser les impôts des communes et des cantons alors que la génération des baby-boomers arrive à la retraite et aura besoin des services publics, a-t-elle ajouté. De plus, la concurrence fiscale entre cantons sera exacerbée. La

Confédération soutient à l'aide d'un milliard de francs des baisses de taux, sans condition, a pour sa part relevé Lisa Mazzone, vice-présidente des Verts. Et sa collègue de parti d'ajouter que cela créera un système à deux vitesses car seuls quelques cantons bénéficieront de recettes supplémentaires de la part d'entreprises qui bénéficiaient jusqu'alors d'un statut spécial.

Problème d'équité

Les membres de l'alliance pointent également un problème d'équité: ce ne sont pas les entreprises qui bénéficieront des cadeaux qui paieront les compensations. RFFA n'est «qu'une redistribution à l'envers, au profit des grands actionnaires et des propriétaires d'entreprises suisses au détriment de la population, qui paiera d'une manière ou d'une autre la facture», dénonce Lisa Mazzone.

Pas de vraie compensation sociale

Désigner comme «compensation sociale» le financement supplémentaire prévu pour l'AVS est «un abus de langage», s'est pour sa part offusqué Agostino Soldini, secrétaire central du Syndicat suisse des services publics (SSP). «Les retraités actuels et futurs ne toucheraient pas un franc de plus», précise-t-il. – (awp)

30 ANS ET DES PROJETS PLEIN LA TÊTE

Le mensuel de référence des managers romands

30 ANS PME MAGAZINE

ICO STO TOKEN
TOUT COMPRENDRE SUR LES LEVÉES DE FONDS EN CRYPTOMONNAIES

Allemagne: désaccord sur les ventes d'armes

La coalition au pouvoir n'arrive pas à s'entendre à propos des exportations vers l'Arabie saoudite.

Les partis au pouvoir en Allemagne ont constaté leur désaccord sur le gel des ventes d'armes destinées à l'Arabie Saoudite, les conservateurs militant, sous pression française et britannique, pour une levée du moratoire auquel tiennent les sociaux-démocrates.

Les dirigeants de la droite conservatrice CDU et leurs partenaires du SPD (centre-gauche) ont tenté en vain, en présence d'Angela Merkel, de trouver une solution mercredi soir, a rapporté la presse allemande hier.

L'Allemagne a imposé un gel sur les exportations, y compris les ventes déjà approuvées, vers l'Arabie Saoudite depuis l'assassinat en octobre 2018 du journaliste saoudien Jamal Khashoggi à Istanbul.

Une décision qui a suscité la colère de la France comme du Royaume-Uni car des systèmes communs tombaient sous ce moratoire en raison de composants allemands.

Cette interdiction temporaire a été prolongée à deux reprises déjà, la dernière fois jusqu'au 31 mars. Et à quelques jours de l'expiration du délai, la CDU serait désormais favorable à une levée de l'interdiction, au nom des accords passés avec les partenaires français et britanniques.

Elle invoque en outre les menaces de plusieurs entreprises allemandes d'intenter des actions en justice contre la décision du gouvernement, qui mettrait en péril des centaines d'emplois.

Une solution partielle serait, selon des médias, que la police fédérale, les douanes et la marine allemandes récupèrent six navires patrouilleurs destinés initialement à l'Arabie Saoudite.

CDU et SPD pourraient trouver en outre un arrangement en donnant leur feu vert à des projets dont la participation allemande est inférieure à 20%.

Mais la partie ne semble pas gagnée au vu des déclarations jeudi du chef adjoint du SPD, Ralf Stegner: «Nous ne voulons pas d'exportations d'armes vers les zones de crise et les dictatures», a-t-il déclaré au groupe de médias RND, rappelant que cette position était inscrite noir sur blanc dans le programme électoral pour les élections européennes de mai. — (afp)

Feu vert donné à un troisième vote aujourd'hui sur l'accord de divorce

BREXIT. Les députés voteront sur une nouvelle motion, Theresa May ayant obtenu l'accord du président de la Chambre des communes.

«La motion est nouvelle, substantiellement différente, et en conformité avec les conditions posées», a déclaré le speaker John Bercow.

Il avait rejeté la tenue du vote la semaine dernière au motif que les députés ne pouvaient réexaminer un texte déjà rejeté au cours de la même session parlementaire.

Pour contourner l'obstacle, le gouvernement a décidé de ne présenter vendredi au vote qu'une partie de l'accord, le Traité de retrait, et d'en exclure la Déclaration politique sur la future relation avec l'Union européenne.

La manœuvre a été condamnée par l'opposition. «Nous quitterions l'UE mais sans avoir la moindre idée d'où nous irions», s'est insurgé Keir Starmer, le porte-parole du Labour pour le Brexit. «Ce n'est pas acceptable et le Parti travailliste s'y opposera».

L'adoption du texte au parlement offrirait à Londres un report de la date du Brexit au 22 mai, soit à la veille des élections européennes.

«Nous sommes tous d'accord que nous ne souhaitons pas être dans la situation de devoir demander un nouveau report et de faire face à l'obligation de participer à l'élection du Parlement européen», a déclaré à la Chambre des



JOHN BERCOU. «La motion est nouvelle, substantiellement différente, et en conformité avec les conditions posées», a déclaré le président de la Chambre des communes.

communes la ministre des Relations avec le Parlement, Andrea Leadsom, encourageant les députés à soutenir un texte qu'ils ont déjà rejeté à deux reprises, le 15 janvier et le 12 mars.

Sacrifice vain?

Jouant sa dernière carte, Theresa May a mis mercredi soir sa démission dans la balance pour convaincre les députés d'adopter l'accord. Certains élus conservateurs conditionnaient leur soutien au texte à son départ.

«Son sacrifice sera-t-il vain?» se demandait jeudi le Daily Mail.

L'ex-ministre des Affaires étrangères Boris Johnson, rival de Theresa May et fervent défenseur d'un Brexit sans accord, a annoncé qu'il se rangeait désormais derrière le texte. Et selon un décompte du *Sun*, le nombre de «rebelles» conservateurs serait redescendu à 16.

Mais pour que la troisième tentative soit la bonne, Mme May a besoin du soutien du DUP, dont dépend sa faible majorité au Parlement. Tous les yeux sont donc rivés sur le parti nord-irlandais qui a répété mercredi soir qu'il ne fallait pas compter sur lui.

Se dix députés rejettent toujours le «filet de sécurité», estimant qu'il «fait peser une menace inacceptable sur l'intégrité du Royaume-Uni».

Ce dispositif de dernier recours a été élaboré pour éviter le retour d'une frontière physique entre la province britannique d'Irlande du Nord et sa voisine la République d'Irlande. Il maintiendrait le Royaume-Uni dans une union douanière avec l'Union européenne, avec un alignement plus poussé sur les normes de l'UE pour Belfast.

«Non. Non. Non...»

A la Chambre des communes, l'initiative parlementaire visant à dégager une solution alternative à l'accord négocié par le gouvernement avec Bruxelles a tourné court mercredi soir.

Les députés ont voté contre les huit options qu'ils avaient eux-mêmes proposées, allant d'un divorce sans accord à une révocation de l'article 50 du Traité de Lisbonne qui régit la sortie d'un pays membre de l'UE.

«Le Parlement a finalement eu son mot à dire: Non. Non. Non. Non. Non. Non. Non. Non.», a ironisé le quotidien *The Guardian*.

Sans obtenir de majorité, deux scénarios se sont toutefois distingués: un nouveau référendum sur l'accord qui sera conclu avec

l'UE et rester dans l'union douanière, ce que l'accord de Mme May exclut.

Une nouvelle série de votes indicatifs doit être organisée lundi sur les options préférées des députés, mais elle est conditionnée au résultat du vote sur l'accord vendredi.

La frustration du monde économique

Le monde économique n'a pas mâché ses mots après le spectacle «frustrant» offert par les élus britanniques.

«Vous avez laissé tomber les entreprises britanniques», a accusé le directeur général des Chambres de commerce britanniques, Adam Marshall. Avant de les enjoindre «d'arrêter de se bercer d'illusions».

Aujourd'hui 23h00 GMT, l'heure du Brexit

Alors que le Brexit était censé avoir lieu vendredi à 23h00 GMT, les dirigeants européens ont accordé un délai à Londres, avec deux options: soit l'accord de retrait est adopté cette semaine et la date du retrait britannique sera repoussée jusqu'au 22 mai; soit l'accord est rejeté, et Londres aura jusqu'au 12 avril pour présenter une alternative et demander un nouveau report. Sinon, ce sera une sortie brutale, sans accord. — (afp)

Chine et Etats-Unis ont encore du travail

COMMERCE. Les négociations ont repris, mais du chemin reste à faire pour résoudre leur conflit douanier et aplanir leurs différends sur d'autres sujets.

A la tête de la délégation américaine, le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin et le représentant au Commerce Robert Lighthizer devaient rencontrer le vice-Premier ministre Liu He, chef d'orchestre de l'économie chinoise, pour un dîner de travail, avant une journée de pourparlers vendredi.

Cette rencontre à Pékin intervient après l'adoption mi-mars par le régime communiste d'une nouvelle loi censée garantir un traitement équitable aux investisseurs étrangers... et considérée comme un gage de bonne volonté de la part de la Chine.

Mais cela pourrait ne pas suffire à débloquer les âpres négociations

engagées par les deux premières puissances du globe pour mettre un terme à leur guerre commerciale enclenchée l'an passé. Leur conflit douanier s'est matérialisé par des droits de douane punitifs réciproques sur des centaines de milliards de dollars de marchandises.

Trump complique la donne

«Certains progrès ont été réalisés mais il reste une énorme quantité de travail à accomplir» pour trouver un compromis, a observé hier Gao Feng, porte-parole du ministère chinois du Commerce.

Les négociateurs américains s'étaient déjà rendus en Chine

mi-février avant de recevoir leurs homologues aux Etats-Unis, puis d'échanger à plusieurs reprises par téléphone. Et Liu He a déjà prévu de se rendre de nouveau à Washington la semaine prochaine pour poursuivre les négociations.

Même prudence de la part de Robert Lighthizer: «J'ai de l'espoir, mais je ne suis pas nécessairement optimiste», a-t-il confié plus tôt cette semaine à la radio américaine NPR. «Si un excellent accord peut être obtenu, nous l'aurons. Sinon, nous adapterons nos plans». D'autant que Donald Trump a compliqué la donne en suggérant que les surtaxes douanières punitives des Etats-Unis

visant des marchandises chinoises resteront en place même en cas d'accord, pour maintenir la pression sur Pékin.

La volonté d'ouverture chinoise

A l'inverse, Pékin entend afficher sa bonne volonté: la nouvelle loi sur l'investissement étranger s'attachait ainsi à répondre aux griefs américains, en interdisant les transferts technologiques imposés par voie administrative ou encore en garantissant la transparence des marchés publics chinois.

De même, le Premier ministre chinois Li Keqiang a réitéré jeudi sa promesse de durcir les sanc-

tions sur les vols de propriété intellectuelle. Lors d'une conférence économique, il a martelé son leitmotiv: «Nous allons ouvrir toujours davantage l'accès au marché pour les firmes étrangères», a-t-il insisté.

Alors que Washington réclame des changements «structurels» du système économique chinois, M. Lighthizer s'est attaché à légitimer les exigences américaines. «Ce que nous réclamons n'a rien d'anti-chinois! La protection de la propriété intellectuelle, empêcher les transferts forcés de technologies, ce n'est pas anti-Chine. (...) Cela pourrait même aider l'économie chinoise», a-t-il argué. — (afp)

'AGEFI

ADRESSE CENTRALE:
Nouvelle Agence Économique et Financière S.A.
Route de la Chocolatière 21
Case postale 61 – 1026 Echandens-Denges
Tél. +41 (0)21 331 41 41
agefi@agefi.com

Zurich:
Postfach 24 – 8032 Zurich
Tél. +41 (0)44 254 39 20

Genève:
Rue des Bains 35 – 1205 Genève
Tél. +41 (0)21 331 41 41

Président du conseil d'administration:
Raymond Loretan

Rédacteur en chef:
Luc Petitfrère – 021 331 41 24

Chef d'édition:
Johan Friedli – 021 331 41 84

RÉDACTION: redaction@agefi.com
Christian Affolter – 021 331 41 85
Marchés, entreprises
Maude Bonvin – 021 331 41 41
Politique, entreprises
Elsa Floret – 022 552 33 29
Entreprises, place financière
Stéphanie Giroud – 021 331 41 54
Web, multimédia
Marine Humbert – 021 331 41 54
Web, multimédia
Matteo Ianni – 021 331 41 83
Entreprises
Piotr Kaczor – 044 254 39 23
Place financière

Sophie Marenne – 021 331 41 00
Entreprises, start-up
Levi-Sergio Mutemba – 079 953 68 20
Marchés & produits
Philippe Rey – 044 254 39 22
Entreprises, place financière
Caroline Spir – 021 331 41 41
Journaliste Lifestyle

Edition (soir):
Eric Loup, Arnaud Rakotondramanana
Serge Rapin, Piotr Studzinski

Informatique IT, production:
Guy-Marc Aprin – 021 331 41 07 – it@agefi.com

Agences: ATS, AWP, AFP

Imprimerie:
Mittelland Zeitungsdruck AG (Aarau)

Directeur:
Olivier Bloch

VENTES (PUBLICITÉ):

Norbert Fouchault
(Suisse romande - Tessin - International)
079 964 65 66 – n.fouchault@agefi.com

Beatrice Leuenberger
(key account Suisse alémanique)
044 254 39 21 – b.leuenberger@agefi.com

Représentations internationales:
Allemagne, BENELUX, Grande-Bretagne,
France, Italie sur www.agefi.com/pubinter

Envoi de matériel publicitaire (annonceurs):
pub@agefi.com

COMPTABILITÉ, ADMINISTRATION:
Patricia Chevalley – 021 331 41 02

Service client lecteur et annonceur:
Elise Choasson – 021 331 41 72
Perrine Pingat – 021 331 41 40

Marketing:
Mila Bozic – m.bozic@agefi.com

Abonnements:
Martine Duperré
Tél. +41 (0) 21 331 41 71
E-mail: abo@agefi.com

Abonnement annuel:
CHF 700.– inclus tous les suppléments
et les archives du site (TVA 2,5% incl.)

Ventes en kiosques:
Naville (Genève), Valora AG (Bâle)

Impressum

Tous les droits sont réservés.
Toute réimpression, copie de texte, de photo ou d'annonce, ainsi que toute utilisation sur les supports optiques, électroniques ou autres sont soumis à l'approbation préalable de la rédaction en chef en vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la loi contre la concurrence.

Christine Lagarde alerte la zone euro sur ses faiblesses

ÉCONOMIE. La directrice générale du FMI a exhorté ses membres à achever l'union bancaire européenne.

«L'union monétaire est effectivement plus résiliente qu'il y a dix ans, mais elle ne l'est pas assez», a-t-elle affirmé lors d'une conférence organisée par la Banque de France (BdF), lançant un avertissement d'autant plus sérieux que les perspectives pour l'économie mondiale sont en train de se dégrader.

L'agence de notation S&P a d'ailleurs confirmé jeudi le ralentissement de la croissance en zone euro, en revoyant drastiquement à la baisse ses prévisions à seulement 1,1%, contre 1,6% auparavant, même si elle s'attend à un rebond à 1,4% à partir de l'année prochaine.

Les 20 ans de l'euro

Lors de cette conférence consacrée aux 20 ans de l'euro, Mme Lagarde a rappelé que la zone euro avait «essuyé une violente tempête lors de la crise financière mondiale» de 2008 «puis une autre peu après, lors de la crise de la dette souveraine de la zone euro». «De nombreux ménages et entreprises portent encore les douloureuses cicatrices de ces événements, sources de disparités économiques entre les pays



CHRISTINE LAGARDE.
L'union monétaire n'est pas assez résiliente.

membres et en leur sein», a souligné la dirigeante du Fonds monétaire international.

«Jeune» et «incomplet»

Même si elle a pris le temps de souligner les efforts réalisés par la zone euro depuis qu'elle a subi cette double crise, elle n'en a pas moins qualifié l'écosystème de la zone euro de «jeune» et «incomplet».

«Son système bancaire est plus sûr, mais il ne l'est pas assez», a

ajouté Mme Lagarde, soulignant qu'il «ne serait pas faux d'affirmer que l'Europe tarde à produire un écosystème financier complètement développé».

Système commun de garantie de dépôts

«C'est maintenant qu'il faut donner un nouveau coup d'accélérateur à la finance dans la zone euro», a-t-elle insisté. «A 20 ans, le moment est venu pour la zone euro de prendre un nouvel élan et d'achever l'union bancaire et celle des marchés des capitaux, pour en récolter les fruits dès aujourd'hui». Elle a notamment appelé à «établir un système commun de garantie de dépôts», qui serait financé par les banques et non par les contribuables. Pour y parvenir, l'UE devrait se doter «d'un système bancaire capable de braver les tempêtes» afin de diversifier «les risques dans l'ensemble de l'écosystème et alimenter la croissance».

«J'exhorte aujourd'hui les dirigeants de la zone euro à ranimer le débat, à négocier de bonne foi et à faire de difficiles compromis, afin de libérer tout le potentiel de l'union bancaire», a-t-elle affirmé,

face au blocage actuel à Bruxelles sur ces réformes.

Marché européen des capitaux

La directrice du FMI a également plaidé pour «un marché européen des capitaux unifié, intégré et prospère», estimant que «la finance européenne a elle aussi besoin d'une roue de secours».

Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, qui avait répété la veille à Genève que la BCE disposait des marges de manoeuvre nécessaires en cas de crise, a confirmé un ralentissement temporaire de la croissance en zone euro. Il a souligné que les périodes d'incertitude, comme celle que traverse actuellement l'économie mondiale, plombée par le ralentissement de la croissance chinoise et la guerre commerciale, n'étaient pas propices à l'ajout de doutes supplémentaires.

«Nous ne pouvons pas chercher à contrôler ou à éviter l'incertitude. Au lieu de cela, nous devons mettre en pratique les stratégies qui sont les plus robustes», a-t-il affirmé lors de l'ouverture de la conférence. – (afp)

ALLEMAGNE: l'inflation baisse à 1,3% sur un an

La hausse des prix à la consommation en Allemagne a ralenti en mars à 1,3% sur un an, selon des chiffres provisoires publiés jeudi par l'office fédéral des statistiques Destatis. Cette baisse de l'inflation intervient après une hausse à 1,5% en février et est principalement due au ralentissement de la hausse des prix des produits alimentaires. Les analystes sondés par le fournisseur de services financiers Factset avaient tablé sur une inflation à 1,6%. En glissement mensuel, les prix ont augmenté de 0,4% par rapport à février, a ajouté Destatis, qui publiera le 11 avril les détails de la hausse des prix définitive pour mars. Pour Carsten Brzeski, analyste chez ING, ces données «minent l'espoir de la BCE d'une inflation structurellement plus élevée». – (afp)

ÉTATS-UNIS: repli plus fort que prévu des demandes hebdomadaires d'allocations chômage

Les demandes hebdomadaires d'allocations chômage aux Etats-Unis ont reculé plus que prévu, retombant à leur plus bas niveau depuis neuf semaines, a indiqué le département du Travail jeudi. Le ministère a recensé 211.000 nouvelles inscriptions, en données corrigées des variations saisonnières pour la semaine close le 23 mars, soit 5000 de moins que la semaine précédente. Le chiffre de la semaine d'avant a été en outre révisé en baisse à 216.000 contre 221.000 estimé précédemment. La moyenne globale des nouvelles inscriptions hebdomadaires au chômage sur quatre semaines s'est établie à 217.250, en baisse de 3250 par rapport à la même période la semaine précédente. Par rapport à la même époque l'année dernière, les nouvelles demandes d'allocations chômage sont en repli de 2,7%. – (afp)

BRÉSIL: la Banque centrale abaisse sa prévision de croissance à 2% pour 2019

La Banque centrale du Brésil (BCB) a abaissé jeudi sa prévision de croissance pour 2019 à 2%, contre 2,4% en décembre, une mauvaise nouvelle pour le gouvernement du président Jair Bolsonaro au début de mandat mouvementé. Dans son rapport trimestriel sur l'inflation, la BCB cite notamment «les conséquences de la tragédie de Brumadinho sur l'activité minière» pour justifier cette révision à la baisse. Le 25 janvier, la rupture d'un barrage du géant minier Vale a fait plus de 300 morts et disparus et l'entreprise a été contrainte de cesser ses activités dans des mines fonctionnant avec des barrages du même type. «La réduction des prévisions des récoltes et le rythme modéré de la reprise économique» sont d'autres raisons mentionnées par le rapport. Le Brésil a connu une croissance de seulement 1,1% en 2018, un chiffre décevant, identique à celui de 2017, après deux ans de récession historique en 2015 et 2016. – (afp)

La croissance US révisée en baisse annonce des temps plus moroses

CONJONCTURE. La croissance américaine fin 2018 a davantage marqué le pas que ne le prévoient les économistes et cette nette modération de l'activité semble bien s'être poursuivie sur les premiers mois de cette année.

Marché immobilier en repli, production manufacturière ralentie, créations d'emplois en forte chute en février: les premiers mois de 2019 ont livré des données décevantes qui nourrissent des prévisions pessimistes pour l'ensemble de l'année.

L'estimation de la croissance du PPIB des Etats-Unis a été révisée en baisse au 4^e trimestre 2018, passant de 2,6% à 2,2% en rythme annuel. Cette révision en baisse ne change toutefois pas le rythme d'expansion sur l'année, qui reste à 2,9% en 2018 contre 2,2% en 2017, selon cette troisième estimation du département du Commerce publiée jeudi.

Ce niveau annuel de 2,9% frôle l'objectif de l'administration Trump, qui promet que l'économie peut durablement progresser chaque année de 3%, voire plus. Sur ce point, la Maison Blanche préfère souvent mettre en avant le chiffre de croissance en glissement qui va du 4^e trimestre 2017 au 4^e trimestre 2018 et qui s'est établi à 3,1%.

L'année dernière, après un 2^e trimestre sur les chapeaux de roues à 4,2% et un 3^e trimestre très soutenu à 3,4%, la croissance de la première économie mondiale a donc nettement marqué le pas en fin d'exercice, retrouvant le rythme du 1^{er} trimestre 2018. En décembre, le début du «shutdown» (la fermeture partielle de

l'administration fédérale) qui a duré plus d'un mois, la volatilité des marchés boursiers et les tensions commerciales semblent avoir pesé sur l'activité.

Les dépenses de consommation, locomotive de l'économie américaine, ont finalement avancé de 2,5% au lieu de 2,8% précédemment estimés, et de 3,5% trois mois plus tôt.

Signes mitigés

Depuis le début de l'année, alors que la croissance mondiale ralentit et que le stimulus budgétaire aux Etats Unis s'estompe, la première économie mondiale a donné des signes mitigés. Les créations d'emplois ont dégringolé de façon très inattendue en février avec seulement 20.000 embauches.

Les ventes de maisons neuves ont chuté de presque 7% en janvier et les mises en chantier de logements sont en repli de près de 10% sur un an. La production manufacturière, un secteur cher à la politique économique de Donald Trump, est tombée dans le rouge deux mois de suite.

La croissance de l'activité au 1^{er} trimestre, dont le gouvernement donnera une première estimation le 26 avril, pourrait n'atteindre que 1,5%, selon les projections de la Fed d'Atlanta.

Ce serait le plus faible rythme d'expansion depuis début 2016

avant l'élection de Donald Trump. Des économistes de Barclays Research et d'Oxford Economics sont moins pessimistes, misant sur une croissance de 2% de janvier à mars.

Malgré cet affaiblissement, la Maison Blanche reste très optimiste pour l'ensemble de 2019. Ses projections, qui divergent grandement de la plupart des économistes et institutions, misent ainsi sur une expansion de 3,2% en 2019.

Mais selon l'enquête trimestrielle de la National Association for Business Economics, les milieux d'affaires ne tablent que sur 2,4% et seulement 2% en 2020.

La Fed, elle, a récemment révisé sa projection en baisse pour la faire tomber à 2,1% cette année et 1,9% en 2020. La Banque centrale a aussi totalement renoncé à relever les taux d'intérêt cette année alors qu'il y a encore quelques mois, elle prévoyait deux modestes hausses des taux pour éviter une surchauffe.

Les probabilités d'une récession à l'horizon de 2020 se font plus nombreuses dans les modèles économiques, comme celui de la Fed New York, qui l'évoque à 24% de risques.

Pour Gregory Daco d'Oxford Economics, si la récession n'est pas le scénario privilégié, croire en une telle possibilité peut s'avérer auto-réalisateur. – (afp)

30 ANS ÇA SE FÊTE!

OFFRE SPÉCIALE 1 AN CHF 100.-*

(au lieu de CHF 130.-)

CHF 30.-
de rabais



Editions papier et digitales
+ tous les avantages abonnés.

Rendez-vous sur www.pme.ch/30ans
ou au 058 269 25 07 (code «PME 30ANS»)

30 ANS PME MAGAZINE

*Offre réservée aux personnes non-abonnées résidant en Suisse, valable jusqu'au 31.05.2019 (Prix TTC). Retrouvez toutes les conditions sur www.pme.ch/protection-donnees

Le mensuel de référence des managers romands

MARCHÉS

MARCHÉ OBLIGATAIRE

PSP rouvre son emprunt échéant le 8 février 2027

Sur le marché primaire en francs suisses, PSP Swiss Property AG (rating Fitch: A-; CS: Low A; UBS: A-; VT: A-; ZKB: A-, tous avec perspective stable) a rouvert un emprunt pour un montant de 80 millions de francs portant son total à 180 millions. Assorti d'un coupon de 0,700% et d'une échéance au 8 février 2027, il est pricé mid swap +60 points de base (pb), soit un rendement de 0,397%. Credit Suisse est le chef de file de cette émission. **BCV**

MARCHÉ DES CHANGES

La livre creuse ses pertes

La livre sterling creusait ses pertes jeudi face au dollar et à l'euro, après que le gouvernement britannique a annoncé qu'il demanderait aux députés de se prononcer pour la troisième fois sur l'accord négocié avec Bruxelles sur le Brexit.

Vers 20h30, la livre britannique s'échangeait à 85,99 pence pour un euro, contre 85,26 mercredi à 22 heures, et à 1,3051 dollar pour une livre, contre 1,3189 mercredi soir.

La monnaie européenne, de son côté, valait 1,1222 dollar pour un euro contre 1,1244 mercredi à 22 heures.

Le gouvernement britannique a annoncé jeudi qu'il présenterait une troisième fois vendredi son accord de Brexit aux députés, au lendemain d'une nouvelle journée dramatique qui a vu Theresa May offrir sa démission.

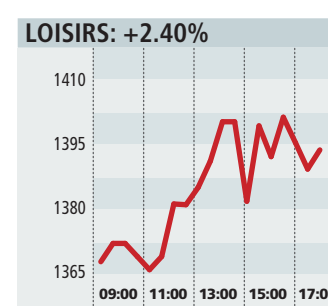
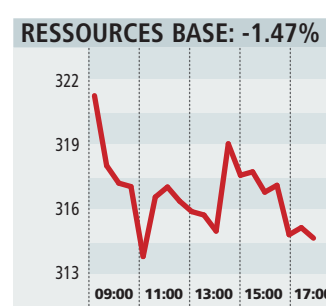
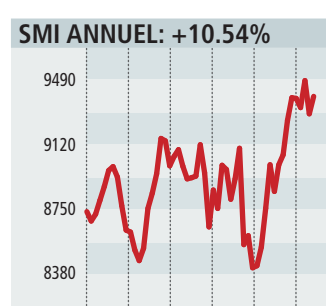
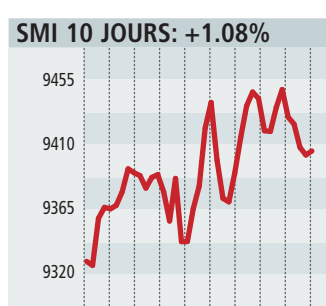
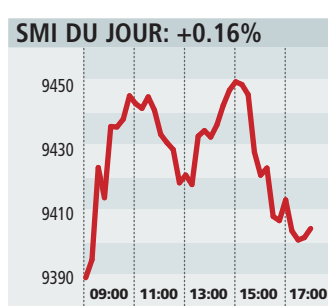
Le climat actuel «suggère un risque plus élevé de Brexit sans accord et une plus grande probabilité d'élections générales pour tenter de sortir de l'impasse», a affirmé Erik Nelson de Wells Fargo, estimant que ce scénario était de nature à continuer à faire pression sur la livre.

Vers 20h30, le yen baissait un peu face au billet vert, à 110,60 yens pour un dollar contre 110,51 mercredi, mais montait face à la devise européenne à 124,12 yens pour un euro contre 124,26 la veille au soir.

La devise suisse avançait un peu face à l'euro, à 1,1179 franc suisse pour un euro contre 1,1186 la veille, mais reculait face au dollar, à 0,9962 franc suisse pour un dollar au lieu de 0,9949 mercredi soir.

La monnaie chinoise a terminé à 6,7390 yuans pour un dollar à 16h30, contre 6,7271 yuans mercredi.

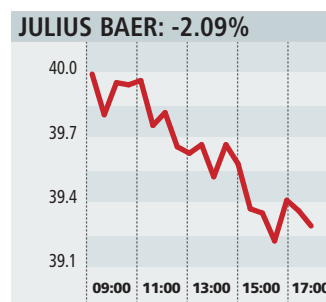
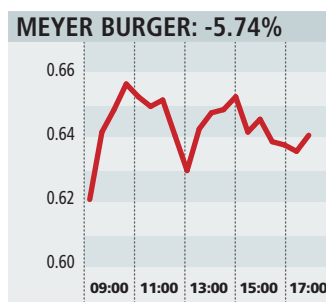
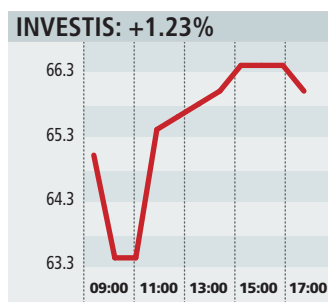
L'once d'or valait 1291,28 dollars contre 1309,57 dollars mercredi. Enfin, le bitcoin se monnayait à 4008,87 dollars contre 4008,98 mercredi soir, selon des chiffres compilés par Bloomberg. — (afp)



SIX SWISS EXCHANGE - MARCHÉ SUISSE

Le SMI clôture juste au-dessus des 9400

L'indice vedette a fini sur un gain de 0,16% à 9405,93 points. Le podium du jour se compose de Logitech (+2,0%), Lonza (+1,9%) et Temenos (+1,8%).



La Bourse suisse a repris du terrain jeudi. Le SMI, qui avait été soutenu par l'ouverture positive à Wall Street, ce qui lui avait permis d'inscrire un plus haut du jour, a vu ses gains s'effriter en grande partie, alors que les indices étaient passés au rouge à New York. Au final, l'indice phare de SIX a fini de peu au-dessus de son plus bas du jour et de la barre des 9400 points.

Le SMI a fini sur un gain de 0,16% à 9405,93 points, avec un plus haut à 9454,65 et un plus bas à 9395,77. Le SLI a pris 0,11% à 1434,85 points et le SPI 0,19% à 11.161,60 points. Sur les 30 valeurs vedettes, 17 ont progressé, 11 reculé et ABB et Roche ont fini stables.

Le bon Schindler (-2,7% ou 5,60 francs) a fini lanterne rouge. Le titre était traité hors dividende de 4,0 francs.

Julius Bär (-2,1%) a reconnu répercuter sur certains de ses clients

le fardeau des taux négatifs. Dufry (-1,6%) complète le trio des plus gros perdants.

Les deux autres bancaires Credit Suisse (-0,7%) et UBS (-0,5%) ont aussi cédé du terrain.

Le podium du jour se compose de Logitech (+2,0%), Lonza (+1,9%) et Temenos (+1,8%). Lonza a conclu auprès du groupe immobilier soleurois SPS (-0,4%) un gros bail dans le complexe Stücki Park. Les nouveaux bâtiments offrent de l'espace de travail en suffisance pour 1700 collaborateurs.

Temenos a placé une de ses solutions auprès de l'assureur canadien Canada Life.

LafargeHolcim a gagné 0,3%. Des échos de presse laissent à penser que la cession des activités du géant des matériaux de construction en Indonésie sont sur les bons rails.

Dans le camp des poids lourds, Nestlé (-0,1%) a peut-être été af-

fecté par le coup de rabot passé par Julius Bär sur son objectif de cours, qui a confirmé sa recommandation d'achat.

Si Roche a fini stable, Novartis (+1,0%) a bien soutenu l'indice. Sur le marché élargi, Santhera (+0,7%) prépare une nouvelle requête d'extension d'indication pour l'idebenone dans le domaine de la myopathie de Duchenne. La société immobilière Investis (+1,2%, lire page 8) et l'exploitant de remontées mécaniques Jungfraubahn (+2,9%) ont détaillé leurs performances respectives sur l'année écoulée.

Meyer Burger a perdu 5,7%. Les 62,29 millions de titres émis par l'équipementier de l'industrie solaire pour une prise de participation dans le développeur britannique de cellules solaires de nouvelle génération Oxford PV seront placés par ce dernier au travers d'une constitution de carnet d'ordre accélérée. — (awp)

convaincue que les perspectives pour le poids lourd par excellence de l'indice phare de la place zurichoise sont sous-estimées par les marchés. — (awp)

NOVARTIS: Société Générale rehausse à 106 francs (104) - «buy» maintenu

Société Générale a relevé l'objectif de cours de Novartis à 106 francs, contre 104 précédemment. La recommandation est maintenue à «buy». La stratégie de Novartis de miser davantage sur l'innovation commence à porter ses fruits depuis cette année, relève l'analyste Florent Cespèdes. Cette stratégie n'est cependant pas encore valorisée suffisamment. Ces six derniers mois, l'action a fait mieux que la moyenne du secteur. Cependant, elle reste sous-cotée. — (awp)

SWISSCOM: Jefferies rehausse à 432 francs (410) - «hold» maintenu

Jefferies a relevé l'objectif de cours de Swisscom à 432 francs, contre 410 francs précédemment. La recommandation est maintenue à «hold». L'analyste Ulrich Rathe explique avoir introduit des éléments comptables techniques dans sa modélisation. Les résultats sur l'ultime partiel de l'an dernier ne sont pas tombés bien loin de ses attentes. — (awp)

LES TITRES DU SMI

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
1222171	ABB N	18.48	+0.00%	-	4.22	24.60/18.03	3884992
1213860	Adeco Group N	51.88	+0.89%	-	4.82	69.86/42.43	1079233
21048333	CieFinRichemont N	71.20	-0.06%	-	2.67	99.02/60.44	1298391
1213853	CS Group N	11.39	-0.65%	-	2.30	17.20/10.36	7529762
3017040	Geberit N	404.00	+0.42%	-	2.67	458.80/353.20	97140
1064593	Givaudan N	2548.00	+0.43%	-	2.35	2575.00/2099.00	16673
10248496	Julius Baer Grp N	39.27	-2.09%	-	3.82	63.30/33.57	1347603
1221405	LafargeHolcim N	48.98	+0.33%	-	4.08	56.60/39.11	1238379
1384101	Lonza Grp N	302.90	+1.85%	-	0.91	342.00/218.00	338918
3886335	Nestlé N	95.20	-0.10%	-	2.57	95.88/72.92	3712479
1200526	Novartis N	95.36	+1.00%	-	2.99	95.36/71.84	4051770
1203204	Roche Hldg G	271.35	+0.00%	-	3.21	280.55/206.35	811559
249745	SGS N	2457.00	+0.16%	-	3.17	2683.00/2151.00	15318
41879292	Sika N	136.40	-0.07%	-	1.50	149.00/112.70	281494
1485278	Swiss Life Hldg N	432.10	+0.12%	-	3.82	445.90/331.10	114833
12688156	Swiss Re N	96.86	+0.04%	-	5.78	100.40/84.20	699825
874251	Swisscom N	484.90	+0.27%	-	4.54	490.80/427.00	113955
1225515	The Swatch Grp I	278.90	-0.78%	-	2.87	499.10/269.30	226813
24476758	UBS Group N	11.89	-0.50%	-	5.89	17.29/11.64	12331048
1107539	Zurich Insur Gr N	328.00	-0.24%	-	5.79	341.30/282.40	373772

GAGNANTS ET PERDANTS AU SMI

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
LES CINQ GAGNANTS							
1384101	Lonza Grp N	302.90	+1.85%	-	0.91	342.00/218.00	338918
1200526	Novartis N	95.36	+1.00%	-	2.99	95.36/71.84	4051770
1213860	Adeco Group N	51.88	+0.89%	-	4.82	69.86/42.43	1079233
1064593	Givaudan N	2548.00	+0.43%	-	2.35	2575.00/2099.00	16673
3017040	Geberit N	404.00	+0.42%	-	2.67	458.80/353.20	97140
LES CINQ PERDANTS							
10248496	Julius Baer Grp N	39.27	-2.09%	-	3.82	63.30/33.57	1347603
1225515	The Swatch Grp I	278.90	-0.78%	-	2.87	499.10/269.30	226813
1213853	CS Group N	11.39	-0.65%	-	2.30	17.20/10.36	7529762
24476758	UBS Group N	11.89	-0.50%	-	5.89	17.29/11.64	12331048
1107539	Zurich Insur Gr N	328.00	-0.24%	-	5.79	341.30/282.40	373772

GAGNANTS ET PERDANTS AU SPI EXTRA

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
LES CINQ GAGNANTS							
531916	Elma Electronic N	404.00	+5.76%	-	-	420.00/326.00	25
2553602	Burckhardt Compre N	280.80	+4.23%	-	2.14	382.40/226.20	3381
27653461	Zehnder Grp -A- N	32.50	+4.17%	-	2.46	46.00/29.15	15168
608992	Private Equity N	64.00	+4.07%	-	3.13	72.50/58.00	634
2459027	ALSO Holding N	126.60	+3.77%	-	2.37	134.60/103.00	10642
LES CINQ PERDANTS							
3461770	ObsEva N	12.10	-5.84%	-	-	-/-	2847
10850379	Meyer Burger N	0.64	-5.74%	-	-	1.37/0.45	15093672
260965	Villars Hldg N	800.00	-4.76%	-	1.00	970.00/755.00	2
896792	Adval Tech Hldg N	164.50	-4.08%	-	2.43	251.00/158.50	2
1111570	Crealogix Hldg N	94.00	-4.08%	-	0.27	172.00/93.00	306

PRINCIPAUX INDICES SUISSES

No. val.	Nom	Valorisation	+/-%	H/B 52S
INDICES PRINCIPAUX				
998089	SMI	9405.93	+0.16%	9582.91/8138.56
998750	SPI	11161.60	+0.19%	11328.15/9516.95
1781097	SPI EXTRA (total return)	3973.89	+0.20%	4505.73/3465.96
3025288	SLI Swiss Leader Pr	1434.85	+0.11%	1508.05/1251.69
1939983	SMI Mid Pr	2387.84	+0.06%	2713.15/2048.92
INDICES SECTORIELS				
2265371	Alimentation	3272.30	-0.09%	3293.74/2568.30
2262744	Assurances	794.84	-0.10%	822.81/687.67
2262671	Banques	452.89	-0.65%	621.06/424.56
2265384	Biens de consommation	2373.36	-0.29%	3464.56/2103.66
2265299	Chimie	2840.41	+0.35%	2927.18/2461.34
2265407	Commerce de détail	1027.23	-0.45%	1344.29/903.63
2265354	Industrie	1222.63	-0.09%	1505.84/1110.48
994740	Immobilier (total return)	394.07	+1.03%	394.07/353.43
2265433	Loisirs	1393.89	+2.40%	1654.94/1247.52
2265343	Matériaux de construction	1971.49	+0.25%	2145.00/1686.88
2265420	Médias	342.58	-0.20%	488.20/336.13
2265313	Ressources de base	314.70	-1.47%	517.70/313.84
2265391	Santé	1706.43	+0.61%	1712.04/1347.59
2262812	Services publics	1893.65	+0.25%	2017.90/1727.25
2262777	Services financiers	1070.50	+0.14%	1180.88/943.25
2262788	Technologie	1000.17	+1.62%	1401.48/780.63
2265446	Télécommunications	829.74	+0.11%	864.70/769.20
INDICES				
998751	Actions porteur	11965.62	-0.06%	19855.46/11136.72
998752	Actions nominatives	13621.97	+0.24%	13832.24/11624.77
998753	Porteur + bon	13350.91	-0.05%	13594.77/10938.69

PRINCIPAUX INDICES EUROPÉENS

No. val.	Nom	Valorisation	+/-%	Haut/Bas 52 semaines
846421	DJ Stoxx 50 (Europe)	3101.05	+0.08%	3180.31/2673.54
846423	DJ Stoxx (Europe)	376.84	-0.12%	397.86/327.34
846480	DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	3320.29	-0.05%	3596.20/2908.70
846483	DJ Euro Stoxx P (Europe)	363.74	-0.22%	398.24/318.77
998211	AEX	543.71	-0.26%	576.90/472.19
998690	Euronext BEL-20	3601.07	-0.37%	3939.10/3144.96
1646037	OMX (Danemark)	1534.31	+0.22%	1565.20/1309.58
998032	DAX (Allemagne)	11428.16	+0.08%	13204.31/10279.20
252367	Mid Cap Index (Allemagne)	24550.75	-0.66%	27366.46/21160.71
758853	OMXH (Finlande)	4072.97	-0.66%	4397.85/3642.35
998185	FTSE 100 (Grande-Bretagne)	7194.19	-	7903.50/6536.53
997736	FTSE Act 250 (Grande-Bretagne)	18893.74	-	21371.54/17054.72
513607	FTSE Aim Index (Grande-Bretagne)	910.27	-	1110.33/841.56
1354447	IGBM	924.80	-0.66%	1041.99/837.04
1603325	FTSE MIB	21080.97	-0.53%	24544.26/17914.03
998531	Oslo OBX Index (Norvège)	798.35	-0.07%	882.06/726.16
998033	CAC 40	5296.54	-0.09%	5657.44/4555.99
2021101	CAC MID & SMALL	12428.16	-0.13%	14795.26/10877.03
10375187	OMXS 60 (Suède)	282.11	+0.14%	298.66/245.58
998663	ATX (Autriche)	3020.87	-0.56%	3548.60/2674.71
997718	Athen Index Compos (Grèce)	713.66	-0.01%	863.48/592.70
495317	BUX Index (Hongrie)	41413.91	+0.24%	42453.88/34372.07
576823	ISE National 100 (Turquie)	92120.33	+0.29%	116024.73/84654.50
395702	PSI 20	5177.40	+0.17%	5801.45/4551.84
2485271	PX Ind (Tchèque)	1072.63	-0.40%	1140.52/975.31
857975	RTSI Index (Russie)	1207.31	+0.01%	1259.59/1033.31
393229	Warsaw Wig Ind (Pologne)	59752.66	-0.16%	61604.01/54027.32

GAGNANTS ET PERDANTS AU DJ EURO STOXX 50

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
LES CINQ GAGNANTS							
829036	Safran	118.65	+1.50%	-	1.35	122.35/82.76	734457
11249889	Amadeus IT Gr Br-A	69.68	+1.49%	-	1.67	82.20/58.06	652855
699381	Sanofi	78.71	+1.31%	-	3.90	80.44/63.02	2145276
345952	SAP I	101.44	+1.20%	-	1.48	108.52/82.88	-
332902	Fresenius I	49.08	+1.11%	-	1.53	71.36/38.28	-
LES CINQ PERDANTS							
497537	EssilorLuxott	96.00	-2.64%	-	1.59	129.55/95.50	1257741
826858	Telefonica Br	7.39	-2.61%	-	5.41	8.48/6.59	13674292
519928	Societe Generale	25.47	-1.93%	-	8.64	46.00/23.56	3789209
472672	Nokia N	5.05	-1.75%	-	41.14	5.74/4.34	14583176
33273088	Kon Aoh Del Br Rg	23.60	-1.58%	-	2.67	24.01/18.60	3646416

GAGNANTS ET PERDANTS AU NIKKEI 225

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
LES CINQ GAGNANTS							
763043	Nippon Suis Kais Rg	849.00	+3.41%	-	0.94	863.00/515.00	522810
7231227	Fukuoka Fin Group Rg	2473.00	+0.86%	-	1.86	3370.00/2117.00	1220600
761420	Advantest Rg	2522.00	+0.72%	-	2.89	2875.00/1788.00	4286700
784730	Nsk Ltd Rg	1021.00	+0.49%	-	4.02	1488.00/885.00	2332800
761485	ANA HD Rg	4015.00	+0.40%	-	1.49	4500.00/3537.00	1407900
LES CINQ PERDANTS							
762719	Mitsui E&S Hldg Rg	1052.00	-7.88%	-	-	2198.00/959.00	2065000
1259425	MATSUI SEC Rg	1039.00	-4.85%	-	4.43	1318.00/934.00	3466200
763475	TAKARA HOLDINGS Rg	1276.00	-4.56%	-	1.25	1777.00/1074.00	794300
784555	Chiyoda Corp Rg	273.00	-4.55%	-	2.75	1150.00/250.00	3529200
761817	FUJII ELECTRIC Rg	3105.00	-4.31%	-	1.55	4760.00/2982.00	1025500

PRINCIPAUX INDICES ASIE/MOYEN-ORIENT

No. val.	Nom	Valorisation	+/-%	Haut/Bas 52 semaines
998407	Nikkei 225 (Japon)	21033.76	-1.61%	24448.07/18948.58
998405	Topix Index Sac 1 (Japon)	1582.85	-1.66%	1838.30/1408.89
998396	Hang Seng (Hong Kong)	28775.21	+0.16%	31592.56/24540.63
-	Straits Times Index (Singapour)	-	-	-/-
998293	Bangkok SE Set Ind (Thaïlande)	1634.25	+0.30%	1805.78/1546.62
1473058	KOSPI 100 Index (Corée du Sud)	2088.02	-0.78%	2457.49/1924.01
998594	Taiwan Weighted Stk (Taïwan)	10536.26	-0.06%	11261.68/9319.28
998444	All Ordinaries Idx (Australie)	6256.50	+0.63%	6481.30/5478.40
257111	Shanghai Compos (Chine)	2994.94	-0.92%	3220.85/2440.91
-	Mumbai Sensex (Inde)	-	-	-/-
1114782	Vietnam St Exch Idx (Viêt Nam)	982.98	+0.72%	1211.34/861.85
998652	KLSE Composite (Malaisie)	1641.33	-0.09%	1896.03/1626.93
228097	Tel-Av TASE-100 Ind (Israël)	1404.39	-0.77%	1510.81/1252.64
1188203	Saudi Share Price (Arabie Saoudite)	8788.84	+0.26%	8826.65/7001.94
997712	Kuwait 100 Index (Koweït)	38552.95	-1.06%	47144.12/36274.25

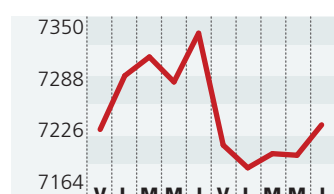
ASIE / Divers

A la Bourse de **Hong Kong**, l'indice Hang Seng a clôturé sur une hausse de 0,16% à 28.775,21 points. En Chine continentale en revanche, l'indice composite de la place de **Shanghai** a perdu 0,92% à 2994,94 points, tandis que l'indice de référence de la Bourse de **Shenzhen** abandonnait 0,90% à 1639,72 points. A Hong Kong, le mastodonte de l'internet Tencent, poids lourd de l'indice, a perdu 0,17% à 354 dollars hongkongais, tandis que le fabricant d'ordinateurs Lenovo abandonnait 0,98% à 7,09 dollars. L'opérateur de casinos Wynn Macau a lui reculé de 0,97% à 18,30 dollars. En revanche, le promoteur immobilier New World Development a résisté avec vigueur (+2,24% à 12,76 dollars), alors que la compagnie aérienne Cathay Pacific rebondissait fortement, de 2,70% à 13,70 dollars. En Chine continentale, les mar-

chés ont lourdement chuté, entraînés vers le bas par le plongeon des valeurs des assureurs. «Le secteur de l'assurance a subi une drastique correction, la hausse des cours (des deux derniers mois) ne tenant pas la route face aux publications des résultats annuels des groupes», notait Zhang Yanbing, du courtier Zheshang. Baromètre du secteur, China Life a ainsi chuté jeudi de 2,26% à 26,38 yuans, après l'annonce par le groupe d'un effondrement de 65% de son bénéfice en 2018. Son rival Ping An a lâché 1,10% à 73,40 yuans. Le distributeur d'électroménager Suning.com a abandonné 1,15% à 12,05 yuans, tandis que la chaîne de centres commerciaux Shanghai Join Buy fondait de 2,79% à 7,33 yuans. A l'inverse, le géant des télécoms ZTE s'est envolé de 10% à 29,34 yuans, en dépit de résultats annuels mitigés. – (afp)

LONDRES / Footsie / +0.56% / +40.14 pts / 7234.33 pts

Imperial Brands a pris 2,30% à 2619,00 pence, Compass 1,29% à 1770,50 pence, le fabricant de spiritueux Diageo 1,06% à 3132,00 pence et le motoriste Rolls-Royce 0,87% à 899,60 pence.



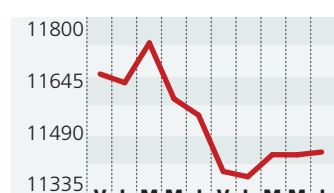
La Bourse de Londres a terminé en hausse de 0,56% jeudi. A la clôture, l'indice FTSE-100 des principales valeurs a pris 40,14 points à 7234,33 points.

Le cigarettier Imperial Brands a pris 2,30% à 2619,00 pence, le groupe de services de restauration Compass 1,29% à 1770,50 pence, le fabricant de spiritueux Diageo 1,06% à 3132,00 pence et le motoriste Rolls-Royce 0,87% à 899,60 pence. EasyJet a perdu 3,37% à 1118,00 pence, RBS 1,55% à 247,50 pence, le groupe de BTP Barratt Developments 2,82% à 593,60

pence, son concurrent Persimmon 1,14% à 2173,00 pence. Les marchés européens ont bénéficié d'un regain d'optimisme concernant les relations sino-américaines. Le titre Anglo American a gagné 0,50% à 1992,20 pence, Antofagasta 0,97% à 932,40 pence, BHP 1,24% à 1818,00 pence et Rio Tinto 1,13% à 4383,50 pence. – (afp)

FRANCFORT / DAX / +0.08% / +9.12 pts / 11428.16 pts

Linde (+1,83% à 153,40 euros) et Merck KGaA (+1,61% à 101,0 euros) ont signé les plus forte hausses du jour. Sur le MDax, l'éclairagiste Osram a dévissé de 13,39% à 30,28 euros.



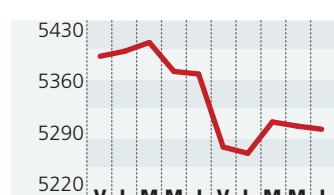
La Bourse de Francfort a fini en légère hausse jeudi, le Dax grignotant 0,08%. L'indice vedette a fini sur un gain de 9,1 points à 11.428,16 points, tandis que le

MDax des valeurs moyennes a cédé 0,66% à 24.550,75 points. Linde (+1,83% à 153,40 euros) et Merck KGaA (+1,61% à 101,0 euros) ont signé les plus forte hausses du jour. Daimler a reculé de 0,51% à 51,09 euros. L'équipementier Continental a perdu 0,45% à 133,95 euros. Bayer a fini proche de l'équilibre (-0,07% à 56,29 euros) après avoir

perdu jusqu'à 4,4% en séance. Deutsche Bank a reculé de 3,42% à 7,26 euros, finissant en queue de l'indice. Commerzbank a perdu 3,32% à 6,91 euros. Sur le MDax, l'éclairagiste Osram a dévissé de 13,39% à 30,28 euros. L'opérateur 1&1 Drillisch, détenu par le groupe United Internet, a chuté lui de 14,9% à 32,10 euros. – (afp)

PARIS / CAC 40 / -0.09% / -4.70 pts / 5296.54 pts

STMicroelectronics a souffert (-3,52% à 12,73 euros) d'un avertissement sur résultats de son homologue allemand Infineon. EssilorLuxottica a reculé de 2,64% à 96,00 euros.



La Bourse de Paris a fini près de l'équilibre (-0,09%) jeudi. L'indice CAC 40 a lâché 4,70 points à 5296,54 points, dans un volume d'échanges modéré de 3,1 milliards d'euros. La veille, il avait fini en léger recul de 0,12%.

STMicroelectronics a souffert (-3,52% à 12,73 euros) d'un avertissement sur résultats de son homologue allemand Infineon. EssilorLuxottica a reculé de 2,64% à 96,00 euros. La crise de gouvernance qui secoue le jeune groupe franco-italien, numéro un mondial de l'optique, a connu mercredi un nouveau rebondissement, le camp italien demandant l'arbitrage de la Chambre de commerce internationale, faute d'accord entre les deux camps.

Carrefour a reflué de 2,63% à 16,27 euros tandis que le groupe compte supprimer plus de 1.200 postes dans ses hypermarchés français en 2019 dans le non-alimentaire, sans départs contraints. Iliad a perdu 1,54% à 87,96 euros. Capgemini a en revanche profité (+3,80% à 106,60 euros) d'une note positive de Goldman Sachs. Le groupe Bolloré a terminé quasi stable (-0,05% à 3,98 euros). Navya s'est enfoncé de 4% à 1,80 euros. – (afp)

EUROPE / Divers

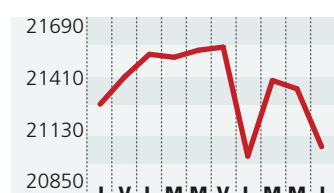
Les Bourses européennes ont fini la séance en ordre dispersé jeudi. L'Eurostoxx 50 a cédé 0,05%. La Bourse de **Milan** a terminé en baisse, l'indice FTSE Mib perdant 0,53% à 21.081 points. Leonardo réalise la meilleure performance avec une hausse de 1,48% à 10,255 euros, tandis que StMicroelectronics enregistre la plus forte baisse (-3,52%) à 12,745 euros. L'indice Ibex 35 de la Bourse de **Madrid** a clôturé en baisse de 0,60% à 9174,7 points, tiré vers le bas par le secteur bancaire.

Bankia a perdu 2,17% à 2,30 euros, BBVA 1,35% à 5,05 euros et Banco Santander 1,18% à 4,10 euros. Le géant des télécoms Telefonica a également dégringolé, de 2,61% à 7,39 euros. L'indice PSI 20 de la Bourse de **Lisbonne** a pris 0,17% à 5177,40 points. Ramada Invest a gagné 1,31% à 7,75 euros, tandis que la société Ibersol a lâché 1,28% à 7,72 euros. L'indice AEX de la Bourse d'**Amsterdam** a reculé de 0,26%

à 543,71 points. A la baisse, le géant de la distribution Ahold Delhaize a perdu 1,58% à 23,60 euros. A la hausse, le groupe de travail temporaire Randstad a gagné 1,72% à 42,68 euros. La Bourse de **Bruxelles** a perdu 0,37%, l'indice Bel-20 s'affichant en clôture à 3601,07 points. Le bancassureur KBC affichait la moins bonne performance (-1,90% à 61,84 euros). Ontex (produits d'hygiène), était en tête du peloton, prenant 1,74% à 19,33 euros. – (afp)

TOKYO / NIKKEI / -1.61% / -344.97 pts / 21033.76 pts

Honda a décliné de 0,96% à 3002 yens, bien que le groupe ait annoncé se joindre à son concurrent Toyota (-1,65% à 6514 yens) et au géant des télécoms SoftBank dans la co-entreprise Monet Technologies



La Bourse de Tokyo a fini en baisse marquée de 1,6% jeudi. A l'issue des échanges, le Nikkei des 225 valeurs vedettes a perdu 1,61%, soit 344,97 points, à 21.033,76 points, et l'indice élargi Topix de tous les titres du pre-

mier tableau a lâché 1,66% (-26,64 points) à 1582,85 points. Le titre Sony a cédé 1,93% à 4673 yens, en dépit d'informations de presse selon lesquelles le fleuron de l'électronique s'apprête à mettre en œuvre de nouvelles mesures de réduction de coûts via notamment la fermeture d'une usine d'assemblage de smartphones en Chine pour en transférer l'activité en Thaïlande. L'action Nissan a de son côté dévissé de 1,58% à 910,4 yens.

Dans le même secteur, Honda a décliné de 0,96% à 3002 yens, bien que le groupe ait annoncé se joindre à son concurrent Toyota (-1,65% à 6514 yens) et au géant des télécoms SoftBank dans la co-entreprise Monet Technologies formée pour combiner leurs technologies et apports divers dans le développement de services de mobilité avancée, dont les voitures autonomes. L'action SoftBank Group a laissé filer 0,75% à 10.545 yens. – (afp)

Bayer joue au yoyo à Francfort

PHARMA. Le titre Bayer reculait encore jeudi à la Bourse de Francfort après la deuxième condamnation en moins de six mois de sa filiale Monsanto, par un jury américain, en raison de la dangerosité de son herbicide au glyphosate. Vers 09h30, l'action Bayer cédait 1,14% à 55,69 euros. Elle a fini proche de l'équilibre (-0,07% à 56,29 euros) après avoir perdu jusqu'à 4,4% en séance. Si le repli du jour reste modéré, montrant que les investisseurs avaient anticipé l'issue de ce nouveau procès, Bayer a vu s'évaporer plus de 46% de sa valeur boursière depuis qu'il a racheté Monsanto en juin 2018 pour 63 milliards de dollars. Le patron du chimiste de Leverkusen Werner Baumann martelait encore dimanche dernier dans la presse allemande que ce pari historique pour Bayer restait une «bonne idée». Mais dans l'intervalle, le groupe allemand a vu s'amorceler les procédures judiciaires contre le RoundUp, l'herbicide vedette au glyphosate de Monsanto, désormais ciblé par plus de 11.200 requêtes en responsabilité sur le seul territoire américain. Or les cas de deux premiers requérants, atteints du même type de cancer, ont été tranchés en défaveur de Monsanto: le groupe a été condamné à payer 78,5 millions de dollars à l'automne dernier à un ex-jardinier, puis 80,3 millions de dollars mercredi soir à un retraité californien. – (afp)

RECOMMANDATIONS

INFINEON: Oddo BHF abaisse à 17,5 euros

Tout en réitérant son opinion «neutre» sur Infineon, Oddo BHF abaisse son objectif de cours de 19 à 17,5 euros, dans le sillage d'un avertissement sur résultats lancé par le fabricant allemand de semi-conducteurs au titre de son exercice 2018-19. Le bureau d'études note que son opinion repose sur une valorisation qui reflète la qualité et le profil historiquement résilient, des marges élevées mais finalement fragiles, et un titre qui se paye 2,3 fois le CA 2019 pour une marge opérationnelle à 17,5%. «En comparaison STMMicroelectronics se paye 1,4 fois le CA pour une marge opérationnelle de 14%», note l'analyste, qui juge donc que la décote lui paraît donc trop importante et maintient sa préférence pour le titre du Franco-Italien.

MICHELIN: UBS relève l'objectif à 124 euros

UBS réaffirme sa recommandation «achat» sur Michelin, assortie d'un objectif de cours rehaussé de 120 à 124 euros, ce qui implique un potentiel de progression de 19% pour l'action du fabricant français de pneumatiques. «Michelin est notre valeur favorite parmi les pneumatiques», affirme le broker à l'approche d'une journée investisseurs, mettant en avant «une croissance forte du profit opérationnel, un free cash flow de premier ordre et des catalyseurs à court terme».

Kyriba valorisée à plus d'un milliard de dollars

FINTECH. L'annonce a été faite par la société franco-américaine à l'issue de sa nouvelle levée de fonds de 160 millions de dollars.

La société franco-américaine Kyriba, qui propose des outils de gestion de trésorerie et de finance hébergés dans le cloud est désormais valorisée plus d'un milliard de dollars, a-t-elle annoncé à l'issue d'une nouvelle levée de fonds de 160 millions de dollars.

L'opération menée par le fonds britannique Bridgepoint voit le départ d'un certain nombre d'investisseurs historiques de Kyriba, dont la banque publique française Bpifrance, qui estime avoir accompli sa mission.

«C'est grâce aux cessions que nous pouvons réaliser que nous pouvons accompagner d'autres start-up ou futures licornes» (le Graal des capital-risqueurs, une société valant plus d'un milliard de dollars), a expliqué Nicolas Herschtel, qui était le représentant de Bpifrance au conseil d'administration du groupe Kyriba.

Bpifrance, qui était entrée au capital de Kyriba en 2016, s'est refusée à indiquer la plus-value qu'elle a réalisée.

Mais Jean-Luc Robert, le CEO de Kyriba depuis 2003, a souligné que l'opération avait procuré «un rendement élevé» à la banque publique française et aux autres investisseurs qui viennent de récupérer leur mise.

Kyriba est désormais valorisée à 1,2 milliards de dollars, a-t-elle indiqué. La société est basée à San Diego (Californie), mais un tiers de ses 750 salariés sont basés en France.

Bridgepoint devient l'actionnaire majoritaire

Son chiffre d'affaires, en croissance actuellement de 40% par an environ, «a dépassé les 110 millions de dollars» en 2018, a-t-elle indiqué.

Bridgepoint est devenu actionnaire majoritaire à l'issue de la levée de fonds.

Certains investisseurs historiques, comme le fonds français Iris Capital et le fonds libanais Daher Capital «restent actionnaires», a précisé la société Kyriba. — (afp)

La position plus accommodante de la Fed ravive les inquiétudes

L'inversion de la courbe des rendements a encore amplifié les craintes des investisseurs. Mais faut-il vraiment paniquer?



KRISTINA HOOPER
Chief Global Market Strategist, Invesco

La semaine dernière a été marquée par de nombreux bouleversements de politique monétaire. La Réserve fédérale a annoncé un changement radical de son programme de normalisation, la courbe des rendements s'est inversée et a ravivé les craintes des investisseurs et une personnalité notoirement hostile à la politique suivie par la Fed a été nommée au Conseil des gouverneurs de la banque centrale.

Les actions se sont redressées

La décision prise par la Fed lors de sa réunion de mars (modification de son graphique prévisionnel pour refléter l'absence de relèvement des taux en 2019 et annonce de la fin de la normalisation de son bilan dès septembre) a suscité des questions sur le degré du fléchissement de la croissance mondiale. Le président de la Fed, Jay Powell, a tenté de rassurer les marchés en déclarant que l'économie américaine est bien positionnée et que le ralentissement mondial reste modéré. Ces commentaires ne correspondent toutefois pas aux changements considérables opérés par la Fed ces derniers mois.

Alors que la normalisation du bilan était initialement une opération quasiment automatique, elle a tout d'abord été révisée à la baisse et va désormais être stoppée d'ici quelques mois. De même, alors qu'il a été un temps question de trois relèvements des taux en 2019, l'on sait à présent qu'il n'y en aura aucun. Si l'on en croit les contrats à terme sur les taux américains (Fed funds futures), la probabilité d'une baisse des taux d'ici la fin de l'année est même de 60%.

Les marchés sont aujourd'hui beaucoup plus inquiets des perspectives de croissance, comme le montrent les rendements des bons du Trésor, qui reflètent à mon avis beaucoup plus claire-

ment les craintes des investisseurs que l'indice VIX. L'on pourrait par conséquent s'attendre à ce que d'autres banques centrales adoptent aussi une position plus accommodante.

Ce revirement de la Fed a eu une importance capitale et devrait créer un environnement nettement plus favorable aux actifs à risques. Cela dit, il ne faut pas négliger la part de crainte présente sur les marchés, comme le suggèrent les rendements des bons du Trésor. Comme on pouvait néanmoins s'y attendre, les actions ont tout d'abord bien résisté, dans le sillage de l'annonce de mesures plus accommodantes par la Fed. Les marchés ont ainsi montré qu'ils espèrent que Powell ne se trompe pas en déclarant que l'économie américaine est bien positionnée et que le ralentissement mondial reste modéré.

L'inversion de la courbe des rendements effraie

La courbe des rendements s'est inversée le vendredi 22 mars. Ce mouvement, qui s'est produit très rapidement après le spectaculaire volte-face de la Fed, a contribué à saper la confiance des investisseurs. Ils ont commencé à se demander si le ralentissement mondial va vraiment rester modéré. Des craintes renforcées par la faiblesse des données européennes et la persistance des inquiétudes concernant les échanges commerciaux entre les États-Unis et la Chine.

Je reste persuadée que les droits de douane constituent une perturbation géopolitique susceptible de réellement menacer l'économie mondiale. Comme l'affirme ce vieux dicton, l'heure de vérité finit toujours par sonner. En l'occurrence, je pense que l'on commence à voir les répercussions négatives que peuvent avoir les droits de douane, et que leur impact pourrait s'avérer encore plus marqué.

En définitive, n'oublions pas que l'inversion de la courbe des ren-

dements n'est pas synonyme de récession — même si au cours des dernières années, ce mouvement a souvent annoncé que c'était dans les choses possibles. Cette affirmation s'accompagne toutefois de nombreuses conditions. Premièrement, pour que l'inversion annonce réellement une récession, elle doit durer au moins trois mois, et pas un seul jour. Et n'oublions pas non plus qu'il s'est souvent produit un long décalage entre l'inversion et la récession.

Par ailleurs, et c'est sans doute le plus important, l'inversion de la courbe des rendements peut être simplement la conséquence d'un bouleversement provoqué par les expériences menées en matière de politique monétaire: les grandes banques centrales ont totalement désorienté leur marché obligataire. Ce lien de cause à effet simpliste comprend de nombreuses autres conditions, et pour ma part, je ne crois pas qu'il y ait lieu de paniquer. Je pense même au contraire que les mois

raient être attaqués par les politiciens, et que nous devrions nous inquiéter de la politisation des banques centrales, un phénomène qui pourrait entraîner de nombreux bouleversements et causer des problèmes en cas de crise. Stephen Moore est lui-même très critiqué, notamment par Greg Mankiw, professeur à Harvard, qui a présidé le Conseil des consultants économiques du président George W. Bush et s'est déclaré opposé à la nomination de Stephen Moore. Je pense que la confirmation de cette nomination par le Sénat risque de poser quelques difficultés. Nous allons suivre attentivement l'évolution de la situation.

Dernières nouvelles du Brexit

L'une des définitions communément admises de la folie est le fait de reproduire systématiquement les mêmes actions en pensant obtenir un résultat différent. Je ne peux pas m'empêcher d'y penser lorsque je vois la Première mi-

UN AUTRE BOULEVERSEMENT S'EST PRODUIT LORSQUE DONALD TRUMP A NOMMÉ STEPHEN MOORE, CRITIQUE NOTOIRE DE LA POLITIQUE DE LA FED, AU CONSEIL DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE CENTRALE.

à venir pourraient être favorables aux actions. Le positionnement de la Fed pourrait en effet stimuler les actifs à risques, sauf si les données économiques se dégradaient fortement.

Trump a nommé un critique notoire de la Fed

Un autre bouleversement en matière de politique monétaire s'est produit la semaine dernière lorsque Donald Trump a nommé Stephen Moore, critique notoire de la politique de la Fed, au Conseil des gouverneurs de la banque centrale. Si par le passé, Stephen Moore a reproché à la Fed d'appliquer des taux trop faibles, il l'a plus récemment critiquée pour les avoir relevés. Il a même préconisé de limoger Jay Powell, le président de la Fed.

La semaine dernière, j'ai indiqué que les banques centrales pour-

nistre britannique, Theresa May, soumettre au vote pour la troisième fois son plan du Brexit. Elle a réussi à se sortir d'une situation difficile la semaine dernière en obtenant de l'Union européenne le report du Brexit au-delà du 29 mars, le délai final dépendant de ce qui va se passer maintenant.

Le président de la Chambre des communes, John Bercow, a d'ailleurs donné hier son feu vert à la tenue d'un troisième vote, en estimant que «la motion est nouvelle et substantiellement différente». Le gouvernement de Theresa May présente donc aujourd'hui son Traité de retrait. Il me semble de plus en plus probable que le Royaume-Uni organise un nouveau référendum sur le Brexit, mais tout est possible en fait. La bonne nouvelle est que l'on a évité d'aller au clash, pour le moment tout du moins. ■

MARCHÉ SECONDAIRE OTC-X/BCB

Volumes en recul mais le nombre de transactions a bondi

La Banque cantonale bernoise (BCBE) a vu les volumes des valeurs secondaires échangées sur sa plateforme de gré-à-gré (OTC-X) reculer la semaine dernière, en raison du manque de transactions importantes, a indiqué hier un courtier.

Les principaux indices de la place, Premium et Liquidity, ont affiché des replis respectifs de 0,4% et 0,3%, alors que le Top50 a pris 0,5% et l'All Share 1,0%.

Parmi les indices sectoriels, ceux couvrant les transports, le trafic et la logistique ainsi que les médias ont tous les deux baissé de 0,6%, alors que l'immobilier a avancé de 4,4% et les sociétés de participation de 4,7%.

Les volumes enregistrés la semaine écoulée ont certes baissé de 13,5% à 3,2 millions de francs, mais le nombre de transactions a bondi de 35,7% à 213.

Les plus importants volumes ont été réalisés par Neue Zürcher Zeitung, qui a généré 435.850 francs en six transactions entre 4850 et 4900 francs.

Le journal alémanique était suivi par WWZ (291.935 francs) et AG für Erstellung billiger Wohnhäuser in Winterthur (255.100 francs). La banque Acrevis a généré en 16 transactions de 1420 à 1450 francs un chiffre d'affaires de 188.845 francs. Le cours demandé a reculé de 1,4% à 1420 francs.

Biella-Neher a dégagé un volume de 170.565 francs, avec quatre transactions entre 4605 et 4610 francs et un cours demandé en hausse de 1,1% à 4555 francs.

La semaine suivante risque d'être alimentée par les assemblées générales. — (awp)

PIERRE BERGÉ & ASSOCIÉS

L'UNIVERSO DI UN COLLEZIONISTA
Paolo Morigi e Casa Calao a Lugano

ASTA
Hotel de La Paix, Sala Spazio 1, via G. Cattori 18, 6900 Lugano - Svizzera
Martedì 9 aprile 2019 ore 14:00

ESPOSIZIONE PUBBLICA
Casa Calao, via Fiume 21, 6983 Magliaso, 6900 Lugano - Svizzera
Sabato 6 aprile dalle ore 11:00 alle ore 20:00
Domenica 7 e Lunedì 8 aprile dalle ore 10:00 alle ore 19:00

CONTATTI PER L'ASTA
Vittorio Preda T. +33 (0)7 77 99 92 60 vpreda@pba-auctions.com
Pierre-Harald Leducq T. +33 (0)6 66 22 00 75 phleducq@pba-auctions.com

« COMMISSAIRE PRISEUR HABILITÉ » Pierre-Harald Leducq

PARIS 92 avenue d'Iéna 75116 Paris T. +33 (0)1 49 49 90 00 www.pba-auctions.com

La Banque centrale turque veut rassurer sur ses réserves de change

DEVISES. Une intervention qui survient après une nouvelle rechute de 5% de la livre turque.

Cité par l'agence de presse étatique turque Anadolu, son gouverneur Murat Cetinkaya a affirmé qu'en dépit d'une «fluctuation due à des facteurs périodiques», les réserves étaient «en hausse de manière constante sur le moyen terme».

Perte 30% de sa valeur face au dollar en 2018

Murat Cetinkaya a en outre affirmé que les réserves de change avaient augmenté au cours de la

semaine écoulée. La déclaration du patron de la Banque centrale turque vise à rassurer les marchés après une baisse importante de la livre jeudi, moins d'une semaine après un repli similaire de la devise qui a perdu près de 30% de sa valeur face au dollar l'an dernier.

La devise turque s'échangeait à 5,5 livres contre un billet vert à 22h30, en baisse de 5% depuis l'ouverture des marchés. Cette baisse efface le rebond en-

registré par la livre turque après une baisse d'environ 6% vendredi dernier à la suite de la publication par la Banque centrale de chiffres montrant une importante baisse de ses réserves de change.

La nouvelle baisse jeudi traduit, selon les analystes, l'inquiétude des investisseurs face aux mesures draconiennes prises par les autorités turques pour contrer les «opérations spéculatives» contre leur devise avant les élections du 31 mars. — (afp)

Lourde amende pour Fitch, épinglée pour conflit d'intérêt

UE. Le gendarme européen des marchés financiers a annoncé avoir condamné l'agence de notation à 5,1 millions d'euros.

Il est reproché à l'agence de notation Fitch d'avoir noté des sociétés où son ancien actionnaire, Marc Ladreit de Lacharrière, siégeait au sein de leurs conseils d'administration.

Entre juin 2013 et avril 2018, quand Fitch était encore détenu en partie par l'homme d'affaires, l'agence a noté les groupes Casino et Renault, ainsi que la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Or, au même moment, M. Ladreit de Lacharrière était présent à leurs conseils d'administration, relève l'ESMA sans citer le nom de l'homme d'affaires, ce qui exposait Fitch à des conflits d'intérêt.

«Le règlement stipule que, pour éviter tout conflit d'intérêt susceptible d'influencer la notation, une agence de notation a l'interdiction d'émettre une notation si un actionnaire ou un membre de l'agence de notation possédant lui-même 10% ou plus du capital ou des droits de vote fait partie

de l'administration de l'entité évaluée», rappelle le règlement du gendarme européen.

Dans le cas d'une note déjà existante au moment où le conflit d'intérêt apparaît, l'agence doit révéler cette situation et décider d'un éventuel retrait de la notation. Agé de 78 ans, l'homme d'affaires Marc Ladreit de Lacharrière, passé par l'ENA, a racheté en 1997 Fitch Ratings, troisième agence de notation financière mondiale qui prospère. Il a commencé à céder ses parts en 2006, jusqu'à son désengagement total en avril 2018. L'agence est depuis la propriété de l'éditeur américain Hearst. Pendant la période visée par l'enquête, l'homme d'affaires était administrateur de Casino, de Renault ainsi que membre de la FNSP, la fondation privée chargée de la gestion administrative et financières de Sciences Po. Au même moment, l'agence notait l'endettement de ces entités.

Dans le détail, Fitch UK a écopé d'une amende d'un montant de 3,195 millions d'euros pour le conflit d'intérêt de M. Ladreit de Lacharrière sur Casino et Sciences Po.

«Tourner la page»

Fitch France, épinglée également pour la situation de Sciences Po, devra verser 812.500 euros, tandis que Fitch Espagne doit s'acquitter de 1,125 million d'euros pour le conflit d'intérêt de son actionnaire avec Renault. Le total est donc de 5.132.500 euros. «Après avoir considéré les preuves, le conseil d'administration a jugé que Fitch avait commis par négligence plusieurs infractions au règlement», conclut l'ESMA dans sa décision. L'agence de notation a réagi en estimant que ce conflit d'intérêt n'avait pas eu d'impact sur la notation des entreprises et organisations concernées. «Fitch Ratings est heureux de pouvoir

tourner la page sur cette affaire, qui concerne des violations survenues entre 2013 et 2016. Aucun de ces manquements n'a eu d'incidence sur le résultat de nos notations», a réagi l'agence.

«Notre interprétation de la réglementation de l'Union européenne sur la divulgation de l'identité des actionnaires d'agences de notation a été réalisée de bonne foi».

«Nous n'avons plus d'actionnaires individuels qui pourraient être en mesure de siéger au conseil d'administration d'entités notées. Nous continuons à nous assurer du maintien de la plus grande exigence opérationnelle et du respect de toutes les règles et exigences réglementaires», ajoute l'agence.

En décembre 2018, M. Ladreit de Lacharrière a été condamné à huit mois de prison avec sursis pour l'emploi en partie fictif de Penelope Fillon, l'épouse de François Fillon. - (afp)

34 millions de livres d'amende pour GS

ROYAUME-UNI. Le régulateur financier a infligé une amende de 39,86 millions d'euros à Goldman Sachs pour n'avoir pas bien déclaré des transactions.

«Goldman Sachs International a reçu une amende de 34,3 millions de livres (40 millions d'euros) pour n'avoir pas fourni les bonnes informations sur 220,2 millions de transactions entre novembre 2007 et mars 2017», a expliqué la Financial Conduct Authority (l'Autorité de conduite financière, ou FCA), jeudi dans un communiqué.

La FCA exige des déclarations régulières et précises des firmes financières, notamment pour pouvoir traquer toute tentative d'abus du marché ou de blanchiment d'argent.

Quatorzième établissement sanctionné

La prestigieuse banque d'affaires américaine est la quatorzième institution financière mise à l'amende par la FCA depuis la crise financière internationale pour ce type d'erreur. La dernière en date, la suisse UBS, a écopé d'une amende de

28 millions de livres, a annoncé la FCA le 19 mars.

Dans le détail pour Goldman Sachs, la banque américaine n'a pas fourni à la FCA les informations requises pour 213,6 millions de transactions. Elle a par ailleurs fourni des informations sur 6,6 millions de transactions qui ne devaient pas être rapportées à la FCA, a précisé le régulateur.

«Ces erreurs démontrent une faillite de la gestion et du contrôle sur une longue période, alors qu'il s'agit de facteurs essentiels pour l'intégrité des marchés», a pointé un directeur de la FCA, Mark Steward.

Réduction de 30%

Goldman Sachs a reconnu ses erreurs, ce qui lui a permis de réduire le montant de son amende de 30%.

A défaut, la banque aurait dû s'acquitter d'une somme de 49 millions de livres. - (afp)

L'ANALYSE TECHNIQUE

Les rendez-vous de la semaine

LUNDI
Taux

MARDI
Matières premières

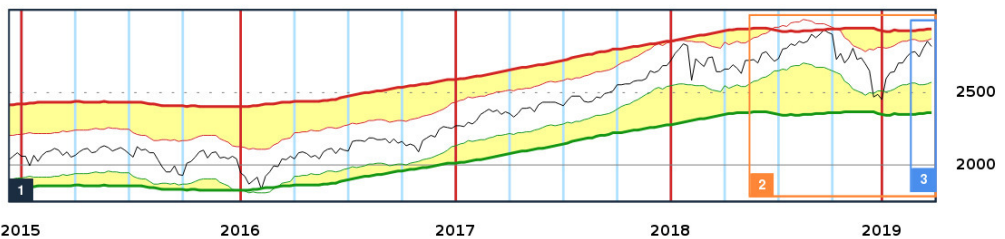
MERCREDI
Forex

JEUDI
Marché suisse: grandes capitalisations

VENDREDI
Indices actions

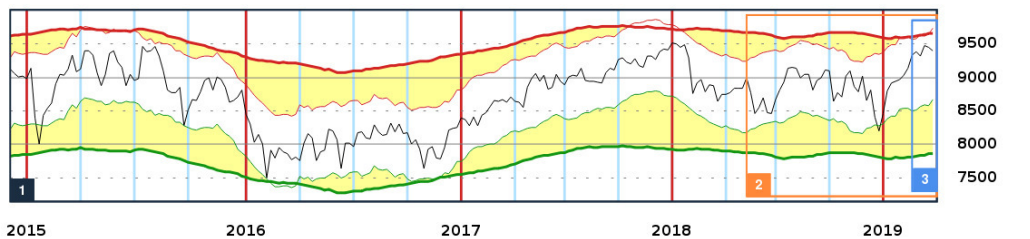
S&P 500

Last Update: 28/03/19
Los Angeles: 14:00, New-York: 17:00, London: 21:00, Paris: 22:00, Tokyo: 06:00, Sydney: 08:00
Previous day closing: USD 2815.44*
Day performance: +0.00* (+0.00%)
* Prices delayed by at least 20 minutes



SWISS MARKET INDEX (CH)

Last Update: 28/03/19
Los Angeles: 14:00, New-York: 17:00, London: 21:00, Paris: 22:00, Tokyo: 06:00, Sydney: 08:00
Previous day closing: CHF 9403.11*
Day performance: +2.82* (+0.03%)
* Prices delayed by at least 15 minutes



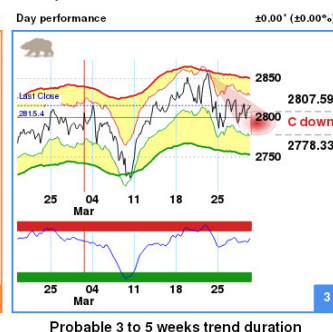
Weekly - Long Term Investors



Daily - Medium Term Investors



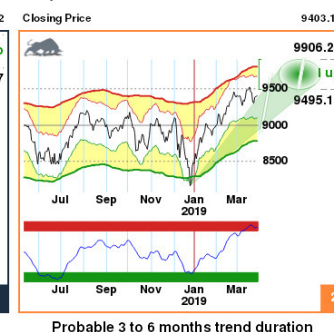
Hourly - Short Term Investors



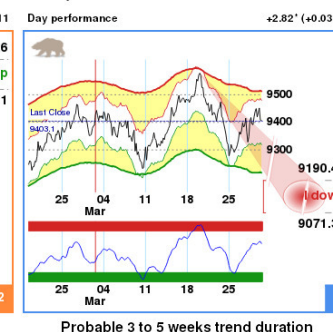
Weekly - Long Term Investors



Daily - Medium Term Investors



Hourly - Short Term Investors



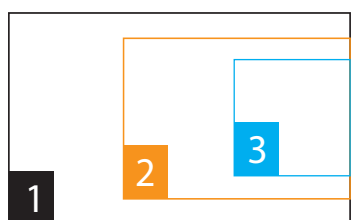
Copyright © 2012 - Management Joint Trust SA - www.FinGraphs.com

Les prix peuvent être retardés jusqu'à 20 minutes selon les Bourses. Source: www.fingraphs.com - MJT Statistics

Lire et interpréter les graphiques:

➔ Prendre une décision

Fingraphs vous propose 3 horizons d'investissement (long, moyen et court terme) afin de percevoir l'environnement dans lequel évolue le marché.



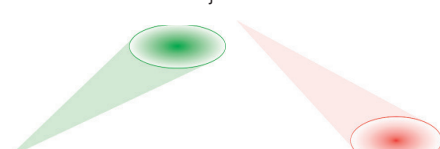
➔ Tendance

Les deux enveloppes présentes sur les graphiques ci-dessus représentent la tendance suivie. Une tendance haussière est illustrée par un Bull et une tendance baissière par un Bear.



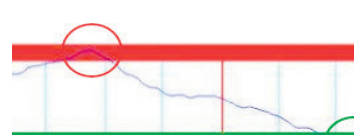
➔ Objectifs

Un objectif probable en temps et en prix est automatiquement calculé en permanence. Cet objectif est illustré par un faisceau vert ou rouge selon la tendance et par une ellipse, qui représente la projection dans le temps pour atteindre cet objectif.



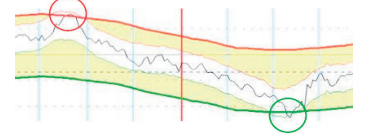
➔ Indicateur de risques

Un indicateur représentant le risque oscille entre une zone Overbought (rouge: risque élevé) et Oversold (vert: risque faible). Un retournement de la tendance est probable lorsque l'indicateur sort de ces zones.



➔ Exagération du prix

Lorsque la petite enveloppe vient rencontrer la grande enveloppe, ceci représente une exagération du prix, et un mouvement contraire est probable.



Avertissement: Les analyses réalisées par la société Management Joint Trust SA depuis 1969, contributrice de cette page au travers de son site fingraphs.com, n'ont aucune valeur contractuelle et ne constituent en aucun cas une offre de vente ou une sollicitation d'achat de valeurs mobilières ou autre produit financier. La responsabilité de la société Management Joint Trust SA ainsi que ses dirigeants et salariés ne saurait être engagée en cas d'erreur, d'omission ou d'investissement inopportun. Les informations, graphiques, chiffres, opinions indicatives présentés sur cette page s'adressent à des investisseurs disposant des connaissances et expériences nécessaires pour comprendre et apprécier les informations qui y sont développées. Ces dernières sont diffusées à titre purement indicatif, Management Joint Trust SA ne peut en garantir l'exactitude ou la fiabilité.

coaching sur www.fingraphs.com

ORDRE DES INFORMATIONS DE FONDS: NUMÉRO DE VALEUR SUISSE, NOM DU FONDS, CONDITIONS D'ÉMISSION/CONDITIONS DE RACHAT, DEVISE COMPTABLE DU FONDS, DERNIÈRE VALEUR D'INVENTAIRE, PERFORMANCE DANS L'ANNÉE COURANTE

No. val.	Nom	Devise	Dernier	31.12.18
Banque CIC (Suisse) SA Tél. 0800 242 124				
www.cic.ch BANQUE CIC SUISSE				
Fonds en obligations				
-	CIC CH Corporates Bond CHF B	2/1	---	-
1083143	CIC CH Europe Bond B	2/1	EUR	871.61 +1.22%
1989391	CIC CH Governments Bond CHF B	2/1	CHF	102.27 +1.67%
1989435	CIC CH High Yields Bond CHF Primus B	2/1	CHF	104.55 +1.71%
Fonds en actions				
-	CIC CH Large Caps Swiss Equities Active B	2/1	---	-
19899078	CIC CH Small & Mid Caps Swiss Equities Active B	2/1	CHF	176.05 +11.87%
Fonds stratégiques				
-	CIC CH Strategy (EUR) B	2/1	---	-
1083254	CIC CH Strategy (CHF) B	2/1	CHF	979.50 +4.37%
Autres fonds				
1083213	CIC CH Convert Bond B	2/1	EUR	1161.74 +5.50%

Piguet Galland & Cie SA
Tél. 058 310 44 36
pgfunds@piguetgalland.ch
www.piguetgalland.ch

686297	Pig GI II Bd USD DD	USD	153.01	+3.33%
686249	Piguet Global Fd Int'l Bd Cap.	4	CHF	172.71 +2.93%
686301	Piguet Global Fd Int'l Bd Cap.	4	EUR	175.93 +3.48%
686298	Piguet Global Fd Int'l Bd Cap.	4	USD	262.43 +3.34%
686247	Piguet Global Fd Int'l Bd Dist.	4	CHF	114.10 +2.92%
11002629	Piguet Global Fd Int'l Bd Dist.	4	CHF	103.65 +3.02%
686299	Piguet Global Fd Int'l Bd Dist.	4	EUR	112.99 +3.48%
10898918	Piguet International Fund - World Equities CHF D	4	CHF	133.74 +11.08%
3581719	Piguet International Fund - World Equities EUR	4	EUR	109.23 +11.16%
2322853	Piguet International Fund - World Equities USD	4	USD	144.78 +13.14%

Banque Sal. Oppenheim Jr. & Cie (Suisse) SA
Tél. 044 214 23 33
www.oppenheim.ch

BBGI GROUP SA
Tél. +41 22 595 96 11
www.bbgi.ch

2248527	BBGI Commodities (USD)	1/1	USD	93.30 +17.95%
2610316	BBGI Equities Swi. Behavioral Val.	2/1	CHF	131.60 +12.48%
2610307	BBGI Share Energy (USD)	2/1	USD	153.40 +10.12%
2610311	BBGI Share Clean Energy (USD)	2/1	USD	64.10 +15.29%
2610302	BBGI Share Gold USD	2/1	USD	44.90 +8.19%
12238949	BBGI Swiss Physical Gold CI CHF	2/1	CHF	82.40 +2.62%
12239030	BBGI Swiss Physical Gold CI CHF hedged	2/1	CHF	62.90 +0.80%
12239032	BBGI Swiss Physical Gold CI EUR	2/1	EUR	94.20 +3.40%
12239033	BBGI Swiss Physical Gold CI EUR hedged	2/1	EUR	67.10 +0.90%
12238872	BBGI Swiss Physical Gold CI USD	2/1	USD	78.80 +1.68%
1645471	BBGI Tactical Switzerland A	2/1	CHF	148.30 +11.00%
1645492	BBGI Tactical World A	2/1	USD	111.30 +11.41%

Index de sécurité TIPERsm sur le marché suisse

ABB	52.5%	Meyer Burger	1.9%
Actelion	79.5%	National Ver.	13.5%
Addex	0.1%	Nestlé	99.9%
Adeco	52.3%	Nobel Biocare	0.5%
Airesis	0.2%	Novartis	99.9%
Alpha Pet	0.1%	OC Oerlikon	11.4%
Arbonia	1.7%	Orascom	0.2%
Aryzta	2.0%	Richemont	74.1%
Ascom	10.8%	Roche	95.2%
Baloise	99.9%	Schindler	99.9%
Basilea	13.3%	Schmolz+Bicken.	0.5%
Cembra	99.9%	SGS	95.8%
Clariant	97.7%	Sika	99.9%
Credit Suisse	15.4%	Sonova	94.3%
Dufry	68.0%	Sulzer	56.2%
Evolva	0.1%	Swatch Group	45.6%
GAM	13.3%	Swiss Life	99.9%
Geberit	96.1%	Swiss Prime Site	99.9%
Givaudan	93.9%	Swiss RE	81.6%
Holcim	38.3%	Swisscom	97.7%
Julius Baer	88.9%	Swisslog	0.1%
Kudelski	0.8%	Syngenta	28.7%
Kuehne+Nagel	97.3%	Transocean	1.6%
Logitech	97.6%	UBS	14.8%
Lonza	99.9%	Zurich Insurance	81.5%

Données au 28.03.2019

Big Data Technology for Investor Protection. The Security Indicator TIPER[®] by Cfinancials.com is a scientific evaluation of the risk of a financial product. It is objective, consistent across 16 million products and can be generated in real time.

TIPER[®] fulfills 77 key requirements and satisfies Article 11 under on-going inducements set out by the directive MiFID II / Investor Protection.

Since January 1, 2018, the directive makes it compulsory for the financial industry within Europe to comply with product governance and product suitability. TIPER[®] by Cfinancials.com is the only solution that helps banks, asset managers, brokers and advisory firms across the EU meet MiFID II requirements as intended by the authorities.

Investor relations +41 848 848 181 (24/7/365)
www.cfinancials.com

BlackRock Asset Management Suisse SA
Tél. 022 703 19 70
www.blackrock.com/ch

Fonds en actions

618455	BGF Emerging Europe A2 EUR	2/1	EUR	100.14 +10.07%
618486	BGF European A EUR	2/1	EUR	104.46
3748203	BGF Global Allocation Hedged A2 CHF	2/1	CHF	11.44
567975	BGF LatinAm A USD	2/1	USD	54.71
2857820	BGF Local Emg Mkts Short Dur Bond A2 USD	2/1	USD	22.46
1501042	BGF US FlexEquity A USD	2/1	USD	27.91
333541	BGF WdGold A USD	2/1	USD	28.31
620823	BGF WdMining A USD	2/1	USD	31.73

EFG Bank
Tél. +41 58 809 31 11
Fax +41 58 809 36 78
www.efgbank.com

Fonds en actions

277516	New Capital Multihelvetia CHF A	2/1	CHF	501.97 +12.75%
3140525	New Capital Multihelvetia CHF I	2/1	CHF	103.90 +13.02%
Fonds à revenus fixes				
277520	New Capital Global Dynamic CHF A	2/1	CHF	91.70 +1.25%
24158815	New Capital Global Dynamic CHF I	2/1	CHF	93.28 +1.34%
1617405	New Capital Institutional Fund - Foreign Bonds CHF	2/1	CHF	88.41 +1.10%
2438233	New Capital Institutional Fund - Bond CHF	2/1	CHF	111.73 +1.28%

CACEIS (Switzerland) S.A.
Tél. +41 22 360 94 00
www.caceis.ch

25381014	Bruellan Dynamic - Swiss Equities - Classe A (CHF)	2/5	CHF	1356.70 +12.22%
25381016	Bruellan Dynamic - Swiss Equities - Classe B (CHF)	2/5	CHF	1368.46 +12.32%
1924309	Bruellan Dynamic - Tactical	2/5	EUR	201.82 +16.71%
11194367	Rare Earth Elements Fund (CHF)	2/1	CHF	82.80 +13.42%
2095702	RFP Small & Mid Caps Switzerland A	2/2	CHF	252.07 +9.98%
3112416	RFP Special Europe A	2/2	EUR	188.75 +14.38%
2344989	RFP Swiss Equity Equal-Weighted A	2/2	CHF	141.24 +8.68%
2344994	RFP Swiss Equity Equal-Weighted C	2/2	CHF	148.11 +8.94%

Cornèr Banca SA - Lugano
Tél. +41 91 800 51 11
Fax +41 91 800 53 49

Fonds de placement suisses

1066414	CB-Accent Short Term Maturity Fund	2	EUR	104.28 +0.19%
1066427	CB-Accent Short Term Maturity Fund	2	USD	108.85 +0.85%

Pegaso Capital Partners S.A.
Tél. +41 91 210 31 94
www.pegasocapital.com
info@pegasocapital.com

13975737	Pegaso Capital Strategic Bond Class I EUR	EUR	111.47	+2.53%
13975735	Pegaso Capital Strategic Bond Class R EUR	EUR	106.26	+0.00%
13977329	Pegaso Capital Strategic Bond Class I USD Hedged	USD	120.35	+3.36%
13975738	Pegaso Capital Strategic Bond Class R USD Hedged	USD	111.08	+0.00%
11760519	Pegaso Capital Strategic Trend Class I EUR	EUR	112.50	+0.85%
11760518	Pegaso Capital Strategic Trend Class R EUR	EUR	107.68	+0.80%

Banque Profil de Gestion SA
Tél. +41 22 818 31 31
www.bpdg.ch

2069864	DMC Fund - Dynagest Expo Bonds EURO MAS R (EUR)	3/3	EUR	1521.22 +1.56%
2775694	DMC Fund - Dynagest Expo Bonds EURO MAS I (EUR)	3/3	EUR	1597.26 +1.87%
2069871	DMC Fund - Dynagest Expo Bonds USD MAS R (USD)	3/3	USD	1515.36 +2.51%

IAM Independent Asset Management
Tél. 022 818 36 40
www.iamfunds.ch
www.iam.ch

Fonds en actions

973381	IAM EMERGING Mkt. Fd - A	2/1	CHF	2001.68 +7.81%
599987	IAM EUROPEAN Eq. Fd - A	2/1	CHF	1307.26 +10.96%
439578	IAM Global Eq. Fd - A	2/1	CHF	1989.68 +9.98%
1472525	IAM GOLD&METALS Fd - A	2/1	CHF	2116.20 +17.97%
2543746	IAM IMMO Sec. Fd - A	2/1	CHF	1187.70 +9.05%
439579	IAM SWISS Eq. Fd - A	2/1	CHF	2675.83 +13.45%

Martin Currie Global Funds
www.martincurrie.com

Représentant en Suisse:
First Independent Fund Services S.A.
Tél. +41 44 206 16 40

Oddo BHF Asset Management SAS
+41 (0)22 596 46 97
am.oddo-bhf.com

2348091	ODDO BHF Avenir Europe CI-EUR	2/1	EUR	346302.33 +12.02%
2349697	ODDO BHF Immobilier CI-EUR	2/1	EUR	214536.49 +13.67%
3669008	ODDO BHF Polaris Balanced DRW-EUR	2/1	EUR	73.12 +9.18%
13693261	ODDO BHF Euro Credit Short Duration CI-EUR	2/1	EUR	12.24 +1.63%
39732349	ODDO BHF Haut Rendement 2025-EUR	2/1	EUR	1000.00 +5.26%

Patrimonium Asset Management AG
Tél. +41 58 787 00 00
www.patrimonium.ch

Fonds immobilier

3499521	Swiss Real Estate Fund	2/1	CHF	153.80 +6.81%
---------	------------------------	-----	-----	---------------

Picard Angst SA
Tél. +41 (0) 22 989 50 00
www.picardangst.com
info@picardangst.com

Fonds de placement matières premières

4913676	All Commodity Tracker Plus A USD	2/1	USD	45.18 +0.00%
4913681	All Commodity Tracker Plus Ah hdg CHF	2/1	CHF	58.37 +0.00%
19027338	PA Energy & Metals Fund A	2/1	USD	51.08 +0.00%
19027340	PA Energy & Metals Fund Ae	2/1	EUR	48.87 +11.02%
19027341	PA Energy & Metals Fund Ah	2/1	CHF	44.38 +0.00%
-	PA Systematic Commodity Alpha Fund A	2/1	---	-
-	PA Systematic Commodity Alpha Fund Ah	2/1	---	-

Banque Cantonale de Genève
Tél. 058 211 21 11
bcge.ch/funds

Fonds en obligations

19837544	Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	2/1	CHF	100.74 +1.40%
19837552	Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	2/1	EUR	106.81 +2.03%
2651733	Synchrony LPP Bonds B	2/1	CHF	114.49 +1.53%
401528	Synchrony Swiss Government Bonds	2/1	CHF	111.94 +2.55%
Fonds en actions				
19837575	Synchrony (LU) EuroPEan Equity (EUR) A	2/1	EUR	155.74 +12.12%
37002650	Synchrony (LU) High Dividend Europe Stocks A	2/1	EUR	97.84 +10.84%
37002661	Synchrony (LU) High Dividend US Stocks A	2/1	USD	114.56 +13.26%
37002749	Synchrony (LU) Silk Road Zone Stocks A	2/1	USD	100.29 +9.83%
36991615	Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	2/1	CHF	108.37 +14.09%

Télécharger dans l'App Store

DISPONIBLE SUR Google Play

Toute l'actualité sur: www.agefi.com

37000674	Synchrony (LU) Swiss Small & Mid Caps (CHF) A	2/1	CHF	98.79 +12.54%
19837570	Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	2/1	EUR	153.03 +12.65%
18147545	Synchrony All Caps CH A	2/1	CHF	199.13 +15.02%
14889673	Synchrony Emerging Equity A	2/1	USD	107.87 +8.77%
517707	Synchrony Europe Equity A	2/1	EUR	164.93 +11.51%
36041749	Synchrony High Dividend Swiss Stocks A	2/1	CHF	110.36 +10.30%
2651796	Synchrony Small & Mid Caps CH A	2/1	CHF	201.46 +12.69%
401529	Synchrony Swiss Equity	2/1	CHF	163.90 +14.38%
710423	Synchrony US Equity A	2/1	USD	210.19 +11.41%
Fonds d'allocation d'actifs				
277239	Synchrony (CH) Balanced (CHF)	2/1	CHF	138.95 +5.25%
2482999	Synchrony (CH) Balanced (EUR)	2/1	EUR	128.39 +5.81%
1822141	Synchrony (CH) Defensive (CHF)	2/1	CHF	103.80 +2.83%
4262988	Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	2/1	CHF	115.48 +7.76%
19837560	Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	2/1	EUR	121.44 +6.20%
19837565	Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	2/1	EUR	136.60 +8.46%
4263004	Synchrony (CH) World Equity (CHF)	2/1	CHF	122.01 +11.51%
2651751	Synchrony LPP 25 B	2/1	CHF	116.44 +5.65%
2651770	Synchrony LPP 40 B	2/1	CHF	116.11 +7.32%
2651786	Synchrony LPP 40 SRI B	2/1	CHF	107.88 +7.62%
35855134	Synchrony LPP 80 B	2/1	CHF	104.40 +11.44%

UBS Vitainvest Fonds

10852691	UBS (CH) Vitainvest - 25 Swiss	6/6*	CHF	122.23 +5.08%
10852698	UBS (CH) Vitainvest - 50 Swiss	6/6*	CHF	139.52 +7.72%
-	UBS (CH) Vitainvest - 12 World	6/6*	---	-
2247646	UBS (CH) Vitainvest - 25 World	6/6*	CHF	341.97 +4.62%
-	UBS (CH) Vitainvest - 40 World	6/6*	---	-
2247650	UBS (CH) Vitainvest - 50 World	6/6*	CHF	244.91 +7.03%

RAM Active Investments S.A.
Tél. +41 22 816 87 30
www.ram-ai.com
Disciplined & Selective

Fonds d'actions

1530813	RAM Emerging Mkts Eq B USD	2/1	USD	171.27 +6.56%
10078792	RAM Emerging Mkts Eq J CHF	2/1	CHF	157.9

No. val. Nom Culture +/-% P/E Yield H/B S2S Vol.

ACTIONS SUISSES (SWX)

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 122271 ABB N, 285075 Adidas Therag N, 1213860 Adco Group N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1253020 BACHEM HDLG N-B, 2748049 Balonce Hdg ZL N, 1241051 Balonce Hdg ZL N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1266394 Caldia Hdg N, 1100539 Carlo Gavazzi I, 18667529 Castle Altern ZL N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 2473640 Edison Power Euro N, 134749 Edmond de Roths P, 716295 FEEL P, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 2467446 Galatica N, 1202259 GAM Hdg ZL N, 1242592 GAM Hdg ZL N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 2577179 HBM Healthcare ZL N, 1262075 HBM Healthcare N, 1227268 Hehelda Hdg N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1024894 Julius Baer Grp N, 1785738 JungfrauHdg Hdg N, 3634343 Ibsora N, etc.

No. val. Nom Culture +/-% P/E Yield H/B S2S Vol.

ACTIONS SUISSES (WIR-X)

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1169360 Luzerner KB N, 3954285 MCH Group N, 3862023 Medartis Hdg N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 3461770 OdeSera N, 81682 OC Oerlikon N, 2381206 Oerlikon Devl N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 216988 Paraplasia Weltra N, 2127339 Paropaga Hdg N, 2460882 Part Grp Hdg N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1117825 Tamedia N, 1210191 Tecan Grp N, 2338494 TEMENOS N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 3036167 U-blox Hdg ZL N, 4027275 UBS Group ZL N, 2447678 UBS Group N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 4190248 VALARTIS GROUP ZL N, 3474278 Valartis Group N, 1478650 Valartis Holding N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 3059120 Walliser KB N, 261948 Warteck Invest N, 36142927 Witekey Int N-B, etc.

No. val. Nom Culture +/-% P/E Yield H/B S2S Vol.

AUTRES

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 3647494 Vior Pharma N, 1107539 Zurich Insur Gr N, 910037 Abbott Laborator Rg, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 216988 Paraplasia Weltra N, 2127339 Paropaga Hdg N, 2460882 Part Grp Hdg N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1117825 Tamedia N, 1210191 Tecan Grp N, 2338494 TEMENOS N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 3036167 U-blox Hdg ZL N, 4027275 UBS Group ZL N, 2447678 UBS Group N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 4190248 VALARTIS GROUP ZL N, 3474278 Valartis Group N, 1478650 Valartis Holding N, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 3059120 Walliser KB N, 261948 Warteck Invest N, 36142927 Witekey Int N-B, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1117825 Tamedia N, 1210191 Tecan Grp N, 2338494 TEMENOS N, etc.

No. val. Nom Culture +/-% P/E Yield H/B S2S Vol.

FONDS SUR INDICES ET

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1210415 iSharesStL (DE), 1386173 iShs Agrilus USD-A, 158284 iShs Bd Cap Eur USD, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1210415 iSharesStL (DE), 1386173 iShs Agrilus USD-A, 158284 iShs Bd Cap Eur USD, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1210415 iSharesStL (DE), 1386173 iShs Agrilus USD-A, 158284 iShs Bd Cap Eur USD, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1210415 iSharesStL (DE), 1386173 iShs Agrilus USD-A, 158284 iShs Bd Cap Eur USD, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1210415 iSharesStL (DE), 1386173 iShs Agrilus USD-A, 158284 iShs Bd Cap Eur USD, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1210415 iSharesStL (DE), 1386173 iShs Agrilus USD-A, 158284 iShs Bd Cap Eur USD, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 1210415 iSharesStL (DE), 1386173 iShs Agrilus USD-A, 158284 iShs Bd Cap Eur USD, etc.

No. val. Nom Culture +/-% P/E Yield H/B S2S Vol.

FONDS IMMOBIILIERS

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 38547049 UBSEIT ACWI SRI NCA, 38547074 UBSEIT ACWI SRI NCA, 34159519 UBSEIT BBM&CS AHC, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 38547049 UBSEIT ACWI SRI NCA, 38547074 UBSEIT ACWI SRI NCA, 34159519 UBSEIT BBM&CS AHC, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 38547049 UBSEIT ACWI SRI NCA, 38547074 UBSEIT ACWI SRI NCA, 34159519 UBSEIT BBM&CS AHC, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 38547049 UBSEIT ACWI SRI NCA, 38547074 UBSEIT ACWI SRI NCA, 34159519 UBSEIT BBM&CS AHC, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 38547049 UBSEIT ACWI SRI NCA, 38547074 UBSEIT ACWI SRI NCA, 34159519 UBSEIT BBM&CS AHC, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 38547049 UBSEIT ACWI SRI NCA, 38547074 UBSEIT ACWI SRI NCA, 34159519 UBSEIT BBM&CS AHC, etc.

Table with columns: No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S2S, Vol. Rows include 38547049 UBSEIT ACWI SRI NCA, 38547074 UBSEIT ACWI SRI NCA, 34159519 UBSEIT BBM&CS AHC, etc.

Table of stock market data for DJ EURO STOXX 50, ZURICH, DAX, and PARIS. Columns include No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S/Z, and Val. Rows list various companies like Air Liquide, Airbus, and Amgen.

Table of stock market data for AMSTERDAM, MILAN, MADRID, and LONDRES. Columns include No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S/Z, and Val. Rows list various companies like ASML, ASML, ASML, and ASML.

Table of stock market data for MOSCOW, DOW JONES, and NEW YORK. Columns include No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S/Z, and Val. Rows list various companies like Microsoft, Apple, and Amazon.

Table of stock market data for various international markets. Columns include No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S/Z, and Val. Rows list various companies from different regions.

Table of stock market data for various international markets. Columns include No. val., Nom, Culture, +/-%, P/E, Yield, H/B S/Z, and Val. Rows list various companies from different regions.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Cotation, +/-, P/E, Yield, H/B S/25, and Vol.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Cotation, +/-, P/E, Yield, H/B S/25, and Vol.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Cotation, +/-, P/E, Yield, H/B S/25, and Vol.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Cotation, +/-, P/E, Yield, H/B S/25, and Vol.

Table of stock market data for various companies, including columns for No. val., Nom, Cotation, +/-, P/E, Yield, H/B S/25, and Vol.

DEVICES - FUTURES - OBLIGATIONS

DEVICES PRINCIPAUX

Table of principal device data with columns for Cours de référence à 18/30, CHF, EUR, USD, GBP, and 100 JPY.

RETENUES AVEC DEVICES

Table of retained device data with columns for Cours de référence à 18/30, CHF, EUR, USD, GBP, and 100 JPY.

ASIE/MOYEN-ORIENT/PACIFIQUE

Table of market data for Asia/Middle East/Pacific region.

AMERIQUE CENTRALE / AMERIQUE DU SUD

Table of market data for Central/South America region.

DEVICES A TERME

Table of term device data with columns for Veille, Ouverture, H/B jour, Clôture, and Variation.

COURS DTS

Table of DTS rates with columns for No. Val, Monnaie, and Veille.

MATIÈRES PREMIÈRES (SPOTS)

Table of spot commodity prices with columns for No. Val, Matière première, and Clôture.

MATIÈRES PREMIÈRES (FUTURES)

Table of commodity futures prices with columns for No. Val, Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Clôture, and Variation.

MÉTALUX/BIENS INDUSTRIELS

Table of metal and industrial goods prices with columns for Aluminium, Cuivre, Nickel, Zinc, and others.

AGRICULTURE

Table of agricultural commodity prices with columns for No. Val, Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Clôture, and Variation.

ENERGIE

Table of energy commodity prices with columns for No. Val, Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Clôture, and Variation.

ENERGIE

Table of energy commodity prices with columns for No. Val, Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Clôture, and Variation.

BOVESPA

Table of Bovespa market data with columns for No. Val, Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Clôture, and Variation.

ENERGIE

Table of energy commodity prices with columns for No. Val, Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Clôture, and Variation.

ENERGIE

Table of energy commodity prices with columns for No. Val, Date, Veille, Ouverture, H/B jour, Vol., Clôture, and Variation.

OBLIGATIONS

Table of obligation data with columns for TAUX SWAP, Franc Suisse, Euro, Livre Sterling, Dollar Américain, and Yen.

INDICES DE RÉFÉRENCE

Table of reference indices with columns for Franc Suisse, Euro, Livre Sterling, Dollar Américain, and Yen.

OBLIGATIONS

Table of obligation data with columns for Franc Suisse, Euro, Livre Sterling, Dollar Américain, and Yen.

INDEX SWISS-BOND SWK

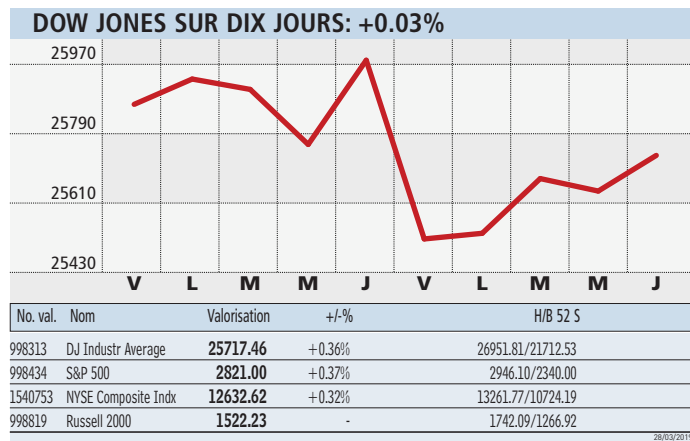
Table of Swiss bond indices with columns for No. Val, Veille, Clôture, % jour, % YTD, Rendement, and Échéance.

INDEX SWISS-LIQUID CREDIT SWISS

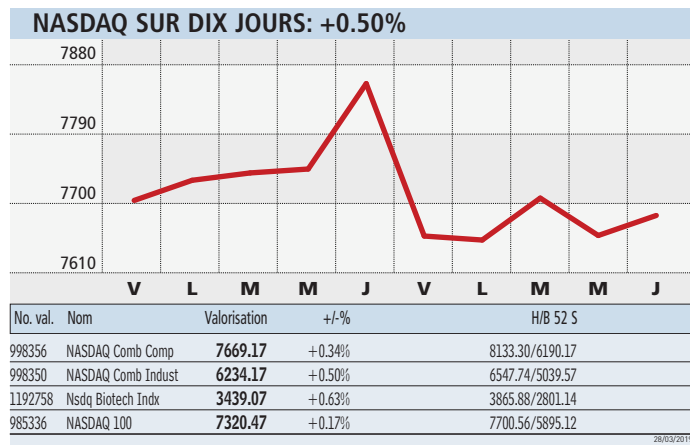
Table of Swiss liquid credit indices with columns for No. Val, Veille, Clôture, % jour, % YTD, Rendement, and Échéance.



NYSE



NASDAQ



CLÔTURE À WALL STREET

En hausse, rassurée par les taux d'intérêts

Wall Street a clôturé en hausse jeudi, profitant d'une stabilisation des taux d'intérêt sur le marché obligataire américain et de la reprise des négociations entre Pékin et Washington sur le front de la guerre commerciale. Le Dow Jones Industrial Average, a gagné 0,36% à 25.717,46 points. Le Nasdaq a pris 0,34% à 7669,17 points, et l'indice S&P 500 a avancé de 0,36% à 2815,44 points.

«Le marché des actions s'est ressaisi à mesure que le calme revenait sur le marché obligataire», a affirmé Karl Haeling de LBBW. Après avoir touché tard mercredi un nouveau plus bas depuis décembre 2017, le taux d'intérêt sur la dette américaine à dix ans a rebondi jeudi et évoluait à 2,397% vers 21h50.

Le niveau de ce taux d'intérêt est souvent vu comme un reflet des anticipations de croissance et d'inflation aux Etats-Unis. En outre, son niveau baisse lorsque beaucoup d'investisseurs souhaitent en acquérir, souvent en raison des incertitudes économiques.

«Les courtiers sur le marché des actions étaient nerveux à cause de la chute des taux, liée aux craintes de récession», a noté M. Haeling mais la remontée du taux à dix ans jeudi a «calmé un peu les craintes de panique boursière».

Parmi les valeurs du jour, Facebook a perdu 0,19%. Le ministère américain du Logement poursuit le réseau social pour pratiques discriminatoires en raison de la façon dont il permet aux entreprises de cibler leurs publicités, notamment en fonction de l'endroit où vivent les utilisateurs de sa plate-forme.

Le service de transport avec chauffeur Lyft, qui devrait faire son entrée en Bourse vendredi, a rehaussé à entre 70 et 72 dollars la fourchette de prix dans laquelle elle souhaite se lancer sur le Nasdaq sous le symbole LYFT, signe d'une demande forte des investisseurs. Auparavant, c'était entre 62 et 68 dollars. Il s'agit d'une des plus grosses entrées en Bourse de l'année à New York, qui devrait également voir d'autres «licornes», des entreprises technologiques valorisées au-delà du milliard dollar, faire leur débuts, à l'instar d'Uber et Pinterest.

Le groupe spécialisé dans l'habillement sportif et surtout dans les vêtements de yoga Lululemon Athletica a bondi de 14,13%. – (afp)



Dans la tête de Léonard de Vinci

Pensée complexe multi-arborescente

PÉCUB

Léonard de Vinci n'était ni logique, ni intellectuel. L'imagination n'est comme Léonard de Vinci, ni logique, ni intellectuelle. Il est paradoxal de constater que la plupart des discours sur le Vinci sont des discours de lettrés. Le discours de la méthode de René Descartes, juin 1637, aura cruellement et définitivement remplacé l'imagination par la science.

Le discours de la méthode pour bien conduire sa raison et chercher la vérité dans les sciences nous aura amené à l'impasse académique. La philosophie cartésienne nous impose à user de la raison pour expliquer le ciel et la terre, la vie et l'univers. Nous avons perdu sur le chemin de l'éducation, l'imagination. La tyrannie de la science impose le linéaire, la certitude, le laminaire, le sérieux.

La nature n'a jamais fait dans la science. La nature aime l'équilibre, l'infinie diversité, la poésie et la beauté. La nature aime l'imagination. La science n'offre aucune solution à la quadrature du cercle, l'imagination oui. La nature ne nous parle pas avec des textes ou de belles paroles. La nature communique avec des images. Un champ de fleurs, une toile d'araignée, un coucher de soleil, un sourire.

La science et la raison ayant failli et empoisonné la planète de toutes les pollutions, le temps serait-il venu d'ouvrir une porte ou une fenêtre à l'imagination? Oui, si vous êtes Léonard de Vinci, folie si vous êtes cartésien.

À problème, le cartésien fait des calculs, de la géométrie, de la recherche académique, de la science et de la politique. À ce même problème l'enfant Léonard de Vinci ira regarder dans la nature, s'émerveillera de ce qui se ressemble. Faire des ponts en-



tre les observations, lancer des boules de questionnement dans toutes les directions, rebondir partout en même temps sans jugement, dessiner toutes les idées,

sans pause, avec plaisir et obstination. Le combat n'est pas entre Sun Tsu et Machiavel. Le combat de la pensée qui sauvera le monde est

entre le laminaire linéaire rationnel, et le multi-arborescent complexe émotionnel. Entre Descartes et Léonard de Vinci. ■

NOUVEAU AGEFI Essentials

La revue des influenceurs Découvrez

agefi.com/essentials



Tableau du Titien pour le Kunsthaus de Zurich

Le Kunsthaus de Zurich a reçu un tableau majeur de Tiziano Vecellio, dit le Titien (1488-1576). Le musée des beaux-arts est le seul en Suisse à posséder une œuvre du peintre et graveur vénitien. Intitulée «Paysage vespéral avec couple de personnages», l'œuvre représente un paysage au soleil couchant. On y voit une femme et un chevalier tenant un luth et, en arrière-plan, un village en bord de mer. La toile constitue «l'un des témoignages les plus importants des débuts de la peinture de paysage», toléré pendant longtemps comme simple arrière-plan de scènes religieuses ou mythologiques. Le paysage devient pour la première fois le thème principal de la peinture au début du XVI^e siècle. Non signé, le tableau a été exposé pour la dernière fois en 2001 au musée des beaux-arts de Vienne. Sa présence est attestée en Angleterre de 1821 à 1956, et les chercheurs l'ont authentifié comme une œuvre peinte de la main du Titien. Le don provient de la fondation zurichoise Dr. Joseph Scholz, qui soutient le Kunsthaus depuis 2007 en acquérant des tableaux de maîtres anciens pour sa collection. Le Titien est visible dès à présent. – (ats)